**Sommaire**



* **Éditorial  p. 3**

*Par le Général de corps d’armée N. de LARDEMELLE*

* [**Adresse du Commandant du CESAT**](#_L’adresse_du_Commandant_1) **p. 5**

*Le Général H. SZWED*

* **Un penseur militaire**

# Monsieur Georges VALOIS p. 9

# *Par Monsieur M. MOTTE*

* **Articles d’intérêt général**

Le grand renversement  p. 21

*Par Monsieur H. JUVIN*

**FM 5-0: «The Operations Process»****nouveau mode de commandement?p. 27**

*Par le Colonel J.-C. BREJOT*

**Identifying the center of gravity of afghan mentoring p. 37**

*Par le Major D. H. PARK (US Army)*

Lire aussi dans la version informatique **«L’emploi de la puissance aérienne, élément central de la coopération internationale»** par le Major General Douglas L. RAABERG (USAF)

* **Libres opinions[[1]](#footnote-1)**

***TAKTIKA* fait peau neuve, partagez vos réflexions  p. 47**

##### Halte là…, les «aéromontagnards» sont là! p. 49

### Par le Général Y. PERTUISEL

# L’armée française en opérations: la grande bavarde? p. 53

*Par le Chef de bataillon P. DESQUESSES*

«En porte à faux»: le pari risqué de la France dans la FINUL p. 57

*Par le Chef de bataillon L. DANIGO*

# Formation pragmatique des logisticiens américains p. 61

*Par le Commissaire commandant T. LEBRETON*

**«Le vrai courage c’est la prudence»  p. 67**

*Par le Chef d’escadrons A. de LABRETOIGNE*

**Chronique d'une guerre annoncée...  p. 71**

## *Par le Chef d'escadrons F. TABARLY*

**Maîtrise des risques: Synergies entre outils militaires et civils? p. 79**

*Par le Lieutenant (ORSEM Air) J.-M. BOSC*

### **Peut-on couper une guérilla de ses arrières? (Algérie 1957-1961) p. 83**

*Par le Chef d’escadron A. LAPACHERIE*

Le militaire à l'écoute du sociologue?  p. 87

*Par le Commandant M. SAGE*

**Stratégies de sécurité humanitaires  p. 93**

# *Par le Capitaine N. MEYNARD*

**Le concept de guerre asymétrique: une réalité stratégique? p. 99**

#### Par le Chef de bataillon C. FAYEAUX

# Les grands capitaines

**Gouraud ou l’art de la «surprise»  p. 107**

*Par Madame J. d’ANDURAIN*

* **Nouvelles d’Amérique**

**La gestion de la connaissance pour devancer l’ennemi  p. 113**

*Par le Colonel J.-C. BREJOT*

###### Leçons d’histoire

###### Malheur au vainqueur p. 119

*Par le Colonel M. GOYA*

* **On a aimé**

La conduite de la guerre *de J. F. C. FULLER* p. 125

**La guerre des Empires *de F. LENGLET* p. 126**

#### **Guerre et Manœuvre Ouvrage collectif, direction de C. Malis p. 126**

#### **Où j’ai laissé mon âme de J. FERRARI p. 127**

**Al-Qaïda et les origines du terrorisme islamiste *de L. WRIGHT* p. 128**

**Nasan, la victoire oubliée (1952-1953) *de J. Favreau et N. Dufour*  p. 128**

# Éditorial

# Du temps pour penser et agir…

*Par le Général de corps d’armée Nicolas de LARDEMELLE,*

*Inspecteur de l’armée de Terre*

**U**ne fois n’est pas coutume, prenons du temps…

Le retour de la guerre, aujourd’hui sous la forme des opérations en Afghanistan, exhume des réflexes oubliés.

Le général commandant la Task Force Lafayette donnait une directive forte à l’automne 2009 à son état-major et ses subordonnés: «Je veux que nous travaillions sans certitude… La remise en question doit être permanente, avec elle la recherche de solutions nouvelles tant dans les méthodes de travail au sein de l’état-major que dans les modes d’action à mettre en œuvre sur le terrain… Toute mission est une opération qui doit être pensée…».

Face à un adversaire actif, retors et accrocheur, opiniâtre et combatif, adaptable et inventif, s’imposent l’abandon des certitudes, la remise en cause permanente, la réflexion tactique. D’autant que l’action s’inscrit dans un contexte compliqué lié aux populations et aux influences multiples, dans le cadre d’une approche globale visant à améliorer la sécurité, la gouvernance, et le développement afghans.

Voilà donc le retour de l’intelligence tactique, du «penser tactique».

Au-delà de la maîtrise parfaite des procédures d’état-major, des échanges de plans, d’ordres et compte-rendu, il s’agit de garder la tête hors du flot des informations toujours plus nombreuses et instantanées, trouver le temps pour mettre en perspective, libérer l’esprit, réfléchir, raisonner avec rigueur, imaginer, puis concevoir la solution tactique appropriée à chaque cas, et ce, non pas seul, mais à plusieurs selon la structure de travail.

C’est une question vitale en opérations: maîtriser son temps pour «penser tactique», prendre l’initiative, imposer le tempo des opérations, conserver la liberté d’action.

L’air du temps ne nous y prédispose pas!

Dans notre société développée, le citoyen est submergé par un flot d’informations toujours plus instantanées, universelles, portées par des vecteurs encore plus nombreux, directs et collés à la personne. Dans la frénésie des nouvelles et leur succession éphémère, ce qui compte n’est pas l’importance ou l’enjeu, mais la nouveauté et l’émotion. Le citoyen peut s’illusionner devant ce film kaléidoscope incessant, y compris dans le rythme de son travail, alors qu’il s’agit d’encombrement, de gaspillage de temps disponible, d’érosion de la liberté.

Ici, à nouveau, il devient vital de maîtriser son temps pour hiérarchiser, distinguer l’accessoire de l’essentiel, l’évolutif de l’invariant, le fugace du permanent, et pour réfléchir et mettre en perspective.

C’est une question de liberté: maîtriser son temps pour préserver sa liberté de penser.

Dans le quotidien du commandement le risque de la suractivité souligne aussi le prix du temps. Tout officier ayant un peu d’expérience a cerné les risques et le piège de l’empilement des tâches, de la bousculade des missions, des dérives bureaucratiques, de l’absence coupable d’anticipation, des changements impromptus. De même il a retenu que l’une des clés majeures du commandement réside dans l’attention portée aux subordonnés, leur connaissance approfondie, pour en tirer le meilleur. L’adhésion des soldats à leur chef, à la mission, à l’institution tient d’abord à la considération qu’on leur porte. «Rigueur et amour», tel était le slogan pour le commandement que délivrait aux jeunes élèves officiers le général Bizard[[2]](#footnote-2), commandant les écoles de Saint-Cyr Coëtquidan en 1975. La considération du subordonné, c’est du temps. L’amour, c’est du temps. Du temps consacré à le connaître, l’écouter, lui expliquer, le guider, l’éduquer, l’aider.

Dans le quotidien des unités l’enjeu des chefs, quel que soit leur niveau, est celui de la maîtrise du temps: maîtriser son temps pour commander.

Le temps devient l’un des biens les plus précieux.

Sachons prendre du temps pour comprendre, pour penser tactique, pour commander.



# L’adresse du Commandant

# du Collège de l’enseignement supérieur

# de l’armée de Terre

*Le Général Henri SZWED*

**«U**ne solide formation militaire, qui ne reposerait pas sur une large culture générale, serait vaine. Le chef militaire doit déployer un effort incessant pour élargir ses compétences, diversifier ses expériences, s’ouvrir aux préoccupations du monde extérieur et confronter les connaissances acquises aux réalités de l’exercice des responsabilités».

Ce message du Maréchal FOCH[[3]](#footnote-3), exemple même du Commandant de force interalliée ayant participé à la formation des élites militaires, reste toujours d’actualité, comme le souligne le GCA de LARDEMELLE dans son éditorial en conseillant aux officiers stagiaires du CESAT de savoir prendre du temps pour appréhender toute situation, «penser tactique», commander au quotidien.

Certes, les engagements du XXIème siècle se mènent dans d’autres contextes. L’action militaire ne pouvant plus à elle seule emporter la décision, le commandement en opérations s’exerce aujourd’hui dans un environnement d’une rare complexité: multiplication des parties prenantes au règlement des crises, nature interarmées des opérations, intervention en coalition avec des règles d’engagement propres à chaque théâtre voire à chaque nation contributrice, prégnance d’une communication permanente et instantanée, impatience de résultat, pressions[[4]](#footnote-4) grandissantes sur le chef. C’est pourquoi, 80 jours au Cours supérieur d’état-major constituent le minimum raisonnable pour former nos futurs chefs tactiques à la conception, la planification et la conduite des opérations aéroterrestres aux niveaux brigade et division type OTAN, grâce au continuum de l’enseignement opérationnel assuré avec l’École d’état-major où les officiers y acquièrent auparavant la maîtrise de l’emploi du groupement tactique interarmes. Les impressions d’ensemble des officiers stagiaires de la 1ère session de la 124ème promotion du CSEM, récupérées avant leur projection extérieure en état-major de force, ont d’ailleurs confirmé leur grande satisfaction à l’égard des enseignements dispensés mais aussi la nécessité de stabiliser le dispositif, pertinent et cohérent, de cette formation opérationnelle.

De même, en perspective de l’approche globale nécessaire aux futurs décideurs militaires[[5]](#footnote-5), s’inscrit la sélection annuelle des lauréats du concours de l’École de guerre, susceptibles d’être retenus pour des formations spécialisées de haut niveau. Ainsi, 27 officiers de l’armée de Terre ont été évalués le 4 février dernier par un jury civilo-militaire[[6]](#footnote-6) afin de déterminer quel cursus académique ils suivront[[7]](#footnote-7) au regard de leur potentiel et des besoins identifiés dans le cadre de la mise en condition opérationnelle des forces.

Outre les capacités spécifiques[[8]](#footnote-8) appréciées à cette occasion, il est à noter le fort intérêt des représentants de grandes écoles en découvrant la MEDO[[9]](#footnote-9) et les notions de management[[10]](#footnote-10) utilisées par nos officiers; ce constat explique la confiance unique accordée à l’armée de Terre par ces établissements de l’enseignement supérieur, au titre de la préparation[[11]](#footnote-11) à assurer durant les deux années précédant l’entrée en scolarité[[12]](#footnote-12) de nos officiers stagiaires. Cette confiance se concrétise aussi par des protocoles, où durée et contenu des modules d’enseignement externalisés sont précisément définis pour répondre au meilleur coût aux besoins de l’armée de Terre en officiers formés.

Compte tenu des compétences fondamentales à acquérir par les futurs chefs dont les forces terrestres auront besoin pour commander dans des conditions d’engagement toujours plus complexes, leur formation (tant opérationnelle qu’académique) ne peut subir des réductions continues en termes de durée et de niveau atteint, si nous voulons toujours fournir un «produit de qualité» aux employeurs de ces officiers à l’issue de leur enseignement militaire supérieur.

Dans cette période de profonde transformation qui affecte l’ensemble des forces armées, la prise en compte de nouvelles économies budgétaires (tout en préservant la qualité de la formation supérieure des officiers sélectionnés) ne pourra exclure, lors des audits ou dans les groupes de réflexion interarmées sur l’EMS, certains débats[[13]](#footnote-13) risquant de remettre en cause nos objectifs légitimes actuels.



## Un penseur militaire



**Georges VALOIS (1878-1945)**

# *Par Monsieur Martin MOTTE*

**A**narchiste à vingt ans, monarchiste d’Action française à trente, fasciste à cinquante, puis républicain non-conformiste, résistant et déporté à Bergen-Belsen où il mourut du typhus à soixante-sept ans, Georges Valois a eu une trajectoire des plus originales. Tour à tour commis à Singapour, précepteur à Moscou et éditeur à Paris, il a connu le petit peuple autant que la haute aristocratie. Lecteur de Proudhon, Sorel et Nietzsche, il a été, de 1906 à 1924, le disciple de Maurras avec lequel il s’est ensuite brouillé, puis l’ami de Déat comme de Mendès-France. Au cœur de cette vie trépidante, une expérience centrale: la Grande Guerre et Verdun. Inutile de dire que Valois n’était pas homme à y faire de la figuration: il fut vite à la tête d’un de ces corps francs plus souvent aux avant-postes ou dans les lignes ennemies qu’au fond des abris. C’est donc un *«officier de la guerre, dont l’éducation militaire s’est faite à la guerre, et dont l’esprit est libre de tout préjugé d’école»*, selon ses propres termes, qui publie début 1918 *«****Le cheval de Troie – Essai sur la philosophie et sur la conduite de la guerre****»*[[14]](#footnote-14). L’essentiel de l’ouvrage est écrit entre le printemps et l’automne 1917, soit à une période où l’armée française se remet peu à peu du désastre du Chemin des Dames et des mutineries qui l’ont suivi, et au moment où les Empires centraux accumulent les succès sur le front italien et sur le front russe. L’heure approche où les Allemands seront à même de lancer leur suprême offensive contre Paris. Remotiver les Français pour leur permettre de parer le coup, définir les moyens d’une contre-offensive victorieuse, telles sont les ambitions de Valois. Mais, comme l’indique son sous-titre, c’est en philosophe qu’il s’y attelle, et voilà pourquoi *Le cheval de Troie* dépasse de beaucoup son contexte. À travers le cas particulier de la guerre totale, on y trouve une véritable grammaire de la stratégie, c’est-à-dire une réflexion sur l’interdépendance des buts politiques et des moyens militaires.

## Aux origines de la guerre totale

L’expression «guerre totale» a été popularisée par Léon Daudet dans *L’Action française* du 11 mars 1916, puis dans un ouvrage paru en 1918 dont l’éditeur n’était autre que Valois. Daudet y définissait la guerre totale comme la mobilisation de tous les moyens civils au bénéfice de l’effort militaire et en imputait la paternité à la mégalomanie allemande[[15]](#footnote-15). Valois n’est pas plus tendre avec l’Allemagne, qu’il appelle *«l’ennemie du genre humain»*. Mais quelles qu’aient été les responsabilités immédiates de Berlin dans le déclenchement, puis la radicalisation du conflit, notre stratège-philosophe voit en la guerre totale l’aboutissement logique de tendances beaucoup plus anciennes, beaucoup plus profondes et beaucoup plus générales: *«Rousseau et Kant sont aux origines philosophiques du système d’idées qui a entraîné l’Europe au service militaire obligatoire»*, lequel a débouché sur la Grande Guerre. Cette thèse avait déjà été soutenue par Maurras[[16]](#footnote-16), mais Valois en donne une démonstration particulièrement convaincante.

Sous l’Ancien Régime, rappelle-t-il, les guerres mettaient en lice des armées de métier. Leurs cadres étaient fournis par l’aristocratie, qui acquittait ainsi l’impôt du sang sur lequel reposaient ses privilèges; quant à leurs soldats, c’étaient des volontaires engagés à titre onéreux. Le coût de telles armées limitait leur format, d’autant que les moyens financiers de l’État étaient eux-mêmes limités par les exemptions fiscales dont jouissaient la noblesse et le clergé. Aussi les rois devaient-ils borner leurs ambitions: ils ne se livraient que des *«guerres atténuées où l’on se tuait le moins possible»* et qui se soldaient non par l’élimination d’un des protagonistes, mais au plus par l’annexion d’une province. À cet avantage très réel, Rousseau, Kant et leurs émules, opposèrent un système idéaliste visant à *«réaliser l’égalité, imposer à tous la loi du devoir, rendre impossible la constitution de privilèges»*. Ils jugeaient inadmissible que la noblesse monopolisât le commandement des troupes et que celles-ci fussent composées de pauvres hères n’ayant pas d’autre moyen d’assurer leur subsistance. Il fallait donc que l’impôt du sang devînt une obligation universelle, contrepartie de l’égalité des droits dont les dernières générations des Lumières attendaient le bonheur de l’humanité.

Que ces idées aient séduit les *«braves gens»*, Valois le comprend. Mais c’est d’après leurs résultats concrets qu’il entend les juger. Dès le temps de paix tout d’abord, le service militaire universel a représenté une charge insupportable pour les peuples d’Europe. Il était à la fois une contrainte financière, la gratuité de la ressource humaine ne pouvant faire oublier le coût exorbitant de son équipement et de son entretien, une contrainte économique, le conscrit étant soustrait à l’activité civile, une contrainte psychologique enfin, le surarmement entretenant un dangereux climat de nervosité dans les chancelleries et les opinions publiques. Bref, *«le système des armées nationales acculait toutes les nations, et la civilisation même, dans une impasse»* dont l’Allemagne a cru pouvoir sortir par une offensive brusquée.

Non contente d’avoir été l’une des causes de la Grande Guerre, la conscription lui a donné son caractère apocalyptique. *«Ce système, où le recrutement de l’homme est gratuit, est infiniment plus coûteux pour une nation que le recrutement onéreux. Il fait perdre de vue à tous, chefs civils ou militaires, le prix matériel de la vie d’un homme; il ne lui laisse que le sentiment du prix moral de cette existence. Ne nous faisons pas d’illusions: ce sentiment est bien moins efficace que l’intérêt. Quand les chefs, quand l’État savent que le recrutement d’un soldat leur impose une dépense élevée, il se crée un état d’esprit qui porte les chefs civils et militaires à être ménagers de la vie des hommes. Avec le recrutement gratuit, nul n’est animé de cet esprit, et l’armée nationale dévore les citoyens d’une nation»*. Le carnage s’apparente en outre à un mouvement auto-entretenu, car il excite tant de haine entre les belligérants que toute idée de paix négociée disparaît: la seule issue concevable est l’anéantissement de l’ennemi. Les belles abstractions du XVIIIème siècle ont donc débouché sur les horribles tueries du XXème. Aux *«guerres de princes»* conduites en vue de buts raisonnables, c’est-à-dire limités, succèdent les *«guerres de peuples, et sans pitié»*, qui ramènent l’humanité à *«la pire barbarie»*, aux temps des *«grandes invasions».*

## L’idéologie à l’épreuve des faits

Outre ses désastreuses conséquences humaines, l’idéalisme des Lumières s’est avéré complètement inadapté aux réalités de la guerre qu’il a engendrée; aussi l’armée de 1917 n’a-t-elle plus rien à voir avec celle de 1914. Conformément au principe égalitaire, celle-ci constituait une masse homogène, la grande majorité des soldats étant des fantassins formés au maniement d’une seule arme, le fusil. On n’envisageait alors qu’une guerre courte, toute de mouvements et de combats en rase campagne. C’était ne pas voir que les énormes effectifs en présence – autre conséquence de la conscription – allaient entraîner la constitution d’un front continu et, par conséquent, le passage à une interminable guerre de positions. Or cette dernière exige une diversification des fonctions: il faut des terrassiers pour creuser les tranchées, des charpentiers pour les étançonner, des mitrailleurs pour les défendre, de plus en plus d’artilleurs et de servants de mortiers pour détruire les abris ennemis, etc... L’effarante consommation de munitions qu’impose ce type de guerre excède en outre les stocks prévus pour une brève campagne: on a donc dû affecter dans les usines d’armement quantité d’ouvriers, initialement mobilisés comme fantassins. Ainsi, *«depuis la fin de 1914, l’armée française n’est plus une armée strictement nationale où l’impôt du sang est également payé par tous les citoyens valides»*. Elle s’est scindée en une armée de première ligne, devenue véritable *«armée de métier»* par l’expérience tactique qu’elle a acquise, et une armée de l’arrière, vouée à d’autres tâches que le combat.

Pareille spécialisation est en elle-même une bonne chose, car elle se conforme à ces réalités fondamentales que sont d’une part l’inégalité des aptitudes, et d’autre part la division du travail propre à toute société développée. Mais les séquelles du dogme égalitariste se font toujours sentir. En effet, la mobilisation ayant brassé les compétences professionnelles de façon aléatoire, on n’a pu les exploiter rationnellement lorsque l’évolution de la guerre a imposé une diversification des tâches: des instituteurs se sont retrouvés terrassiers, des commerçants charpentiers, des avocats conducteurs de travaux, etc..., d’où un prodigieux gaspillage de temps, de sueur et d’argent, aggravé par la gratuité du travail et des matériaux. À cet égard, *«le principe animant l’organisation de l’armée est celui du socialisme communiste»*. Comment nommer autrement un système où la hiérarchie affecte les soldats à telle ou telle tâche sans égard pour leurs aptitudes, où *«tout est à tous»,* et où chacun reçoit sa subsistance de l’État indépendamment de la quantité ou de la qualité des services rendus? *«Il n’y a rien de plus coûteux que cette organisation où nul n’est intéressé matériellement à la bonne exécution des travaux; où nul ne peut être averti, par son intérêt personnel, par la perte de son bien propre ou de son gain, que son travail est mal organisé; où tout le monde perd la notion du prix des choses, du prix du temps, du prix des hommes, et où tous sentent se dissoudre leur volonté de mieux faire, leur esprit d’initiative, leur ardeur au travail, parce qu’il n’y a presque rien à gagner à les manifester»*.

Dans ces conditions, la seule façon d’arriver malgré tout à quelque chose est l’hypercontrôle, lui aussi caractéristique du système communiste: il faut un encadrement démultiplié ainsi qu’une débauche de circulaires pour limiter le gaspillage, punir les tire-au-flanc et empêcher tout un chacun d’abuser de la gratuité en prenant plus que sa part des vivres ou du matériel. Mais le remède ne vaut pas mieux que le mal, car cette cohorte de surveillants et de bureaucrates représente elle-même une ruineuse immobilisation de ressources humaines. En outre, qui contrôle les contrôleurs? Ces nomenklaturistes avant la lettre sont les mieux placés pour se vautrer dans les abus qu’ils ont mission de réprimer. Valois relève ainsi que le tiers des matériaux de construction destinés aux tranchées sont prélevés par les arrières, que les moutons arrivant dans les cantonnements n’ont plus de pattes, que le vin du troupier est coupé d’eau, etc... On est loin du soldat-citoyen vertueux rêvé par les Lumières, tout entier animé par le sentiment du Devoir et constamment prêt à se sacrifier pour la collectivité. *«Comme chacun a pour lui-même un peu plus d’amour que pour son prochain, le système ne tient pas, et cette armée égalitaire est devenue, par la force des choses, le lieu où se constituent les plus solides privilèges*. *Et on voit ce paradoxe que celui qui devrait avoir le plus d’avantages, le Combattant, est précisément celui qui en a le moins»*.

Or *«ces misérables questions de cuisine, de logement, d’entretien, se raccordent à la plus haute stratégie, car, si elles ne sont pas résolues d’une manière satisfaisante, la valeur des troupes baisse sensiblement»*. C’est bien évidemment aux mutineries du printemps 1917 que songe ici Valois. Il note d’ailleurs que les réformes impulsées depuis lors – sollicitude accrue pour les hommes du front, adoption de normes de travail inspirées des entreprises civiles pour ceux de l’arrière – ont commencé à améliorer les choses. Mais il faut aller plus loin, procéder à un véritable renversement des principes, se débarrasser en un mot du *«pur kantisme»*: *«Il est absolument nécessaire de modifier profondément la condition des combattants qui, appelés au nom des principes de l’armée nationale, se trouvent soumis au régime de l’armée combattante de métier, sans en avoir les avantages. Le service militaire accompli au nom du Devoir désintéressé était une chimère. Il faut poser en principe que le combattant acquiert un droit particulier, moral et matériel, que la nation doit reconnaître. Il s’agit de substituer l’Honneur, l’Intérêt, la Différenciation, seuls efficaces, à la Conscience, au Devoir et à l’Égalité, principes faux devenus inapplicables et inintelligibles».*

## Quels buts de guerre?

Améliorer le quotidien de la troupe est certes une condition du succès, mais non la seule: il faut encore lui proposer des buts de guerre conformes à ses attentes. Or, sur ce terrain encore, l’idéologie des Lumières a joué de très mauvais tours à la France. Avant 1914, le pays vivait sur le mythe selon lequel l’humanité s’acheminait vers la paix perpétuelle, ce qui n’était certes pas la meilleure manière de se préparer à la guerre. Puis, malgré le démenti cinglant que lui infligeaient les événements, *«la France officielle a laissé croire que nous faisions la Guerre à la Guerre et non à l’Allemagne»*: il s’agissait, à l’entendre, de jeter bas le régime impérial et militariste de Guillaume II, ultime obstacle au règne du droit, de la démocratie et de la civilisation. *«On pourrait constituer une petite armée de volontaires pour l’une de ces idées»*, objecte Valois, *«mais une armée de soldats-citoyens est insensible à ces merveilleuses abstractions»*. Si nécessaire, en effet, que soit la défense de la civilisation, elle ne motive le soldat que pendant ses permissions, lorsqu’il a le temps d’écouter sa raison. En première ligne, ce sont au contraire les passions qui prédominent. Elles n’ont, d’ailleurs, rien à voir avec l’héroïsme grandiloquent dont parle la propagande officielle: *«Contrairement à ce que l’on a trop raconté à l’arrière, les soldats ne sont pas impatients d’aller au combat»*. Ce qui les soutient, c’est d’abord le sens de l’honneur, qui leur impose de ne pas flancher devant les camarades. C’est ensuite *«le dégoût, la haine de l’Allemand»* qui, en attaquant la France, les a arrachés à leurs familles, à leurs villages et à leurs métiers, pour les plonger dans l’enfer des tranchées. C’est enfin le ferme désir de se payer sur l’Allemagne vaincue.

Bien entendu, l’idéologie kantienne du pur Devoir ne peut admettre ces motivations: tel qu’elle se l’imagine, le citoyen-soldat est absolument désintéressé et rêve de s’immoler pour la démocratie. Rien de plus dangereux que ces idées, juge Valois. D’abord parce que leur idéalisme inhibe l’instinct guerrier: *«Les discours officiels, les commentaires de la presse, ont contribué à donner aux soldats une sorte d’idéal militaire à rebours, cet idéal absurde qu’exprime le* Chant des Girondins[[17]](#footnote-17) *où l’on exalte la mort pour la patrie plus que la victoire. Cet amour passif du Droit nous a trop portés à trouver plus de grandeur dans nos sacrifices que dans nos succès. Rappelons-nous que la tâche du soldat est non pas de mourir, mais de braver la mort, de la donner et de vaincre»*. En deuxième lieu, l’exaltation de la démocratie est dangereuse en temps de guerre, car elle peut se retourner contre la discipline militaire: on vient de le voir avec la Révolution russe, véritable bénédiction pour l’Allemagne. Enfin, et surtout, la démocratie universelle dont rêvent les disciples de Kant se concrétiserait par une Société des Nations ouverte à tous, y compris aux vaincus. Mais cela exclut que l’on fasse payer l’Allemagne. *«Le soldat est désarmé du coup; il n’aperçoit plus aucun moyen de mettre à la charge de l’agresseur les frais de la guerre»*.

Là est bien le nœud du problème: pour remotiver le troupier, il faut lui proposer *«un but de guerre qui satisfasse ses intérêts privés»*, lui assurer *«un autre paiement que la Croix de Guerre ou la Croix de bois»*, en un mot, lui garantir *«le remboursement de ses* *pertes individuelles ou familiales»*, comme le demande Maurras dans son célèbre manifeste *La part du Combattant.* C’est affaire de stricte justice, tout le monde en convient désormais. Toutefois, les idéalistes qui ne veulent pas faire payer l’Allemagne n’ont d’autre recours que de proposer l’indemnisation des soldats par le gouvernement français: *«Autant dire que nous aurions à payer nous-mêmes, sous la forme de l’impôt, nos propres indemnités»*, objecte Valois! Bref, tout autre objectif qu’une victoire totale livrant le territoire ennemi aux Alliés jouerait nécessairement au bénéfice de l’Allemagne. Celle-ci finance, d’ailleurs, certaines officines d’extrême-gauche qui répandent l’idée d’une paix négociée. Mais l’Allemagne aborderait ces négociations en position favorable, forte des immenses espaces qu’elle a conquis sur la Russie et, de la sorte, elle gagnerait la guerre.

## Quelles tactiques?

Puisqu’aucun compromis politique n’est possible, la conduite de la guerre doit viser un objectif purement militaire, à savoir *«l’anéantissement des forces organisées de l’ennemi»*. Mais nul ne sait comment y parvenir. Depuis 1915, en effet, toutes les offensives lancées sur le front occidental se sont avérées impuissantes à vaincre les réseaux de barbelés et de tranchées défendus par un feu toujours plus dense. Devant ce défi, *«des militaires peu perspicaces, des journalistes pressés et des sociologues bornés ont cru discerner le renversement des lois de la guerre»*. Ils ont proclamé l’avènement d’un nouveau type de confrontation, la guerre de positions ou *«guerre scientifique»*, dont les *«lois nouvelles»* se résumeraient à trois articles: les fronts fortifiés sont inviolables; le feu prime désormais sur la manœuvre, n’en déplaise aux *«militaires attardés dans les idées napoléoniennes»*; la décision ne peut être obtenue que par l’usure du potentiel ennemi.

Toutes ces assertions, Valois les rejette. Elles sont, à ses yeux, caractéristiques de la philosophie dominante, d’origine révolutionnaire, selon laquelle le monde est régi par la loi du Devenir. Professant la métaphysique réaliste d’Aristote et de Saint Thomas d’Aquin, Valois pense au contraire que l’Être surdétermine le Devenir; en d’autres termes, que les transformations apparentes des choses n’altèrent pas leur réalité substantielle. Il en est ainsi de la guerre: ses procédés ont beau se transformer sous l’effet des évolutions techniques, politiques et sociales, ses principes restent immuables. Dès lors, la tâche de la pensée militaire n’est pas de découvrir de nouveaux principes, mais de définir la juste articulation entre les procédés d’aujourd’hui et les principes de toujours[[18]](#footnote-18).

Envisagée sous cet angle, la guerre des tranchées n’a pas la nouveauté qu’on lui prête: elle est seulement la forme moderne prise par la guerre de siège. Elle a, d’autre part, ses propres procédés, mais pas ses propres lois: *«Les principes de combat sur le terrain des tranchées sont exactement ceux de la bataille de mouvement. Un système de tranchées est abordé, enfoncé, enveloppé selon les méthodes (concentration, préparation, approche, assaut) qui valent dans la guerre de mouvement»*. Dès lors, mieux vaut admettre qu’au fond *«la guerre des tranchées n’existe pas»* et qu’il y a plutôt une guerre contre les tranchées ou une guerre malgré les tranchées. La bataille d’artillerie, invoquée par les prétendus novateurs est, elle aussi, un mythe, car *«l’artillerie bouleverse les défenses, mais, quelle que soit sa puissance, elle peut décimer les troupes, elle ne les détruit pas».* Même à Verdun, où les Allemands ont pourtant procédé à des bombardements d’une extrême violence, la décision a été faite par l’infanterie. Quant à l’idée d’obtenir la victoire par une guerre d’usure, elle est absurde puisque les Alliés s’y useraient autant que l’Allemagne.

Ainsi donc, *«la Face terrible n’a pas changé, et elle prononce les mêmes commandements qu’autrefois. Devant les réseaux de fils de fer barbelés comme au pied des remparts de Troie, il faut que l’intelligence trouve le moyen de porter la terreur et la mort de l’autre côté des murs qui en défendent l’ennemi»*. Il s’agit, en un mot, de relancer la guerre de mouvement, *«la seule qui puisse être décisive»* et, pour cela, d’annuler ou de surmonter le retranchement. Annuler le retranchement est le but assigné au char d’assaut, auquel Valois a consacré quelques notes dès 1915; fin 1917, ce nouveau cheval de Troie commence à donner satisfaction au plan tactique mais, pour en obtenir un succès stratégique, *«il faudrait des machines beaucoup plus puissantes, non vulnérables, capables de porter dans leurs flancs des groupes d’infanterie»*. Surmonter le retranchement grâce à l’aviation supposerait que celle-ci puisse frapper les villes ennemies et débarquer des troupes derrière le front; on en est encore loin. En revanche, on peut d’ores et déjà pratiquer *«la guerre d’arrière-front»*. Elle consiste à financer des éléments subversifs qui, sous couvert de pacifisme, fomenteront la révolution chez l’ennemi. Cet autre cheval de Troie est une arme très efficace contre des armées de conscription, car elles sont constamment en proie au doute et ne peuvent tenir que si elles se savent épaulées par l’arrière. Les Allemands ont utilisé la subversion avec succès en Russie: aux Alliés de leur rendre la monnaie de leur pièce dans la *Mitteleuropa*.

Aucun procédé ne sera cependant assez efficace pour provoquer à lui seul le retour à la guerre de mouvement, avertit Valois. La décision ne peut venir que de *«la liaison générale de ces moyens, parfaitement dosés, combinée avec plusieurs attaques frontales simultanées où la surprise jouera grâce à la manœuvre intérieure»*. L’entrée en lice des États-Unis doit prochainement donner aux Alliés la supériorité numérique permettant ces offensives simultanées. Mais il faudra, à ce moment, se souvenir du conseil d’Ulysse devant Troie: *«Le commandement de plusieurs n’est pas bon: qu’il y ait un seul chef…»*

## Conclusion

Reprise du mouvement, recours aux chars d’assaut, développement de l’aviation, engagement américain, offensives multiples, nomination d’un généralissime interallié en la personne de Foch, action subversive enfin, débouchant sur la dislocation de l’Autriche-Hongrie et sur la révolution allemande: les moyens qui donnèrent la victoire aux Alliés en novembre 1918 furent ceux que Valois avait indiqués un an plus tôt. Encore a-t-il fallu que le soldat français tienne jusqu’à l’arrivée très tardive des troupes américaines. Ses motivations sont aujourd’hui connues par le dépouillement des correspondances privées. Sur un point précis, elles amènent à nuancer la description de Valois: la notion de devoir inculquée par l’école républicaine est omniprésente sous la plume des combattants. Ceux-ci n’en sont pas moins conformes au portrait qu’en fait Valois, car le devoir qu’ils invoquent joue d’abord envers leurs camarades, leurs familles, leurs villages, la France charnelle. Non seulement les références aux notions abstraites, droit ou démocratie, n’arrivent qu’en second échelon, mais elles deviennent très rares lorsque les combats s’intensifient, la famille restant alors la seule réalité pour laquelle le soldat accepte de risquer sa peau. De plus, la haine de l’Allemand est constante: c’est dans l’entre-deux guerres seulement que les anciens combattants se convertiront au pacifisme et aux idéaux de la SDN. Constante aussi l’idée qu’ayant déclenché la guerre, l’Allemagne devra la payer de ses deniers, d’où la popularité de la campagne lancée par l’Action française en faveur de la *«part du Combattant»*.

Aujourd’hui, les historiens s’accordent à condamner cette idée. L’Allemagne n’était pas seule responsable du conflit, font-ils valoir; elle n’avait pas les moyens d’en réparer toutes les séquelles et, en prétendant l’y astreindre, on a préparé l’arrivée au pouvoir d’Hitler. Remarques justes en un sens, mais anachroniques. Au moment où écrivait Valois, le problème était dramatiquement simple: si l’on disait au soldat qu’il ne serait pas indemnisé, le moral s’effondrait; si le moral s’effondrait, la France perdait la guerre. De même, on voit mal comment ses gouvernants d’après-guerre auraient pu renoncer à l’idée de faire payer l’Allemagne alors que les 1,4 millions de Français tombés au combat avaient laissé 600.000 veuves et 760.000 orphelins à la charge de l’État, auxquels s’ajoutaient – ce qui n’était pas le cas outre-Rhin – dix départements saccagés à reconstruire… Il faut donc admettre que l’exigence de réparations était fatale, même si elle devait fatalement, aussi, préparer les conditions d’une seconde guerre mondiale.

Le grand mérite du «***Cheval de Troie****»* est de remonter au principe de ces fatalités, c’est-à-dire au lien intime entre l’idée nationale dans sa version révolutionnaire (Valois se réclamant évidemment d’une autre conception de la nation), l’armée de conscription et la guerre totale. À cet égard, les analyses valoisiennesconfirment le célèbre chapitre premier de «***Vom Kriege***», dans lequel Clausewitz montre que la violence d’un conflit tend à être proportionnelle à l’implication de la population. Cette implication est maximale lorsqu’on adopte l’équation citoyen = soldat: plus rien ne peut alors arrêter la tuerie et l’emballement des passions, sinon la capitulation sans condition d’un des protagonistes. L’armée de métier, *a contrario*, est conçue pour mener des guerres limitées et dépassionnées, dans lesquelles l’action de combat se borne à préparer de futures négociations. En ce sens, une lecture à rebours du «***Cheval de Troie****»* aide à comprendre la grammaire des conflits dans lesquels sont aujourd’hui engagées les armées occidentales.

*Ancien élève de l'ENS-Ulm, Monsieur Martin Motte est maître de conférences de l'Université de Paris IV-Sorbonne en détachement aux Écoles militaires de Saint Cyr-Coëtquidan. Ses recherches actuelles portent sur les origines de la guerre totale. Il est l’auteur de nombreux articles et ouvrages, parmi lesquels peuvent être cités : «****Les marches de l’Empereur ; Guerre, idéologies, populations 1911-194(...)»*** *; «****Entre la vieille Europe et la seule France - Charles Maurras, la politique extérieure et la défense nationale****» (avec Georges-Henri SOUTOU); «****De la guerre? - Clausewitz et la pensée stratégique contemporaine****» (Collectif avec Laure Bardiès et Benoît Durieux); «****Une éducation géostratégique - La pensée navale française de la Jeune École à 1914****» (avec Georges-Henri SOUTOU) (Grand Prix de l'Académie de Marine en 2005); «Guerres mondiales et conflits contemporains» N° 214 Avril 2004: Blocus et guerre économique (Collectif). Monsieur MOTTE contribue régulièrement aux cahiers du CESAT.*



## Articles d’intérêt général



Le grand renversement[[19]](#footnote-19)

**

*Par Monsieur Hervé JUVIN*

*Nous avons vécu en moins d’une génération une révolution de notre condition humaine. La mondialisation n’est pas le moindre aspect de cette révolution. Elle est économique, elle est marchande, elle est nomade. Le déracinement est devenu une valeur, un modèle, un idéal. L’Union européenne veut abolir les frontières, d’abord en son sein, puis dans le monde, et la déconstruction des Nations y a progressé à grands pas. Nous n’avons plus que du «Même» devant nous. Le contrat met fin à la politique, le droit à l’histoire. Nous sommes anesthésiés par l’idéologie de la mondialisation, par le mythe de l’uniformisation du monde.*

***L’urgence est simple, et elle est stratégique, au plus haut point; il faut partir à la redécouverte du monde.***

**N**ous avons vécu en moins d’une génération une révolution de notre condition humaine que nous ne savons pas voir, et qui balaie successivement tous les aspects de nos relations avec nous-mêmes, avec les autres et avec le monde. La mondialisation n’est pas le moindre aspect de cette révolution, une mondialisation qui prétend créer une conscience mondiale, assurer le triomphe de l’universel, aussi bien que le formatage uniforme du consommateur désirant, une mondialisation qui achève sa course, alors même qu’elle est encore débattue, contestée, voire combattue, par quelques bons esprits; sur les marchés afars, on négocie les dromadaires au portable, et les anciens nomades de la mer, les Bugis, sédentarisés de force par le pouvoir indonésien, vous demandent votre adresse mail sur le plancher branlant de leur paillote à pilotis ! Ces constats d’évidence nourrissent de gros volumes sur l’abolition des frontières et l’unité du genre humain, et de savantes considérations sur la grande transformation stratégique en cours, depuis que les questions militaires ne sont plus que des questions de maintien de la paix, depuis que les questions de maintien de la paix se trouvent désinsérées des questions de Nations et de frontières. Qu’est-ce après tout que l’Otan, sinon la volonté de nature impériale de sortir les forces armées de l’ordre des Nations, et de constater l’acte de décès du système westphalien?

Une oreille fine constate pourtant que tout ne se passe pas ainsi, et que les mots «Made on earth by humans», citoyens du monde, démocratie planétaire, vieillissent et se fanent alors même que la mondialisation triomphe; un esprit dérangeant en tirera aisément le constat que la mondialisation ne se passe pas comme prévu, il ira jusqu’à constater que nous ne savons rien des démons que la mondialisation des techniques et de l’argent a lâché sur le monde, et, s’il est audacieux, il ira jusqu’à considérer qu’après la mondialisation, la politique continue, et même, que, sous l’écran de l’économie, il y a toujours un théâtre de guerre – jusqu’à mettre en cause quelques-unes des vérités acquises de la société mondiale, qui se révèlent aussi fausses que dangereuses.

**«Les marchés émergents»**

La mondialisation est économique. C’est la seule grille de lecture qui nous est proposée; du monde, des rapports humains, de l’activité humaine, nous ne savons plus voir que l’économie. Ce qui se compte est pour nous tout ce qui compte. L’avènement de l’homme de marché est déjà réalisé pour ces millions d’hommes et de femmes qui ont abandonné toute notion de transcendance, et pour qui la vie se résume à en profiter au maximum, de toutes les manières proposées par l’obsédant appel de l’industrie publicitaire. Il est de bon ton de considérer que cet aplatissement du monde est en cours partout ailleurs, en Chine comme à Dubaï, et en Inde comme en Russie. Cette uniformisation en cours inspire d’ailleurs maintes considérations géoéconomiques, voire géopolitiques, puisque la naissance du consommateur mondial serait de la plus haute importance, réduisant les relations internationales à de simples questions de bonnes pratiques marchandes au prix d’un réductionnisme manifeste, au prix surtout d’un contre-sens éclatant. Comme le rappelle volontiers Hubert Védrine, sous la petite musique des marchés émergents, il faut entendre le grondement sourd des puissances émergentes. Comme le constate quiconque a la naïveté d’évoquer, devant des dissidents chinois, Taiwan ou le Tibet, et devant des Hindous libéraux, le Pakistan et les collections hindouistes du British Museum, non seulement la conscience nationale n’est pas morte, mais les succès économiques et techniques la renforcent. L’Europe, plus que les États-Unis, se rend aveugle à ce qu’elle ne veut pas voir; nous entrons dans un monde de puissance, l’économie n’est qu’un moyen parmi d’autres de l’acquisition de la puissance, et les marchés émergents si mal nommés n’entendent faire l’économie d’aucun des attributs de la puissance. Qui a rappelé que la carte du nucléaire se superpose si bien à celle des marchés émergents?

**«Le doux commerce»**

La mondialisation est marchande. C’est même le visage qui s’expose le plus volontiers, avec la promesse de la paix et de la civilisation. La circulation sans entraves, sans freins et sans contrôle des biens et des services, des capitaux, des hommes, serait la voie de la paix et de l’amélioration garantie des relations entre les hommes. Pêle-mêle, Montesquieu, Bentham, Kant sont appelés en grands témoins de cette heureuse transformation de la condition humaine. Malheureusement, rien ne vient vérifier cette thèse, tout au contraire. Le récent travail d’un doctorant indonésien, Mahmud Syaltout, porte sur les conflits survenus dans le sud-est asiatique depuis un demi-siècle. Il déconstruit avec force la fausse idée de la «pax mercataria» au nom de laquelle l’OMC veut imposer son idéologie antinationale et assurer le désarmement des Nations au nom de l’utopique abondance généralisée. L’analyse du conflit vietnamien, des luttes internes à la Birmanie, de la guerre de libération de Timor, parmi et avec tant d’autres, prouve éloquemment que pendant la guerre, le commerce continue, voire que dans certaines circonstances, la guerre stimule le commerce. Il montre aussi que l’ampleur et la vitalité des échanges commerciaux n’empêche rien, et surtout pas la guerre. Certains économistes l’avaient pressenti; la diversité des sources d’approvisionnement, la multiplication des échanges, peuvent abaisser le seuil conflictuel, dans la mesure où les belligérants peuvent compter sur des fournisseurs et des clients, quelle que soit leur position géographique et la nature de leur conflit. D’autres le devinent; la mondialisation économique, par le modèle de croissance sans limites qu’elle diffuse, pourrait bien se révéler source de conflits d’autant plus féconde qu’elle est davantage universelle. La guerre de tous contre tous que considérait Hobbes n’est pas une perspective de grincheux passéistes; elle est dans les journaux, pour qui sait lire et déchiffrer les conséquences de la guerre de tous contre tous à laquelle la privatisation de l’espace public et des institutions réduit progressivement les individus qui oublient leur peuple, leur identité et leur fidélité.

**«Le démon des origines»**

La mondialisation est nomade. Le déracinement est devenu une valeur, un modèle, un idéal. Quelle malheur d’être né quelque part, et quelle honte de n’être pas métis! La mondialisation est la promesse de la mobilité absolue, et du déracinement heureux de ceux qui ont abandonné toute propension à se définir autrement que par les identités changeantes de leurs préférences du moment, par leur identification à une mode, une fantaisie, ou un projet. Passe encore que les thuriféraires du nomadisme généralisé oublient que la loi du sang est la seule qui compte chez des nomades qui ne sauraient connaître aucun droit du sol, et que les généalogies minutieuses se récitent encore, le soir, sous la tente, du côté du désert danakil, du Niger ou du Tchad. Il est plus important de mesurer que l’idéologie de la mobilité a pour conséquence concrète une idéologie de la colonisation dont les ravages s’étendent partout sur la planète. Sous l’apparente bienveillance du droit au développement, sous l’évidence sournoise des droits humains – au logement, à l’électricité, à l’eau, aux soins, etc… – se met en place un régime néo-colonial qui réduit la planète à son utilité, convoque chaque hectare de forêt ou de désert à son prix, chaque animal, arbre, herbe ou plante, à sa contribution au PIB, entendez à la satisfaction des besoins humains, et plus encore, qui légitime la dépossession de toute communauté ou de tout individu des ressources qu’il n’emploie pas, ou mal, au profit de ceux qui sauront les valoriser – en faire sortir toute la valeur qu’ils contiennent, c’est-à-dire les liquider efficacement. Le démon des origines est en effet ce qu’il faut combattre, puisque c’est ce qui autorise certains à s’appeler indigènes, à se vivre de cette terre, de cette mer, de cette forêt, et à faire valoir leur droit souverain à faire de cette terre, de cette mer et de cette forêt ce qu’ils en décident – c’est-à-dire, souvent, rien. Les prescriptions criminelles d’un consultant américain avaient décidé le président de Madagascar, Marc Ravalomanana, à louer à la société sud-coréenne Daewoo une surface grande comme la Belgique; elle saurait exploiter ce que les Malgaches ne savaient pas mettre en valeur! L’opération a contribué à la colère de Malgaches expropriés de leur terre, et au coup d’État du printemps 2009. Qu’en sera-t-il des opérations analogues que l’Arabie Saoudite et le Qatar poursuivent au Soudan, que la Chine développe en Angola comme au Congo, et qui aboutissent toutes à retirer aux indigènes la propriété et l’usage de leurs terres, au nom de leur utilité et de leur rendement potentiel? Passe encore que ces opérations fassent bon marché de la souveraineté des États, ou du droit des peuples à disposer d’eux-mêmes. Passe encore que ces opérations, quand elles opposent des sociétés privées multinationales ou des fonds d’investissement, abonnés aux meilleurs cabinets d’avocats, à des pouvoirs coutumiers, des propriétaires locaux ou des fonctionnaires corruptibles, reproduisent les modèles tant pratiqués par les colons américains accapareurs des terres indiennes, ou par Cecil Rhodes dépouillant les tribus de l’actuel Zimbabwe. L’essentiel est de constater la réduction de la condition politique à la capacité économique, et l’appétit des États et des élites satellisées pour un système qui leur permet de changer le peuple. Et l’essentiel est d’étudier un colonialisme sans colons, mais avec des tableaux d’investissement, qui promet à tous ceux qui ne satisfont pas aux normes exigées de rendement du capital, de devenir des exilés sur leur propre terre, des Indiens cantonnés dans des réserves, que des esclaves consentant auront remplacés, ou bien d’anticiper un formidable mouvement de renaissance politique, analogue à celui des guerres de libération coloniale des années 1960-1980. Nous n’en avons pas fini avec la terre qui est sous nos pieds, et l’organisation de la dépossession, selon le modèle du génocide indien made in USA, trouvera devant elle autre chose que les tribus désarmées du roi Philippe[[20]](#footnote-20)...

**«Les frontières qui séparent»**

L’Union européenne veut abolir les frontières, d’abord en son sein, puis dans le monde, et la déconstruction des Nations y a progressé à grands pas, sous l’action intéressée de la Commission et de tous ceux dont la haine du peuple est le terreau commun. Est-ce la raison de l’aveuglement partagé? Un jugement récent, intervenu en Grande-Bretagne, et sanctionnant une banque française pour avoir peut-être recruté un Français de préférence à un Britannique pour une mission de contrôle, rappelle qu’outre-Manche, aucune discrimination liée notamment à la nationalité n’est légale. Ce jugement, contre lequel l’établissement français fait appel, est l’expression achevée de la sortie du monde réel et de la mise en apesanteur auquel certains Européens s’abandonnent. À rebours. Car le monde est un monde de Nations. Ceux qui pensent que cela ne compte pas aux États-Unis d’être citoyen américain, au Maroc d’être sujet du roi, en Russie d’être Russe, se cachent le monde. Ceux qui, abandonnés au vertige de l’Union européenne, considèrent que les frontières s’abaissent, et que l’unité du genre humain est acquise, sont aveugles et sourds au monde comme il va. Qui se souvient de ces jeunes Européens qui partaient, en Coccinelle ou en 2 cv, de Paris ou de Londres pour atteindre Kaboul, dans les années 1960 et encore en 1970? Qui n’assiste, sous le paravent de l’ouverture de l’espace public de Schengen, à la multiplication des contrôles, des péages, des identifiants et des codes d’accès au sein d’espaces privés de plus en plus effectivement et efficacement privés? La géopolitique du monde est d’abord et avant tout marquée par la permanence des aspirations nationales, de la quête de souveraineté nationale ou de l’accès à la puissance. Là où les frontières nationales deviennent poreuses, elle est marquée par la multiplication des frontières internes qui séparent les sociétés de l’intérieur et réduisent les peuples à des collections d’individus séparés, isolés, réduits à ce qu’ils font et à ce qu’ils ont. Et elle est tout autant marquée par la montée des conflits entre les croyances religieuses, les appartenances ethniques et les projets universels; pendant les déclarations universelles, la séparation continue. La géoéconomie du monde est marquée par l’impressionnante interpénétration des intérêts nationaux et des intérêts privés, non pas contre, mais au sein même des règles de l’OMC, de la conformité aux règles internationales et du jeu des marchés ouverts. Les fonds souverains ne sont qu’un exemple de l’étonnante congruence en cours entre États et capitalisme. De sorte que le temps est à la redécouverte des frontières qui protègent et qui sauvegardent. De sorte que l’heure est aux séparations qui assurent, entre des populations aux aspirations, aux choix et aux intérêts incompatibles, la pacification de l’écart et de la distance. De sorte que l’urgence est à sortir de la confusion dans laquelle le refus de l’Autre et la perspective vertigineuse de réduire le monde à devenir une Europe comme la nôtre nous enferme. S’il y a des Européens, c’est qu’il y en a qui ne sont pas Européens, aurait dit Luttwak; le reconnaître suppose seulement que l’Europe retrouve le sens des limites, celui de la singularité, qui a été aussi celui de son rayonnement, et qui fut celui de la paix durable entre les intérêts opposés, lucides et organisés[[21]](#footnote-21).

**«La fin des idéologies»**

Nous n’avons plus que du Même devant nous. Le contrat met fin à la politique, le droit à l’histoire, il faudra rendre aux propriétaires américains les propriétés confisquées par la révolution castriste, et l’économie des marchés est la vraie patrie des véritables hommes… Voilà la promesse implicite d’une sortie de notre condition politique, celle dans laquelle des individus se rassemblent en un collectif autonome à la poursuite d’un projet commun, voilà aussi la mère de toutes les batailles. Car nous ne sommes pas sortis des idéologies, nous ne pouvons y croire qu’en raison de l’hyperpuissance de l’idéologie du moment, une idéologie qui fait du marché notre nature, une idéologie qui proclame hautement la fin des idéologies pour éviter d’avoir à se définir, à donner ses raisons et à dire son mot de passe. Si idéologie est bien l’ensemble de croyances qui donne un sens et une portée aux actions, l’idéologie du marché est bien le régime qui entreprend de succéder à tous les autres, ceux des autorités venues d’en haut, religieuses ou révolutionnaires, aussi bien que ceux des entités politiques, Cités, Nations et Empires. Si idéologie est bien le système qui organise le réel et qui s’interpose entre le réel et ses adeptes, il faut constater la puissance d’une idéologie du marché qui nous rend le monde opaque, à nous comme à tous les naïfs adeptes des vérités conformes; l’économie est une science, le marché dit les justes prix, le droit assure la justice, les droits sont universels, etc... L’affirmation des fins – fin de l’histoire, fin des idéologies, fin des Nations, etc... – est un opium qui nous rend pauvres en monde. Et c’est sans doute le facteur premier de l’inquiétude que suscite la situation de l’Union européenne, – non, des Européens. Nous, ceux qui partaient évangéliser Madagascar ou Florès, ceux qui visitaient les lépreux du Congo ou du Cameroun, ou bien ceux-là qui allaient traquer la baleine sur la Côte des Basques, au Labrador, avons été riches en monde. Incroyablement curieux, portés sans cesse plus avant par l’envie de voir, de comprendre et de découvrir. Anesthésiés par l’idéologie de la mondialisation, par le mythe de l’uniformisation du monde, nous nous laissons aller à une indifférence traversée de compassion, et de ces brefs élans de solidarité par lesquels la société de marché entend remplacer la politique; la charité, pour étouffer la justice. L’urgence est simple, et elle est stratégique, au plus haut point; il faut partir à la redécouverte du monde. Pas en observateur assuré et hautain, plus jamais en missionnaire convaincu ou en colon avide; en arpenteur modeste et discret de la vraie diversité du monde, qui est collective, de l’infinie résistance du monde aux forces qui entendent le réduire à l’unité, et en découvreur furtif de cette complicité profonde avec l’irréductible source du différent, avec celui qui sera toujours l’Autre et jamais le même, qui à ce titre vaut le respect, l’attention, l’amitié, la protection même, dans le respect des séparations fondatrices et des frontières qui sauvegardent[[22]](#footnote-22).

*Hervé JUVIN est un écrivain français, membre du Csfrs (Conseil supérieur de la formation et de la recherche stratégique) . Il a publié une douzaine d’ouvrages sur la banque et les marchés financiers («****Les marchés financiers - Voyage au cœur de la planète financière****» en 2004), le parcours de vie des Français («****Le devoir de gestion****», 1996), l’Occident et sa culture («****L’Occident mondialisé****», avec Gilles Lipovetsky, 2010 ). Il se consacre aujourd’hui à décrire la transformation contemporaine de notre condition humaine: «****Le Renversement du monde – politique de la crise****» (Gallimard, octobre 2010), d’où sont issues les réflexions de cet article, anticipe les conséquences politiques, sociales et morales des mouvements de puissance en cours.*



**FM 5-0: «The Operations Process»**

**vers un nouveau mode de commandement**

**(*mission command*) dans l’*Army*?[[23]](#footnote-23)**



*Par le Colonel Jean-Claude BREJOT*

***Le Field Manual 5-0, «The Operations Process», a été présenté officiellement en février 2010. Il remplace le précédent FM 5-0 qui s’intitulait «Army Planning and Orders Production». Le changement de nom n’est pas qu’un artifice. En effet, bien plus qu’une doctrine décrivant le processus de planification et les formats d’ordres à respecter comme la version précédente, ce nouveau manuel consacre une évolution fondamentale du style de commandement. «Adaptabilité, souplesse et intelligence de situation» pourraient être les maîtres-mots de cette nouvelle doctrine et le Mission Command en est le cœur.***

**Les fondamentaux du processus operationnel**

L’environnement opérationnel contemporain est complexe et fugace. L’incertitude est une de ses principales caractéristiques. Les opérations sont conduites dans le cadre du ***Full Spectrum Operations***qui comprend les trois postures opérationnelles «Offensive», «Défensive» et «Stabilisation»[[24]](#footnote-24). Le ***Command and control*** et l’***Operations Process*** composent les deux parties majeures de ce premier chapitre.

* ***Command and control***

L’art d’exercer le commandement et la science d’appliquer le contrôle se caractérisent par 6 aptitudes.

* + *Compréhension et décision*: comprendre l’environnement opérationnel est crucial et complexe dans le contexte des engagements actuels et probables. Il importe donc que le chef **comprenne la situation** (grâce aux divers travaux d’analyse et de synthèse conduits par son état-major[[25]](#footnote-25)), et **comprenne combien l’environnement culturel** influe sur ses opérations pour prendre des **décisions**.
  + *Pensée critique et créativité (critical and creative thinking):* la pensée critique est fondamentale pour appréhender des situations complexes, tout comme la créativité, qui propose de nouvelles approches intellectuelles, des perspectives nouvelles et une conception différente des choses.
  + *Collaboration et dialogue:* le chef crée un environnement professionnel qui stimule la créativité et la pensée critique, le partage des idées, opinions et recommandations. **Cet esprit de collaboration est partie intégrante de l’unité d’effort.** Associés à un commandement déterminé, la collaboration et le dialogue permettent à la force de s’adapter plus rapidement lorsque la situation change.
  + Le *Red Teaming[[26]](#footnote-26)*: c’est une fonction qui offre au chef **une capacité indépendante** de son état-major pour **explorer en profondeur les plans et les opérations selon le point de vue de partenaires ou d’adversaires**. Ces équipes sont organiques au niveau division et jusqu’au commandement de théâtre. Les brigades peuvent être renforcées à la demande.
  + Le *Mission Command[[27]](#footnote-27)*: **la centralisation de la prise de décision** et **les processus décisionnels qui consomment du temps** peuvent ne pas correspondre à la nature toujours plus changeante des opérations actuelles. **C’est la raison pour laquelle *Mission Command* est la méthode privilégiée de C2[[28]](#footnote-28).** Le *Mission Command* met l’accent sur la prise de décision opportune, la compréhension de l’intention du supérieur (ou l’esprit de sa mission) et le choix de missions qui permettent aux subordonnés d’atteindre les objectifs. **L’intention du chef, écrit dans un ordre et à destination de deux niveaux hiérarchiques plus bas, donne aux subordonnés l’idée générale de la mission ou son esprit.** Dans le contexte du *Mission Command*, **les chefs délèguent la plupart des décisions à leurs subordonnés afin de leur donner la plus grande liberté d’action possible.**

Commentaires*: La mise en œuvre du Mission Command par l’Army est une véritable «révolution culturelle». Jusqu'à la conquête de Bagdad au printemps 2003, la marque du commandement américain, et ce depuis au moins la seconde guerre mondiale, était davantage celle d’une centralisation s’appuyant sur une planification très détaillée. Les dures leçons de la contre-insurrection ont milité pour plus de décentralisation, d’autonomie et de liberté d’action. Cette nouvelle approche est assez similaire, sur le papier, à l’esprit de notre effet majeur.*

* *Le risque*: face à l’incertitude, la tendance naturelle est à hésiter, à rassembler plus de renseignements pour tenter de la réduire. Or il est fondamental de prendre des risques dans la conduite des opérations. L’*Army Operational Concept* et le *Mission Command* demandent que les chefs prennent des risques prudents, saisissent des initiatives et agissent avec détermination.
  + ***The Operations Process***

L’exercice du C2 dans l’*Army* applique le modèle du processus opérationnel (*Operations Process*). Ce processus comprend la planification, la préparation, la conduite et l’évaluation permanente des opérations. Le chef dirige ce processus par le biais du *Battle Command*.



Le *Battle Command* est un cycle qui s’applique à toutes les étapes du processus opérationnel (planification, préparation, exécution et évaluation). Il comprend les étapes suivantes:

* **Comprendre (*understand*)**: construire et entretenir la compréhension de la situation;
* **Visualiser (*visualize***): percevoir les solutions potentielles qui serviront de points de départ aux plans et ordres;
* **Décrire (*describe*)**: exprimer l’intention du chef et l’expliquer aux subordonnés;
* **Commander (*direct*)**;
* **Évaluer (*assess*)**: évaluer la situation en permanence;
* **Guider (*lead*)**: diffuser l’intention, insuffler la motivation, guider les subordonnés.

**La planification**[[29]](#footnote-29)

La planification est l’art et la science qui permettent de comprendre une situation, de prévoir un futur choisi et de développer une approche opérationnelle pour atteindre ce futur. La planification est à la fois continuelle et cyclique.

* ***la planification aux trois niveaux opérationnels***

Il y a trois différents niveaux de planification, même s’il n’y a pas de limites ou frontières distinctes entre eux:

* + *stratégique*: la planification stratégique interarmées se fait en principe au niveau national et à celui des théâtres stratégiques;
  + *opératif (operational)*: le commandant de la force interarmées et ses chefs de composantes conduisent la planification opérative. Elle intègre les fins, moyens et modes d’action pour les 3 niveaux opérationnels. La planification aux niveaux opératifs et tactiques se complètent mais l’amplitude en temps, espaces et buts n’est pas la même;
  + *tactique*: l’horizon de la planification tactique est plus court qu’au niveau opératif.
    - ***planification «conceptuelle» et «applicative»***

La planification s’exerce tout au long d’un *continuum* qui va du concept jusqu'à la description concrète.



Selon les circonstances, diverses méthodes sont utilisées pour comprendre la situation et prendre des décisions. Il s’agit du ***Design***, de la **MDMP** (*Military Decisionmaking Process)* et de la **TLP** (*Troop Leading Procedures*).

* Le ***Design***[[30]](#footnote-30): c’est un **outil conceptuel** pour appréhender les problèmes complexes que pose l’environnement opérationnel contemporain. Il représente la **partie conceptuelle** de la planification lorsque la MDMP en est l’application détaillée.
* La ***MDMP***: cette méthode combine les aspects conceptuels et détaillés de la planification. Elle est utilisée pour construire des plans et des ordres à court terme comme pour des opérations durables. La MDMP peut être initiée soit sur la base d’un concept produit lors du *Design* soit à réception d’un ordre.

Ce schéma est extrait de la *Military Review* de mars-avril 2010, article du *Brigadier General (Promotable) Edward C. Cardon* et du *Lieutenant Colonel Steve Leonard* intitulé: «*Unleashing Design. Planning and the art of Battle Command*».

Le lien entre ***Design et MDMP***: selon les circonstances, et toujours pour comprendre des problèmes complexes, le chef de l’échelon considéré peut décider de conduire le *Design* avant (lorsque le temps le permet), pendant ou après (lorsqu’il y a urgence à donner des ordres) l’exécution de la MDMP.

* La ***TLP***: c’est la MDMP au niveau de la petite unité.

Commentaires*:* *Si la MDMP et la TLP peuvent être comparées à la MEDO et à sa version simplifiée pour les petits échelons, le Design n’a pas de réel équivalent dans l’armée de terre française.*

* + ***les fondamentaux de la planification***

Ils sont au nombre de sept (seul le sixième intitulé «*Simple, flexible plans work best*» sera développé):

* + - le chef s’implique personnellement dans la planification;
    - la planification s’inscrit dans le contexte du *Full Spectrum*;
    - le chef évalue en permanence la validité des hypothèses choisies;
    - la planification est continue;
    - le temps est crucial en planification;
    - les plans simples et flexibles sont ceux qui «marchent» le mieux: un plan, pour être simple (ce qui ne veut pas dire simpliste), implique une conception des opérations facilement compréhensible. Un plan doit être «ajustable» pour permettre une adaptation facile à l’évolution du contexte. Le ***Mission Order*** **est la technique retenue pour construire des ordres simples car il met l’accent sur le but à atteindre et non sur la manière dont il doit être atteint;**
    - les pièges de la planification.
  + ***les parties clefs d’un plan***
    - *Analyse de la mission (Mission Statement):* le chef analyse sa mission en tenant compte de celle du niveau se situant **2 échelons au-dessus du sien**[[31]](#footnote-31), les missions implicites, explicites et celles des unités voisines. L’analyse qui en découle propose une claire explication de la mission à exécuter et les raisons. Cette analyse comprend le qui, quoi, quand, où et pourquoi, **rarement le comment**.
    - *L’intention (Commander’s Intent)*: elle doit être facile à mémoriser et clairement compréhensible deux niveaux plus bas (brigade-compagnie). **Plus l’intention est brève, mieux elle atteindra cet objectif.** Une «Intention» classique comprendra 3 à 5 phrases.

Commentaires*: On est ici très proche de «l’Effet Majeur» français.*

* *Le concept d’opérations*: c’est le «comment» issu des deux premières étapes. Il comprend des **points décisifs** (tangibles ou non, telle la participation ou non de telle ethnie à des élections, etc.), des **lignes d’opérations** (dans le cas de combats classiques) et des **lignes d’effort** (dans un contexte d’opérations de stabilisation).
* *La mission des unités subordonnées*
* *La coordination*
* *Les mesures de contrôle*

**L’exécution**

* + ***les fondamentaux:***

Dans toutes les opérations, la situation peut changer très rapidement. Les chefs subordonnés ont donc besoin d’un maximum de latitude pour tirer avantage d’une situation et atteindre l’objectif même si l’ordre reçu initialement ne correspond plus à l’intention. **Les chefs doivent donc être préparés à prendre des décisions autonomes, avec agressivité et en prenant des risques, dans le contexte du *Mission Command*.**

Les fondamentaux sont au nombre de trois:

* *saisir et conserver l’initiative*: l’initiative donne aux opérations un esprit offensif. Prendre l’initiative implique la capacité à anticiper et exploiter des opportunités plus vite que l’ennemi. **La prise d’initiative passe par l’action (*Take Action*).** Face à l’incertitude, la tendance naturelle est d’hésiter et de vouloir rassembler toujours plus de renseignement. Attendre peut même provoquer plus d’incertitude encore. **Agir est le meilleur moyen de gérer l’incertitude.** L’information doit accompagner l’action (*Information Engagement*). Il n’y a pas d’action et de saisie d’opportunités sans **prise de risques**;
* *créer et entretenir l’élan* (*Build and Maintain Momentum*): l’élan d’une opération donne au chef la possibilité de se créer des opportunités. Par ailleurs, la vitesse créée la surprise. Plus l’adversaire est bien structuré et discipliné, plus l’élan doit être ralenti pour synchroniser l’action. Moins il l’est, plus le rythme doit être maintenu pour provoquer l’effondrement de l’ennemi
* *exploiter le succès.*

Commentaires*: cette partie met très clairement l’accent sur* ***l’autonomie du décideur*** *et sa capacité à exploiter les succès obtenus. On ne peut s’empêcher d’observer l’évolution très nette vers un style de commandement moins directif que cette doctrine cherche à provoquer. L’influence du «Mission Command» est ici très nette. Les leçons des combats en Irak sont ici bien retenues et en particulier cette fameuse «golden hour», entre avril et juillet 2003, que les forces américaines ne surent saisir faute d’anticipation, laissant place à l’insurrection irakienne[[32]](#footnote-32).*

* + ***l’analyse en cours d’action (rdsp):***

Lorsque la MDMP cherche à obtenir une solution optimale, la **RDSP vise à trouver une solution efficace, dans un délai contraint, dans le contexte de l’intention du chef, de la mission et du concept d’opérations.**

Cette méthode comprend les cinq étapes suivantes:

* *comparer la situation en cours et l’ordre reçu;*
* *déterminer qu’une décision (laquelle?) est à prendre;*
* *développer un mode d’action;*
* *affiner et valider le mode d’action;*
* *exécuter le mode d’action.*

Commentaires*: ce chapitre met l’accent sur l’impérieuse capacité à évaluer une situation, donner rapidement des ordres et s’adapter ainsi aux nouvelles conditions d’une situation par nature changeante. Cette capacité inclut la définition d’indicateurs du changement dont un exemple est proposé dans ce volumineux document.*

**L’évaluation**

L’évaluation de la situation opérationnelle doit être permanente. Elle comprend schématiquement les activités suivantes:

* *suivre la situation pour recueillir l’information utile;*
* *évaluer les progrès en fonction de l’effet final recherché, des objectifs assignés et des missions réalisées;*
* *recommander des actions à entreprendre pour améliorer la situation.*



Commentaires*: une évaluation repose sur la définition de critères qui permettent de mesurer la qualité de l’action entreprise. Le tableau ci-dessus propose des MOE (Measures of Effectiveness), des MOP (Measures of Performance) et des indicateurs. Dans le contexte d’opérations de stabilisation et en particulier lors de phase de contre-rébellion, cette évaluation est un réel défi. Mais, a contrario, sans la définition de critères de mesure, le risque est grand de ne pas saisir l’évolution d’une situation opérationnelle (en particulier au niveau stratégique) comme ce fut le cas en Irak entre 2003 et 2006[[33]](#footnote-33).*

Une évaluation efficace comprend les considérations suivantes:

* *l’évaluation est* ***continue****;*
* *le chef conduit une évaluation basée sur des* ***priorités****;*
* *l’évaluation tient compte de la logique qui a présidé à l’établissement du plan;*
* *l’évaluation facilite la capacité à apprendre de la situation et à* ***s’adapter****;*
* *le chef et son état-major restent prudents dans la détermination des causes et des effets (d’une situation donnée);*
* *le chef et son état-major utilisent des indicateurs* ***qualitatifs et quantitatifs****;*
* *l’évaluation comprend des méthodes formelles et informelles.*

**Les annexes**

Au niveau des annexes, on se limitera à souligner les points suivants:

* *the Military Decisionmaking Process*: Le chef est l’acteur clé de la MDMP. Il utilise son expérience, son savoir et son jugement pour guider les efforts de l’équipe de planification. La présence informelle et fréquente du chef tout au long du déroulement de la méthode est un gage sérieux d’efficacité;
* *Army plan and order format*: il est intéressant de disposer de la version générique des plans et ordres génériques utilisés par l’Army car la référence à l’OTAN n’est pas naturelle;
* *task organization*: cette annexe comporte une illustration relativement claire des relations de commandement organiques, sous OPCON, TACON, etc…telles que pratiquées par l’Army. Dans la même logique que précédemment, la connaissance de ces données, par souci d’interopérabilité, peut être utile.

**Conclusions par l’auteur**

Cette nouvelle doctrine, dont le travail de rédaction a commencé en parallèle de celui du FM 3-0 «*Operations»*, c’est-à-dire en 2006, offre l’intérêt de n’être plus seulement la référence pour la planification mais également celle pour **le style de commandement et son expression**. Elle regroupe ainsi les éléments fondamentaux de la réflexion militaire et les outils applicatifs dans un même et unique document.

Il est aussi intéressant de relever que l’*Army* considère que les methodes utilisées pour préparer un engagement contre un adversaire conventionnel ne suffisent pas pour comprendre la complexité contemporaine. Le ***Design* est ainsi la réponse institutionnelle à la complexité et à l’incertitude**. L’analyse des systèmes complexes est ainsi densifiée en amont de la planification. Et, au-delà de cette méthode qui fait d’ailleurs débat au sein de l’*Army* en raison de sa complexité, **c’est le changement d’état d’esprit qu’elle cherche à provoquer qui est intéressant.**

Finalement, la portée principale de cette nouvelle doctrine est davantage dans **son esprit que dans sa lettre**. Si l’*Army* s’est distinguée, en particulier depuis la seconde guerre mondiale, dans sa capacité extraordinaire à planifier les opérations, cette capacité est quasiment devenue une faiblesse dans le contexte de combats de contre-insurrection. **Le peu de place laissé à l’initiative, à la prise de risques, à l’esprit critique et à la réflexion novatrice que cette « mentalité » a pu générer a montré toutes ses limites dès l’entrée en Irak en 2003. C’est avec ce recul que cette nouvelle doctrine prend toute sa valeur.**

Cette réflexion conduite par l’*Army* conduit d’ailleurs à se demander si la MEDO pour l’armée de terre française répond bien à toutes les questions qu’un chef se pose lorsqu’il doit conduire une opération de contre-rébellion dans le contexte d’opérations de stabilisation. **Le *Design* mérite d’ailleurs certainement une étude comparative afin de mesurer son intérêt dans une perspective.**

*Saint-cyrien, Jean-Claude BREJOT a servi successivement au 54ème RA et au 58 ème RA. Il a commandé le 402 ème RA entre 2004 et 2006. Au cours de ses affectations, il a participé aux interventions effectuées en ex-Yougoslavie (IFOR 96 – SFOR 2001) et en Macédoine (Concordia 2003).*

*Stagiaire de la 5 ème promotion du CID, il a également exercé des responsabilités à l’État-major de la 9 ème DIMa, en Tunisie dans le cadre de la coopération militaire, à l’EMF1 et au CDEF.*

*Il est actuellement chef du Détachement de Liaison Terre aux USA et officier de liaison au Combined Arms Center de Fort Leavenworth, Kansas, USA.*



**Identifying the center**



**of gravity**

**of afghan mentoring[[34]](#footnote-34)**

*Par le Major David H. PARK (US Army)*

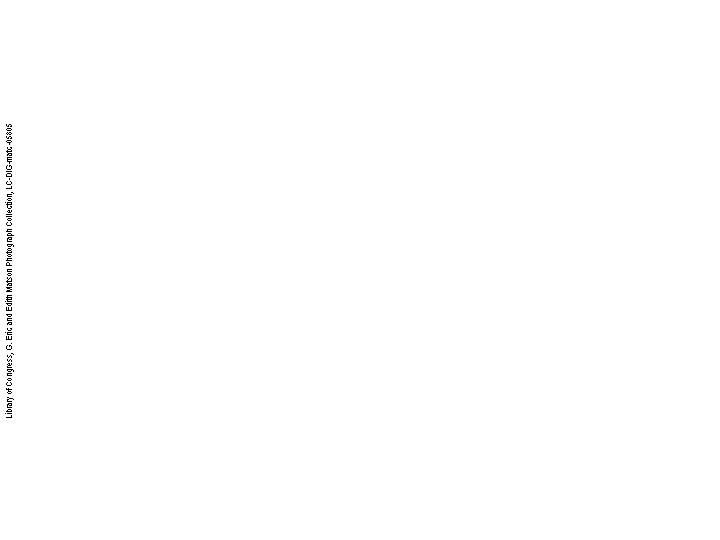
***Mentors have to help Afghans to do war, not to win it for them. It is Afghans’ war. But mentoring is not optimized. The Afghan National Army (ANA) doctrine is a carbon copy of U.S. doctrine. And it doesn’t work at best due to the Afghan Culture: Afghanistan is one of the most traditional societies in the world and the military is a reflection of the society from which it springs. The Afghan commander runs ANA units in a strictly top-down, centralized manner. And conducting a question and answer planning process that takes days to complete, they don’t produce sound operations plans. So, the successful teaching of the MDMP is our decisive point. We have to improve it as we are not developing a band of insurgents as Lawrence of Arabia did, but a regular national army.***

**W**E FREQUENTLY HEAR American mentors speak of the “Afghan right.” Many of these mentors would quote: *“Better the Afghans do it tolerably than that you do it perfectly. It is their war, and you are to help them, not to win it for them*”[[35]](#footnote-35) creatively quoting the famous axiom of Lawrence of Arabia. The problem is that these American mentors are using the famous quotation out of context. *They are meant to apply only to Bedu [Bedouin, the tribal nomads of the deserts]; townspeople or Syrians require totally different treatment* They are, of course, not suitable to any other person’s need, or applicable unchanged in any particular situation.

Transplanted to Afghanistan of 2009, he would be a Chechen mujahedeen advisor to the Taliban, rather than a coalition force mentor, building a regular army. Like it or not, the Afghan National Army (ANA) doctrine is a carbon copy of U.S. doctrine. We came in and set up its current army. U.S. military officers and contractors created the ANA’s doctrine and table of organization and equipment. If we are to make it work, the mentors must fully embrace teaching American operational doctrine to the Afghans.

Most ANA units are highly centralized, top-down organizations, whose centers of gravity are their command and control systems, specifically corps and brigade S3 systems. The decisive point of mentoring is the transference of our command and control systems to these centers of gravity. If we teach command and control systems properly to the ANA, they will produce better operations orders and be more proficient. The result of this upward spiral in tactical and operational proficiency will be the successful completion of the coalition mentoring mission, allowing us to leave Afghanistan with success and honor.

**Afghan Culture and Planning: “Afghan Right” or “Afghan Wrong”?**

As a validator in the validation transition team within Combined Security Transition Command-Afghanistan, I had the honor and the privilege of observing and assessing daily operations of 30 ANA units, including two brigade headquarters and 27 battalions belonging to all five ANA Corps, from late 2008 through late 2009. While these 30 units do not represent all of the ANA, their performances provide a valuable insight into the state of ANA readiness, as observed by one American officer, using a uniform standard on all 30 units. The following describes a typical Afghan planning process.

In my experience, upon telephonic receipt of the mission, instead of analyzing the mission in a systematic way, culminating in course of action development, the brigade commanders develop courses of action first. The entire staff and all of the battalion commanders would be called in for the mission brief and planning process. The brigade commanders regurgitate the higher echelon’s directive to their battalion commanders. Then they would add further detail to the order, without any staff analysis and input. Following this propagation of the hasty course of action, the battalion commanders in attendance and the primary staff would try to flesh out the mission by asking the brigade commander both pertinent and impertinent questions. (In all observed cases, battalion commanders were present in the initial and subsequent brigade planning sessions).

The brigade commanders would respond to these questions, essentially fleshing out tasks to subordinate units and staff on the spot. Sometimes the commanders or their mentors would call for another session for the following day, with similar results. I have named this process the “question and answer planning process” (Q&A PP). The Q&A PPs develop as a result of lack of planning. Subordinate commanders and staff members have to “pull” guidance and taskers out of the brigade commander, without using any systemic method whatsoever. He would then publish the order the next day.

The following day, the subordinate commanders would return with questions about the mission. There would be no time for rehearsals at the end of this planning process. They sometimes would conduct pre-combat checks and pre-combat inspections haphazardly at the end of the day. Mentors were happy that the ANA was practicing its “Afghan right”. If we continue to unintentionally promote these sessions by not intervening, we are directly abetting their adoption as the de facto planning process in large areas of Afghanistan.

If the Q&A PP results in a feasible, acceptable, suitable, and complete course of action, we should praise it as the “Afghan right”. However, in all of the cases I assessed, the Q&A PP simply wasted available planning time rather than contributing to the formation of a suitable course of action. In all observed cases, the ground commander scrapped the plans upon deployment, and formulated a new plan from scratch. Even though many coalition plans suffer the same fate upon contact, the complete decoupling of intelligence preparation of the battle field and other mission analysis products from course of action development prevents most ANA operations orders from even being a foundation for fragmentary orders. It’s clear that the Q&A PP is an “Afghan wrong”, which simply burns up available planning time and causes undue fatigue among staff participants.

* ***Nature of Afghan organizational culture****.*

The decentralized “mission command” that U.S. and coalition forces practice is a fairly new phenomenon, enabled by a well-trained, highly educated officer and NCO corps of mostly Western armies[[36]](#footnote-36). First practiced and perfected by German armies who called it “Auftragstaktik” in the last two centuries, the U.S. Army adopted it because we can make it work[[37]](#footnote-37). However, most other armies in the world, including the ANA, do not have the independent-minded leaders that mission command needs to function properly. The Afghan organizational culture is not The military is a reflection of the society from which it springs, and it operates in the same way as the society it protects. The Afghan commander and his highest-ranking staff officers run ANA units in a strictly top-down, centralized manneroptimally aligned with mission command. Afghanistan is one of the most traditional societies in the world. Its people value the opinions of their elders and superiors more than individual common sense dictates. Tribal elders make all decisions for the tribe in outlying areas, as countless U.S. mentors can attest after having attended numerous Tajik and Hazara shuras or Pashtun Jirgas[[38]](#footnote-38), similar to how the local elders and imams run most villages in Afghanistan. This is why the cell phone tasking by the commander, described above, is the principal means of mission tasking in the ANA.

[and] this tendency is even more pronounced in tribal societies under the stress of insurgency”[[39]](#footnote-39). The tradition of chai drinking and consensus building is another cultural origin of the Q&A PP. These two seemingly contradictory characteristics, that of heavy-handed autocracy, and that of consensus building, form the foundation of Q&A PP.

We confirmed this theory of centralized, top-down leadership focused on consensus building during our observations of Afghan units. The only leaders able to make quick decisions were commanders several echelons above the actual leader on the ground.

* ***Second- and third-order effects of Q&A PP****.*

By conducting a question and answer planning process that takes days to complete, without producing sound plans, the units we observed would regularly and grossly violate the 1/3-2/3 rule (in which time for preparation is allocated downward), giving the lower echelons no time to parallel plan at their level. Knowing this, subordinate battalion commanders made the effort to personally attend the brigade Q&A PP to remain in the loop about any planning and coordination that took place.

The second-order effect was that battalion mentors had no time to train and coach their counterparts in the MDMP, troop leading procedures, or pre-combat inspections before or during actual operations. As of 2009, battalion level mentors were the mainstay of our mentoring effort. They had the time and resources to influence the ANA planning cycle. But due to Q&A PP consuming all available planning time at the brigade level, where little to no mentoring took place, the battalion mentors were left with literally no time to mentor their battalion commanders and staff, perpetuating this downward spiral of combat ineffective planning cycles.

The third-order effect was that junior officers never learned troop leading procedures or what “right” looks like, perpetuating the cycle of the “Afghan wrong” for the next generation of ANA officers. Believing they had their coalition mentors’ tacit support, the ANA units continued to practice Q&A PP. This is now the de facto planning process practiced at every level in some regions of Afghanistan.

Do we want this to continue? The result of this planning process is really a lack of planning, and zero production of quality operations orders. To increase the combat effectiveness of the ANA, mentors must take charge and continuously reinforce establishing the command and control warfighting function at corps and brigade level, to allow it to filter down the echelons.

With that in mind, there are things we need to understand and actions we need to take to improve their effectiveness.

* ***Aligning Mentoring Methodology with Host Culture: ANA center of gravity for mentoring.***

“The center of gravity is a vital analytical tool in the design of campaigns and major operations. Once identified, it becomes the focus of the commander’s intent and operational design. Senior commanders describe the center of gravity in military terms, such as objectives and missions”[[40]](#footnote-40).

Although we use the term “center of gravity” for tactical courses of action, we can use the same concept to identify the center of gravity of the ANA for mentoring purposes.

The ANA, being a highly centralized, top-down, consensus-seeking organization, derives its freedom of action, physical strength, and the will to fight from its commanders. The same can be said of coalition units, but given the cultural context, it is significantly more so for an ANA unit. Therefore, the corps- and brigade-level command and control system is the decisive terrain for mentoring. The ANA corps and brigade affect the success or failure of their subordinates far more than in a Western army. Within this decisive terrain, as proper planning drives command and control, the commander and the G/S3 planning staff at corps and brigade level are the centers of gravity for mentoring. Therefore, the commander’s intent and operational design of coalition mentoring must focus on this center of gravity.



* ***Decisive point of mentoring****.*

If security transition is our prime mission in Afghanistan, then deliberate and planned mentoring is the right methodology[[41]](#footnote-41).

If the ANA is a top-down, leader-centric, consensus-seeking organization, and corps- and-brigade-level commanders and G/S3 staff the centers of gravity, what is our decisive point for mentoring? Where do we mass our Soldiers and resources to accomplish our end state?

A decisive point is defined as: “A geographic place, specific key event, or enabling system that allows commanders to gain a marked advantage over an enemy and greatly influence the outcome of an attack. Decisive points are not centers of gravity; they are keys to attacking or protecting them. Decisive points shape operational design and allow commanders to select objectives that are clearly defined, decisive, and attainable. Once identified and selected for action, decisive points become objectives”[[42]](#footnote-42).

For mentoring, if corps- and brigade-level commanders and planning S3 staff are the centers of gravity, then *the successful teaching of the MDMP is our decisive point* for a mentoring victory. Once corps and brigade produce the right plan for battalions to execute, it will be a matter of time until battalions are able to do the same. Eventually, with planning and operations systems maturing, U.S. and coalition mentors will be able to truly stand off and provide combat enablers only.

The Afghan army does not purposefully avoid using the MDMP. The problem is that the ANA will rotate students through during a given course, consisting of 177 PowerPoint slides, to keep their day-to-day operations going[[43]](#footnote-43). If mentors are not deeply involved, up to 14 different people over two weeks could be attending its course in one officer’s slot. Following the schooling, ANA still finds the MDMP process foreign to their organizational culture. This is where the mentors must step in[[44]](#footnote-44).

Mentors have to demonstrate *all* the different tools available within the MDMP. Good mentors can teach one technique per mission, or one a week, until the Afghan staff is ready to put it all together[[45]](#footnote-45). This is a time and energy consuming process, but it should be the heart and soul of mentoring at the brigade and corps level. By focusing on MDMP products, and not the process, we can make the system more palatable to our Afghan allies. Instead of focusing on the ANA doing every sub-step of MDMP, we need to focus them on appreciating the usefulness of individual MDMP products, because they help the ANA plan better, resulting in more successful combat operations.

Mentoring is more than advising. It is a full-time process through the planning, preparation, execution, and assessment cycle. In fact, most of the staff primaries had already attended the coalition course in MDMP when we observed them. They had not retained much from the courses. We need mentors who understand the MDMP, know how to teach it, and have the patience to train their counterparts daily[[46]](#footnote-46).

* ***Afghan culture as an enabler****.*

The Afghan cultural affinity for autocracy and consensus-building by elders does not have to be an impediment to the growth of the ANA. We can use it to leverage the teaching of MDMP and the development of proper staff systems. When staff sections are properly educated in what their final products should look like, and when battalion- and brigade-level executive officers and deputy commanders learn how the MDMP is supposed to flow, their cultural affinity for discussion and group consensus will help them develop doctrinally sound courses of action. The unit commander and the XO, once they know what “right” looks like, can shape the discussion, and prevent Q&A PP from occurring, thereby creating effective planning sessions.

* ***The decisive point for mentors****.*

In each region, the ANA’s corps and brigade command and control elements (commander plus the G/S3 shop) are the centers of gravity where all important decisions are made, affecting every echelon beneath them. The decisive point for mentors is teaching the MDMP to the command and control element, allowing for proper planning and operations systems development and setting the conditions for tactical proficiency.

The teaching of MDMP has not been the top priority for most mentors. Brigade and corps command and control systems are the centers of gravity in our mentoring effort. We must place our best mentors in those billets and leverage the Afghan cultural affinity for seeking consensus to build their staff systems. The following are recommendations for improving the mentoring effort:

● Assign maneuver, fires, and effects majors or lieutenant colonels with actual S3 experience in active duty Table of Organization and Equipment (TO&E) units as full-time additional corps- and brigade-level planning advisors.

(Currently, some of the brigade- and corps-level mentors are dual-tasked as coalition brigade combat team staff members, limiting their effectiveness)

● Assign three additional mentors at the corps G3 shop. In addition to the G3 OIC, assign personnel for G3 chief of operations, chief of training, and G3 chief of planning. Currently, one officer mentors all of them, with a corresponding level of result. In 2009, the 209th Corps had one Italian major and one U.S. National Guard lieutenant colonel, augmented by contractors, to assist the corps G3 shop.

● Assign two additional mentors at the brigade S3. In addition to the S3 OIC, assign an S3 training and S3 plans. These mentors must be majors who have performed at that level in the U.S. Army.

● Adopt a larger mentor-team structure, mirroring the NATO operational mentor and liaison team structure.

● We should develop a mentor-taught program of instruction for ANA staff at respective echelons as well as an assessment recordkeeping system to enable follow-on teams to pick up where the last team left off. Right now, many teams reinvent the wheel each year due to a lack of a uniform program of instruction, regularly assessed in accordance with a uniform standard.. Most mentors do not know what to teach, nor how to teach, and revert to their comfort zone, teaching basic rifle marksmanship and buddy rushes over and over.

We are not developing a band of insurgents as Lawrence of Arabia did. We are developing a regular national army. Thus, we must embrace teaching MDMP at all levels. Remember, Afghans can fight. They need our help in building systems to become a self-sustaining army that can operate without mentors. Only then can we go home with success and honor[[47]](#footnote-47).

*Major David H. Park is the operations officer for the deputy commanding general of U.S. Forces-Iraq. He was commissioned through Army ROTC, Georgetown University, where he also received his B.S. in Foreign Service and M.A. in National Security Studies. As an infantry officer, he has served in a variety of command and staff positions, to include six overseas tours in Afghanistan, Iraq, and Korea.*

*The author dedicates this article to Brigadier Neil Baverstock (UK), and COL Bob Thorne (USA) who tried to enforce the teaching and assessing of MDMP to standard at the ANA Consolidated Fielding Center at Pol-e-Charki, Afghanistan throughout 2009.*



## Libres opinions[[48]](#footnote-48)



***TAKTIKA* *fait peau neuve*,**

***partagez vos réflexions tactiques!***



Le site intraterre *Taktika*, créé et piloté par les stagiaires du Cours Supérieur d’État-Major (CSEM) propose depuis 2007 la lecture de nombreux articles de réflexion tactique rédigés aussi bien par les stagiaires que par des auteurs «intranautes» qui souhaitent **contribuer au foisonnement de la pensée militaire**.

Ce site n’a d’autre ambition que d’apporter des éclairages historiques ou techniques sur tous les sujets en rapport avec la tactique afin de favoriser une réflexion libre pour mieux conduire les engagements d’aujourd’hui et de demain.

Après quatre années d’existence, le comité chargé de l’exploitation du site a décidé de le rénover. Outre une présentation de la page d’accueil moins austère et réorganisée, la rédaction propose au lecteur tous les mois un **thème d’étude spécifique** dont l’objectif est de susciter un débat fructueux et constructif. Ainsi, les thèmes récemment proposés ont été les suivants: «la contre-insurrection dans l’histoire», «les corps expéditionnaires dans l’histoire» ou encore «de la cavalerie aux blindés, choc et mouvement».

L’échange d’idées par l’intermédiaire de l’ancien site restait très limitée pour des raisons techniques qui ne permettaient pas de publier facilement les points de vue et les réactions. Il est **dorénavant possible d’intervenir directement** sur le site par l’intermédiaire de commentaires.

Si le site continue à publier les fiches de lecture des stagiaires du CSEM, la rédaction a relancé l’envoi, par le biais de la messagerie, d’une *newsletter* destinée à ceux et celles qui en feront la demande, afin de les alerter sur des nouveaux thèmes et articles mis en ligne.

L’intérêt de *Taktika* est de pouvoir proposer une pensée libre et des échanges sur l’engagement des forces. Aussi, son succès est intimement lié à la réflexion qu’il suscite chez les lecteurs et à leurs réactions. Le site sera d’autant plus intéressant s’il propose régulièrement de nouvelles contributions. Aussi, la rédaction vous invite à participer sans retenue à la vie du site en proposant des articles personnels que *Taktika* aura le plaisir d’offrir à ses «intranautes».

Alors, rendez-vous sur:

<http://www.cesat.terre.defense.gouv.fr/taktika/>

##### Halte là…, les «aéromontagnards» sont là!

*Par le Général Yann PERTUISEL,*

*Commandant l'aviation légère de l'armée de Terre*

*Cet article répond à l'article «Repenser l'influence du milieu sur la manœuvre interarmées: le cas du combat aéroterrestre en montagne» publié dans les Cahiers n°22.*

**P**rès de 1.300 missions de combat[[49]](#footnote-49), 7.000 obus de 30 mm, 300 roquettes de 68 mm, 12 missiles HOT[[50]](#footnote-50), c’est le bilan des «aéromontagnards» du bataillon d’hélicoptères PAMIR[[51]](#footnote-51) (dénommé GTIA[[52]](#footnote-52) Mousquetaires) en Afghanistan pour l’année 2010. Ce bilan, est-il aussi très important de le préciser, n’a été entaché par aucun dommage collatéral, ou tir fratricide. Ces chiffres se suffiraient à eux-mêmes et se passeraient même de commentaires, tant ils illustrent parfaitement la capacité des moyens d’aérocombat de l’armée de Terre à s’engager en zone montagneuse.

C’est l’article lu dans le numéro 22 des «Cahiers du CESAT» sur le combat aéroterrestre en montagne qui m’a incité à prendre la plume pour, tout d’abord, effectivement, rappeler que la problématique du combat en zone montagneuse est parfaitement maîtrisée par l’armée de Terre dans tout son spectre aéroterrestre.

Ensuite, je souhaite profiter de cette occasion pour faire part de quelques réflexions sur la manœuvre tactique tridimensionnelle, en fait sur l’aérocombat et sur les qualités et capacités des hélicoptères pour intervenir dans un tel environnement, démontrées encore une fois par les chiffres rappelés au début de cet article.

S’agissant donc tout d’abord de la problématique du combat en zone montagneuse, l’armée de Terre ne la découvre pas. Bien évidemment, les opérations conduites aujourd’hui en Afghanistan ont remis ce sujet à l’ordre du jour. Sans vouloir me substituer à mes camarades montagnards de la 27ème brigade d’infanterie de montagne, experts incontestables et incontestés de ce milieu, je ne pense pas me tromper en affirmant que l’expertise du combat en zone difficile y est cultivée et développée depuis de très nombreuses années et que, dans ce domaine, la France y a un véritable pôle d’excellence européen, voire mondial. Mais ce sont même aujourd’hui toutes les unités de l’armée de Terre qui, progressivement et par le «terrain», y acquièrent tous les jours un peu plus d’expérience[[53]](#footnote-53).

Il en est de même pour les hélicoptères de l’armée de Terre, qui possèdent maintenant depuis près de 60 ans une solide expérience de l’engagement en zone montagneuse. Faut-il rappeler que nos bons vieux SIKORSKY S 55 et VERTOL H 21 (les célèbres «Banane») évoluaient déjà en altitude dans le djebel algérien?

L’ALAT maîtrise parfaitement le combat en zone montagneuse, dispose de moyens adaptés, et développe tout un ensemble cohérent de formation et d’entraînement.

Le combat en zone montagneuse fait tout d’abord l’objet d’un document spécifique de doctrine qui vient tout récemment d’être actualisé et qui sert véritablement de référence; c’est l’ALAT 30.311 (manuel d’emploi de l’ALAT en zone montagneuse). J’invite d’ailleurs tous ceux qui s’intéressent en particulier à la problématique du combat en montagne à le consulter, car il est le fruit de l’accumulation des dizaines d’années d’expérience de l’ALAT dans ce domaine, dont celle toute récente de l’Afghanistan.

L’ALAT a ensuite des capacités de formation et d’entraînement avec, en particulier, son centre de vol en montagne (CVM) à Sainte-Léocadie dans les Pyrénées, dépendant de l’école de l’ALAT. Tous les pilotes y apprennent les «fondamentaux» du vol dans de telles conditions et les unités y séjournent régulièrement pour maintenir ou enrichir leurs savoir-faire.

Par ailleurs, même si l’escadrille de haute montagne (EHM) de Gap a été dissoute pour des raisons de ressources, il n’en demeure pas moins que les zones de travail de cette région des Alpes très intéressante sont elles aussi très régulièrement utilisées. C’est à partir de la plateforme du Cannet des Maures que les hélicoptères peuvent s’y rendre et que les unités peuvent profiter des installations du 4ème RCh[[54]](#footnote-54) pour conduire des exercices.

Ces exercices sont réalisés systématiquement en interarmes, niveau de conduite de toutes les opérations de l’armée de Terre aujourd’hui. À ce sujet, il est ici très important de souligner l’indispensable «complicité» et la connaissance mutuelle parfaite dont doivent faire preuve les acteurs de tout combat aéroterrestre en général, et plus spécifiquement en zone montagneuse. Il s’agit là d’une véritable culture que les Terriens acquièrent dès le «berceau», dès leur formation initiale, et qu’ils développent tout au long de leur carrière.

L’aérocombat est *«l’intégration des tactiques, missions, modes d’action aéromobiles à la manœuvre aéroterrestre en combinaison avec les autres composantes de la fonction contact. Il confère au chef interarmes mobilité, réactivité, réversibilité et gradation des effets, participant pleinement à la surprise tactique proche du sol, à la prise et la reprise de l’initiative. Afin de garantir l’optimisation de moyens comptés, l’aérocombat doit être pris en compte dès la phase de conception de la manœuvre interarmes, et intégrer les unités aéromobiles au niveau de commandement le plus adapté»[[55]](#footnote-55).*

Expansion et décloisonnement de l’espace, contraction du temps, trois effets attendus de l’aérocombat qui apportent sans aucun doute une réponse parfaitement appropriée aux contraintes physiques de la montagne. Et qui mieux que l’hélicoptère peut aussi à la fois répondre aux contraintes de ce milieu et aux besoins des troupes au sol?[[56]](#footnote-56)

Loin de moi l’idée de balayer d’un revers de main les limites des voilures tournantes qui, au passage, existent aussi pour les voilures fixes. Je veux bien sûr parler des contraintes météorologiques qui interdisent parfois la manœuvre dans la 3ème dimension[[57]](#footnote-57) compte tenu des conditions de visibilité réduite. Je veux aussi parler des limites de puissance des appareils au regard de l’altitude et de la température, mais qui sont sans cesse repoussées avec les avancées technologiques.

Mais il faut surtout apprécier les qualités intrinsèques de l’hélicoptère. Je veux ici rappeler, en particulier, que l’hélicoptère a cette faculté unique d’adapter sa vitesse au terrain et à la situation du moment, pouvant aller jusqu’à faire du «stationnaire». Il est bon également de rappeler son extrême manœuvrabilité et plus particulièrement ses performances d’évolutions serrées lui permettant d’intervenir dans des vallées très encaissées et fermées. Ainsi, grâce à ces capacités, et disposant de systèmes d’observation[[58]](#footnote-58) et de tir[[59]](#footnote-59) toujours plus performants, il peut, mieux que n’importe quel autre «effecteur», appliquer des tirs précis en manœuvrant dans le terrain, de jour comme de nuit, et au contact des troupes amies.

Sa faculté à se déplacer en adaptant sa vitesse et sa hauteur au terrain[[60]](#footnote-60), en fonction de la position des amis, de l’ennemi et de la menace, en profitant des masques et écrans[[61]](#footnote-61), et, bien sûr, de la connaissance par l’équipage des modes d’action des troupes au sol, permet une parfaite adaptation de la manœuvre à la situation tactique du moment. Il est bon, là aussi, de préciser la différence fondamentale qui existe entre le CAS[[62]](#footnote-62) et la CCA[[63]](#footnote-63), procédure à privilégier pour les hélicoptères. Autant le premier ne laisse quasiment aucune initiative au pilote de l’aéronef, celui-ci étant guidé sur l’objectif aux ordres d’un FAC[[64]](#footnote-64) pour le choix de l’armement et l’ouverture du feu. Autant la seconde laisse l’entière initiative à l’équipage dans le choix des trajectoires, des munitions et de l’ouverture du feu[[65]](#footnote-65). Dans le premier cas, il s’agit bien, à la fois au sens littéral et dans l’emploi, d’un *appui* (support), alors que la CCA, comme son nom l’indique, est une véritable *attaque* au contact.

Enfin, et contrairement encore à certaines idées reçues, l’hélicoptère a cette capacité à durer sur la zone d’engagement ou à être positionné au plus près[[66]](#footnote-66), en mesure d’intervenir dans des délais quasi immédiats. Son autonomie accrue[[67]](#footnote-67) ou le simple principe d’une relève d’appareils sur zone après un rapide recomplétement[[68]](#footnote-68) lui confèrent cet avantage.

**En conclusion**, la montagne n’a jamais été absente des travaux doctrinaux de l’armée de Terre et, en particulier, de ceux de son aéromobilité. Les études ont toujours été conduites en parfaite symbiose selon le principe d’une totale intégration des hélicoptères à la manœuvre terrestre. Le milieu montagneux, de façon peut-être encore plus exacerbée que d’autres, en est une parfaite illustration. Les hélicoptères ne constituent cependant pas la panacée en particulier, comme je l’ai rappelé, en raison des limites des conditions météorologiques, et d’autres moyens sont aussi parfaitement adaptés pour appuyer[[69]](#footnote-69) des troupes au sol. Je veux ici parler du LRU[[70]](#footnote-70), dont va très bientôt être dotée l’Artillerie, qui, avec sa précision métrique et sa portée, sera capable de traiter un objectif quelles que soient les conditions météorologiques.

Comme j’ai très souvent l’occasion de le dire, il n’est souvent pas besoin de repenser fondamentalement les choses, mais plutôt de les adapter. Mais, surtout, il convient de développer beaucoup plus l’interopérabilité de nos moyens, tant au plan technique que de l’emploi. L’intégration d’un Caracal de l’armée de l’Air au sein du GTIA Mousquetaires en est un parfait exemple, et il faut continuer dans ce sens. Comme je l’ai précisé au début de mon propos, une parfaite connaissance réciproque entre troupes au sol et aérocombattants est indispensable au succès de la mission. Cette condition débute dès la préparation opérationnelle[[71]](#footnote-71) et doit être absolument réalisée.

Comme le milieu maritime est par excellence celui de la Marine, le milieu terrestre, et en particulier montagneux[[72]](#footnote-72), est celui de prédilection de l’armée de Terre. Dans une démarche interarmées, et afin de ne pas «réinventer la poudre», l’ALAT 30.311 pourrait parfaitement demain devenir une PIA[[73]](#footnote-73).



# L’armée française en opérations:

# la grande bavarde?

*Par le Chef de bataillon Pierre DESQUESSES*



*Les militaires français en opération ont tendance à se livrer trop facilement aux journalistes. Les conséquences peuvent être dramatiques pour la conduite des opérations et nécessitent une prise de mesures à court et moyen termes.*

**L**oin d’être anxieux à l’idée d’être interrogés par un média, les cadres de l’armée française n’hésitent plus à s’exprimer largement, voire à s’épancher, lorsque l’occasion se présente. Si cette tendance récente peut se révéler constructive en temps de paix en provoquant débats et saine ouverture dans le cadre d’une réflexion sur notre institution, elle représente, en revanche, un vrai danger pour nos unités lorsque de tels comportements ont lieu sur les théâtres d’opérations.

Ce constat prend tout son sens aujourd’hui sur le théâtre afghan où se concentre la majorité de nos opérations militaires et, de facto, la plupart des reportages «défense» d’origine française et internationale.

«Une grande dépense d'énergie intellectuelle a simplement abouti à une réduction homothétique du format des armées». Cet extrait percutant d’un article écrit par un groupe d’officiers anonymes à propos du nouveau Livre Blanc sur la Défense[[74]](#footnote-74) montre la réalité de l’émergence d’une génération contemporaine d’officiers qui communiquent à outrance. Portés par l’élan sociologique récent de l’hyper-communication et encouragés par la révision du statut général des militaires en 2005 qui élargit les droits et libertés du militaire à ceux du citoyen[[75]](#footnote-75), cette génération s’affranchit progressivement des codes en vigueur dans notre institution depuis l’avènement de la IIIème République.

Voilà bien le travers de ces cadres, voire soldats, qui, bien souvent, en opération, ont oublié la suite des articles du SGM (statut général des militaires). L’article L 4121-2 y rappelle en effet que «les militaires doivent faire preuve de discrétion pour tous les faits, informations ou documents dont ils ont connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions». Utilisant tous les moyens de communication modernes, du forum personnel (blog) à l’interview délivré dans un média (presse, radio ou télévision), de nombreux officiers, sous-officiers ou militaires du rang dépassent largement le cadre de leurs états d’âme personnels pour se livrer à des révélations dans les domaines du renseignement, de la conduite et de la planification des opérations. Souvent jugées anodines ou pire, déjà connues, ces révélations peuvent pourtant avoir de lourdes conséquences sur la suite des opérations. Les communications et les liaisons de commandement font déjà l’objet de suffisamment de tentatives d’interceptions sans que des indiscrétions n’aient besoin d’accroître cette éventuelle faiblesse.

Ainsi, combien d’articles récents écrits sur l’Afghanistan ont révélé positions et identités de contacts ou de sources voire certaines méthodes de la branche RENSEIGNEMENT[[76]](#footnote-76), date et lieu d’une future opération militaire[[77]](#footnote-77), d’une manœuvre logistique ou d’une décision politico-militaire fondamentale[[78]](#footnote-78). Les observateurs noteront également que les blogs spécialisés dans le domaine de la Défense[[79]](#footnote-79) publient régulièrement sur leurs sites des informations classifiées. La communication institutionnelle les alimente régulièrement en informations ouvertes mais ce sont bien des contributions personnelles et anonymes qui révèlent des informations sensibles. Les journalistes ne doivent pas être blâmés pour être à l’affût de ces nombreuses indiscrétions. Ils ne font que leur métier… Les contributeurs en revanche ne mesurent pas la portée de leurs actes et les explications de ces révélations plus ou moins graves ne manquent pas. Volonté ou besoin moderne de s’afficher et d’exister sur le plan médiatique, orgueil, vengeance, liens directs avec la société, inconscience de la gravité des faits, problème sociétal de manque de culture du secret sont autant de raisons rationnelles et irrationnelles qui peuvent expliquer cette tendance lourde d’extraversion des comportements sur le terrain.

En outre, ces publications ne sont que la partie visible d’un phénomène de masse que sont les forums personnels (blogs), alimentés par les soldats jusque sur le terrain et qui permettent parfois de suivre les opérations en direct. Téléphones portables, appareils photos et caméras fixés sur les casques lourds sont pourtant interdits par le commandement, mais nombreux sont les militaires qui dérogent à cette règle universelle en opération en filmant et publiant sur Internet des accrochages avec les insurgés ou en informant en direct leurs familles et amis des bilans ennemis et amis.

Tous ces manquements peuvent avoir des conséquences graves sur le succès des opérations et la sécurité des soldats, faisant directement ou indirectement le jeu de nos ennemis. Les insurgés, rebelles et autres adversaires sur tous les théâtres d’opérations utilisent nos médias comme levier de propagande et bien évidemment pratiquent de manière assidue et parfois coordonnée la recherche de renseignement ouvert sur Internet, traquant inlassablement images et données sur nos capacités, méthodes, techniques, postes de commandement voire organigrammes et plans d’opérations. Nos publications sauvages ne sont alors qu’une pièce de plus dans la construction du combat insurrectionnel qui vise à affaiblir notre moral sur le terrain et à fragiliser le soutien de l’opinion publique, donc l’engagement politique.

Comment remédier à ce phénomène potentiellement dangereux? De la prévention à la coercition, la liste des méthodes est longue. Ainsi l’entraînement aux médias («media training») dans nos écoles et unités doit sans doute évoluer. Si cet entraînement a permis il y a 15 ans une prise de conscience de la manœuvre médias chez nos cadres et soldats, il doit maintenant tendre vers une meilleure adaptation aux opérations modernes, en insistant notamment sur la dimension du «caporal stratégique», c'est-à-dire rester à son niveau afin de ne pas risquer d’en révéler trop, et prendre conscience de la gravité potentielle de chaque acte et de chaque parole en opération.

La discipline intellectuelle individuelle, la confiance dans le travail de la COM OPS (la communication opérationnelle) grâce à la rédaction d’éléments de langage, la publication d’articles en communication interne et la création de blogs officiels par les unités doivent aider les cadres et les soldats à maîtriser leurs propos.

Des méthodes coercitives basées sur la fermeté du commandement dans la gestion des dérives permettront sans doute de finir d’inverser la tendance.

Enfin, d’une manière plus générale, c’est surtout d’un changement profond de culture dont a besoin notre armée. Nous devons prendre conscience que nous sommes en guerre face à un adversaire déterminé et ainsi intégrer la réalité des dangers de l’hyper-communication en opération.

La sphère privée, et plus encore celle spécifique du journalisme, se félicite de l’évolution de l’armée française dans cet aspect d’ouverture et de communication. Nous devons donc tous nous sentir concernés afin d’éviter qu’une atteinte à notre sécurité ou à notre renom n’entraîne des sanctions individuelles graves[[80]](#footnote-80) ou, pire, un retour forcé à l’époque de la «grande muette».

*Le CBA DESQUESSES est saint-cyrien de la promotion «Général LALANDE» (1996-1999). Officier de l’Aviation Légère de l’Armée de Terre, actuellement stagiaire au Cours Supérieur d’État-major, il a participé à une opération extérieure en Afghanistan de juillet 2009 à février 2010 en qualité d’adjoint au conseiller communication du RepFrance à Kaboul.*



«En porte à faux»: le pari risqué de la France dans la Force intérimaire

des Nations-Unies au Liban[[81]](#footnote-81)

*Par le Chef de bataillon Ludovic DANIGO*



*Au Liban, la résolution 1701, initialement motif d’espérance, se révèle fondée sur un malentendu qui risque aujourd’hui d’attiser de profondes fractures dans la conception et la conduite des opérations de maintien de la paix. La France, membre historique de la Force intérimaire des Nations-Unies au Liban (FINUL) se doit aujourd’hui de repenser les raisons et les modalités de son engagement afin d’éviter un positionnement en porte à faux, préjudiciable à ses intérêts.*

Liban, été 2006: le président israélien Ehoud Olmert promet de ramener «*le Liban cinquante ans en arrière*» et d’éradiquer la menace du Hezbollah. Trente trois jours de guerre médiatisée ont presque fait oublier qu’une force de paix, censée garantir le silence des armes, est déployée au Sud-Liban depuis 1978…La FINUL 1 a vécu.

Dans les semaines qui suivent le conflit, le mandat de la FINUL est renouvelé par la résolution 1701[[82]](#footnote-82). Tout d’abord hésitante, la France s’engage finalement de tout son poids, espérant trouver à travers ce nouveau mandat un levier pour faire évoluer les opérations de maintien de la paix, dédaignées par les nations occidentales, vers un modèle plus efficace. Après trois ans d’engagement, cet espoir ne semble plus fondé.

Faute d’avoir pu imposer sa vision d’un «*robust peacekeeping»*[[83]](#footnote-83), la France est aujourd’hui en porte à faux avec la réalité de la mission.

*«Faire la paix au milieu de gens qui veulent faire la guerre constitue un défi à la logique et à la sécurité»*

C’est par ces mots que le colonel Cann, alors chef de corps du 8ème RPIMa, conclut son rapport de fin de mission au Liban en 1978. Ils n'ont rien perdu de leur actualité.

Certes, selon Ban Ki Moon, *«un nouvel environnement stratégique s’est imposé au Sud-Liban»[[84]](#footnote-84)* et, depuis la guerre de juillet 2006, le niveau de violence reste au plus bas.

Cependant, absence de guerre ne signifie pas paix pour autant. Il est bien plus judicieux de parler de trêve, Israël et le Liban demeurant «techniquement» en guerre tant qu’un traité entre les deux États n’aura pas été conclu. Si cette trêve perdure, c’est surtout parce que les parties au conflit y ont un intérêt, soit pour reconstituer un arsenal dans le cas du Hezbollah, soit pour regagner la confiance d’une société ébranlée par le conflit de 2006 dans le cas de L’État hébreu. Que la FINUL 2 ait facilité à la fois le retrait de l’armée israélienne et le déploiement des forces armées libanaises au Sud-Liban ne fait aucun doute. Elle n’a pour autant rien imposé, faute de volonté plus que de moyens[[85]](#footnote-85).

Le *«robust peacekeeping»*: un tigre de papier?

Dans ce contexte, l’idée de maintien de la paix «robuste», bien que séduisante, révèle tant ses limites conceptuelles que l’impossibilité de sa mise en pratique. La France, qui a œuvré pour cette mutation des opérations de maintien de la paix, se retrouve de fait dans la position peu enviable de l’équilibriste. D’un côté, le discours de fermeté, de l’autre la réalité du théâtre libanais et d’une opération multinationale sous couleurs onusiennes. Théoriquement, la FINUL peut imposer la paix, au besoin par les armes[[86]](#footnote-86). Dans les faits, la FINUL «constate» et «dénonce». Elle n’a cependant jamais empêché véritablement la conduite d’actes hostiles dans sa zone d’opérations[[87]](#footnote-87).

La France ne possède en effet au sein de la FINUL qu’une marge d’initiative très réduite. Le processus de décision onusien, soumis en permanence à la recherche du consensus, vide le mandat de la force de sa substance. Comment faire valoir une lecture intransigeante de la résolution 1701 là où d’autres nations souhaitent l’apaisement à tout prix, fut-ce au prix de la crédibilité? À cet égard, le difficile positionnement vis-à-vis d’un Hezbollah, désormais membre du gouvernement libanais et officiellement reconnu comme mouvement de résistance, est symptomatique.

Dès lors, il est permis de s’interroger sur la pertinence des moyens fournis par la France à la FINUL. Ces derniers[[88]](#footnote-88) supportent un discours de fermeté qui ne peut être appliqué dans les faits. Essentiellement orientés face à une potentielle agression israélienne, ils constituent par excellence une arme de non emploi et, dans un cadre de stabilisation, génèrent plus de friction auprès des populations locales qu’ils ne les rassurent. Leur portée dissuasive est de plus aujourd’hui moins évidente qu’en 2006, date à laquelle leur déploiement avait constitué un symbole particulièrement fort. Chars Leclerc ou non, l’État d’Israël, s’il estime ses intérêts vitaux menacés, sera, pour les défendre, prêt à payer le prix d’une condamnation sur la scène internationale[[89]](#footnote-89).

Plus de cohérence!

Pour éviter le piège de la contradiction, un effort de cohérence apparaît de plus en plus nécessaire.

Redéfinir la stratégie poursuivie par la FINUL 2 revient à se confronter aux contradictions propres à toutes les opérations de maintien de la paix. Cela constitue à n’en pas douter un travail de longue haleine dans lequel la France n’est pas maître du jeu et devra nécessairement composer avec des intérêts divergents. Cette solution ne se concrétisera pas à court terme.

En revanche, le discours tenu par la France peut-être modulé. D’aucuns pourraient y percevoir un fléchissement de la volonté française, signe d’un désengagement. Le risque ne semble pourtant pas plus important que celui de voir à nouveau des casques bleus français dans l’impossibilité d’agir malgré, cette fois, la robustesse de leurs moyens. Une telle passivité constituerait un camouflet non seulement pour notre pays mais également pour la communauté internationale dans son ensemble.

La prise en compte de ce risque doit conduire à redéfinir la posture adoptée par les unités françaises déployées au Liban. Le remplacement des engins chenillés par des véhicules à roues constituerait par exemple un signe fort pour la population du Sud-Liban, prompte à se plaindre de l’usage d’engins chenillés. Elle redonnerait aux unités déployées une liberté de mouvement perdue du fait des contraintes liées à l’usage de la chenille. Plus prosaïquement, une telle décision générerait, à terme, des économies substantielles.

Au-delà des matériels servis, il importe également de bien intégrer dans la mise en condition opérationnelle des unités déployées la dimension spécifique d’une mission comme la FINUL. Cela peut sembler relever de l’évidence mais mérite toutefois une attention particulière. En effet, à l’heure du «retour de la guerre» et du durcissement des conflits, il existe un risque d’aborder un théâtre comme le Liban à travers le prisme afghan. C’est bien là le défi principal de la diversité des conflits actuels, soulignée par le Général Georgelin[[90]](#footnote-90). Au Liban, on ne mène pas d’opérations de combat…et il n’y a pas d’ennemi non plus.

Ces réflexions pourraient sembler à certains oublieuses des contraintes de la grande Stratégie ou des impératifs de communication sur la scène internationale. À ceux-ci, le Général de Gaulle aurait adressé cette réponse ironique, rédigée alors qu’il était en poste au Liban dans les années 1930: «*Les sceptiques ajouteraient une troisième solution, à savoir que durent les tâtonnements d’aujourd’hui, puisque ici le temps ne compte pas et que les systèmes comme les ponts et les maisons trouvent facilement moyen de rester debout en porte à faux*».

Ne rien changer, entretenir l’illusion d’un maintien de la paix robuste n’en demeure pas moins un pari risqué.

*Le Chef de bataillon DANIGO est saint-cyrien, officier des troupes de marine. Stagiaire de la 123ème promotion du cours supérieur d’État-major (CSEM), il a occupé les fonctions d’officier traitant au sein du Bureau plans (J5) de la FINUL d’août à février 2010.*



# Washington_Crossing_the_Delaware_by_Emanuel_Leutze,_MMA-NYC,_1851De Chesapeake Bay au Golfe Persique:

# Pertinence d’une approche pragmatique de l’histoire

# dans la formation des logisticiens américains

*Washington Crossing the Delaware*, par Emmanuel LEUTZE,

1851, New York Metropolitan Museum.

*Par le Commissaire commandant Thomas LEBRETON*

*«Que si je vais plus loin encore, et que, parmi ces traits divers, je cherche le principal et celui qui peut résumer presque tous les autres, je découvre que, dans la plupart des opérations de l’esprit, chaque Américain n’en appelle qu’à l’effort individuel de sa raison».*

Alexis de Tocqueville, «***de la Démocratie en Amérique****»*.

**D**epuis le milieu du XIXème siècle, les armées françaises s’ingénient à élaborer des doctrines à partir de l’histoire sans omettre au fil du temps de débattre pour chaque théorie de son degré positiviste plutôt que poppérien, ou encore de sa dimension plus ou moins heuristique[[91]](#footnote-91). De l’autre côté de l’Atlantique, fidèles au cartésianisme qui les caractérise depuis leurs origines[[92]](#footnote-92), les États-Unis témoignent que la conceptualisation de l’histoire n’est pourtant pas le passage obligé pour tirer des événements des enseignements utiles à des futurs chefs militaires. Aussi, tandis que Michel Fabre fait ce constat en matière d’éducation, qu’aujourd’hui «l'Amérique nous retourne le cadeau cartésien, mais paré cette fois des habits plus modestes du pragmatisme»[[93]](#footnote-93), il semble tout indiqué de se demander si la relation simple qu’entretient l’armée américaine avec l’histoire ne serait pas, tout compte fait, des plus vertueuses. Stagiaire de la 6ème promotion du *Theater Logistics Studies Program*[[94]](#footnote-94) (T-LOG) de l’*US Army Logistics University* (ALU), il m’a été permis d’observer comment cette institution recourt généreusement à l’histoire pour enrichir l’une de ses formations, tout en évitant soigneusement de verser dans l’érudition spéculative. Après avoir présenté la place de l’histoire militaire dans la formation puis illustré le type de contenu, il s’agira d’étudier en quoi l’option d’une approche pragmatique de cette discipline peut se révéler tout à fait pertinente pour des officiers en charge de la planification logistique.

### **Le «poids» de l’histoire**

Au sein de l’ALU, l’histoire militaire est une composante essentielle de la formation. S’agissant du T-LOG, chaque jour, les stagiaires sont tenus de lire quantité d’articles et autres extraits d’ouvrages à caractère historique, puis d’en restituer les enseignements le lendemain. En outre, tout au long du stage, l’emploi du temps est ponctué de multiples conférences et de visites de sites historiques (*staff rides* et *battlefield tours*). Curieusement, en dépit du volume de temps important qui lui est consacré, l’histoire ne se révèle pourtant jamais rébarbative. En effet, maîtrisant l’art de délivrer l’information de façon attrayante en diversifiant utilement les supports pédagogiques, en instaurant volontiers des discussions informelles et en mettant en scène les visites, les enseignants parviennent même à élever l’histoire militaire au rang de discipline favorite des stagiaires.

Parmi la multitude de conflits abordés, la Révolution américaine (*American Revolutionary War*) fait l’objet d’une attention toute particulière. À cela, plusieurs explications: si l’on ne peut exclure celle d’un patriotisme fervent, ni celle résultant de la localisation de l’école en Virginie, berceau de la patrie, il est indéniable que c’est d’abord pour son intérêt intrinsèque que cet épisode fondateur est développé en école militaire. Recourir aux enseignements tirés d’un conflit ancien pour former l’armée la plus moderne du monde n’a rien de saugrenu, lorsque ceux-ci répondent pleinement aux qualités de compréhensibilité avec lesquels on forge les meilleures illustrations. Précisément, la guerre d’Indépendance foisonne de situations expressives, d’anecdotes et de symboles forts qui, indépendamment de toute doctrine, permettent de souligner l’impact déterminant d’un soutien logistique indéfectible.

### **George Washington, père de la nation… et de la privatisation du soutien**

L’usage pragmatique de l’histoire fournit d’abord, de façon commode, une légitimité irréfutable aux idées. Par exemple, au moment de s’interroger sur le bien-fondé du recours à l’externalisation de l’action militaire et d’éviter d’avoir à trop s’attarder sur «les enjeux et les risques spécifiques liés à des partenariats public-privé d’un genre particulier»[[95]](#footnote-95), la narration de la victoire éclatante du père de la nation sur Lord Cornwallis au XVIIIème siècle vient à point nommé. Chacun peut y reconnaître en effet le rôle déterminant joué par les particuliers et les organisations privées (*contractors*), à qui le général Washington avait confié, sûr de lui, l’approvisionnement en subsistances de l’armée continentale lancée dans une course contre la montre de 700 kilomètres entre New York et Yorktown. S’agissant de persuader les officiers américains des vertus de l’externalisation, l’expérience de Washington se révèle *a fortiori* comme une alliée plus convaincante que les théories de Williamson et de Wilson.

Servie brute, l’histoire militaire alimente également une source inépuisable de préceptes pratiques et de leçons comportementales. En témoigne par exemple le récit de l’inconscience du général James Mease, choisi pour illustrer la nécessité de doter le combattant d’un habillement adapté mais, surtout, pour rappeler l’exigence de réactivité escomptée chez un décideur. Le «bureaucratisme» effarant[[96]](#footnote-96) dont ce personnage fit preuve en 1778, lorsque l’armée continentale lança une commande de 500 manteaux pour affronter l’hiver, entraîna en effet dans la mort nombre de soldats pour cause d’exposition au froid. Vu l’appétence des Américains pour le factuel, il n’est donc pas surprenant que la célébrité des chefs militaires soit davantage le fruit de leurs citations ou de leurs traits de caractère que de leurs théories. Illustrer plutôt que théoriser.

### **De la pertinence du pragmatisme historique pour la planification**

À quoi l’armée américaine doit-elle un pareil attachement pour le concret? Probablement pas à un goût prononcé pour le prosaïsme. Il serait plutôt tentant de répondre: au rapport privilégié qu’entretient le système de pensée américain avec le pragmatisme, cette attitude quasi philosophique selon laquelle est considéré comme vrai ce qui fonctionne réellement. Aussi, bien que consciente qu’il existe rarement des solutions directement transposables d’un scénario à l’autre, l’institution militaire américaine affectionne particulièrement l’étude des événements issus du passé pour ce qu’ils constituent une source abondante d’inspiration. Elle estime, en outre, que les récits de faits réels jugés dignes de mémoire et libres de tout dogmatisme, ont, par leur clarté, l’immense avantage de marquer aisément les esprits en favorisant la sensibilisation et la mémorisation.

Derrière son apparente simplicité, l’histoire brute cacherait donc bien des vertus. Pour les adeptes du pragmatisme, le refus de théorisation permettrait d’abord de limiter les dérives d’une interprétation erronée des faits. C’est l’idée de Charles Sander Peirce lorsqu’il assimile la doctrine, dont les partisans «se débattent désespérément dans un chaos touffu d'idées», à de la «falsification»[[97]](#footnote-97). L’autre mérite de l’usage pragmatique de l’histoire dans les armées serait de favoriser l’adaptation et l’innovation chez les planificateurs. Qualités d’autant plus précieuses dans un environnement instable où la faculté d’appréciation du chef l’emporte encore sur la rationalisation mathématique. Aussi, bien qu’il s’appuie dans le domaine de la logistique sur les principes du *Lean management*, de la méthode *Six Sigma* et qu’il s’accommode fort bien des *performance metrics* les plus savants, le *Military Decision Making Process* reconnaît le rôle essentiel du «bon sens»[[98]](#footnote-98) individuel dans la prise de décision, en exhortant chaque officier traitant durant la conception des différents scénarii (*courses of actions*), à faire preuve de discernement à partir de ses propres connaissances, notamment historiques, et de son expérience personnelle (*background*). Considérant qu’il n’existe pas une seule, mais une infinité de bonnes solutions, il convient alors, tout au long du processus, de ne jamais enfermer l’individu dans un champ d’idées restreintes. Le recours pragmatique à l’histoire prend donc tout son sens lorsque l’on demande à l’individu de penser par lui-même.

#### **Le pragmatisme, une attitude utile à condition de rester modeste**

En conclusion, l’US Army cautionne chez ses logisticiens planificateurs l’usage d’un raisonnement pragmatique s’appuyant sur de simples faits historiques. S’agit-il pour autant d’une révolution pédagogique irréprochable concernant l’enseignement de l’histoire militaire? Pas si sûr, car il existe bel et bien un risque de sombrer dans un pragmatisme excessif qui s’avérerait plus rigide et plus «falsificateur» encore que la doctrine, celui de chercher à établir, à partir de faits isolés, des conclusions en vue d'une application générale. D’ailleurs, au sein du T-LOG, cette menace est parfaitement identifiée: les premiers jours de cours sont entièrement consacrés au développement de l’esprit critique (*critical thinking*) visant à inculquer aux stagiaires l’art de déceler les pièges dans le raisonnement, comme précisément celui de ne pas faire de l’exception la règle.

*Commissaire sous contrat promu officier de carrière par voie de concours, le Commissaire commandant LEBRETON a été directeur administratif et financier du 2ème régiment étranger de parachutistes de 2003 à 2007. Titulaire de deux mastères 2 dans les domaines de l’administration publique et du contrôle de gestion, il est aujourd’hui stagiaire de la 83ème promotion du cours supérieur du commissariat de l’armée de terre. En 2009, il a suivi le cursus du «Theater Logistics Programm» de l’U.S. Logistics University qui lui a attribué la distinction d’«Honor Graduate»*



# «Le vrai courage c’est la prudence»[[99]](#footnote-99)



## *Par le Chef d’escadrons Antoine de LABRETOIGNE*

***Le contexte de nos engagements actuels, dans lesquels le moindre revers peut avoir un impact majeur et immédiat, conduit à promouvoir la vertu de prudence comme juste équilibre entre la frilosité et la témérité. Il ne s’agit pas de philosophie, mais d’adaptation aux contraintes de notre temps dans une finalité d’efficacité opérationnelle.***

**L**a France, n’a pas hésité, en pleine période de crise budgétaire, à dépenser 1,5 milliards d’euros (soit un demi-porte-avions) pour le traitement d’une pandémie finalement bénigne. La recherche du risque minimum justifie aujourd’hui l’emploi de moyens disproportionnés. La prise de risque est donc considérée comme intrinsèquement insupportable.

Le militaire étant subordonné au pouvoir politique, l’exercice du métier des armes pourrait être, à son tour, «contaminé». On en décèle ça et là quelques symptômes inquiétants: règles d’engagement prolifiques et sclérosantes, mesures de coordination contraignantes, protection croissante du soldat au détriment de sa capacité de manœuvre… Le chef militaire occidental du XXIème siècle chercherait-il lui aussi à se prémunir du risque alors que ses plus illustres prédécesseurs se caractérisaient par leur audace? En d’autres termes, l’audace est-t-elle toujours la vertu cardinale du soldat moderne?

**Le contexte de nos engagements actuels dans lesquels le moindre revers peut avoir un impact majeur et immédiat, conduit à promouvoir la vertu de prudence comme juste équilibre entre la frilosité et la témérité.** Il ne s’agit pas de philosophie, mais d’adaptation aux contraintes de notre temps dans une finalité d’efficacité opérationnelle.

**De manière générale, fuir le risque est une absurdité puisque la prise de risque est facteur d’efficacité**. Prenons l’exemple du saut en longueur: si vous «mordez» au-delà de la planche, vous êtes éliminé. Aucun champion ne cherche pourtant à conserver une marge de sécurité. Tous prennent le risque maximum pour se rapprocher au mieux de la limite. Dans le domaine militaire, le chef qui ne prend pas de risque est prévisible, donc vulnérable. Ses unités, procédurières, manœuvreront lentement, ses réactions seront attendues et les occasions ne seront pas exploitées. La bataille de Cannes, qui reste une référence vingt-deux siècles plus tard, en offre un formidable exemple: en 216 avant Jésus-Christ, Hannibal n’hésite pas à attaquer les légions romaines pourtant deux fois et demie plus nombreuses. Son audace et sa manœuvre géniale lui offrent la victoire. «À ne rien oser risquer, on est condamné à l’impuissance d’abord, à la défaite ensuite»[[100]](#footnote-100) disait Foch. Se prémunir du risque, c’est donc finalement prendre celui de ne plus avoir d’efficacité tactique.

C’est entendu, il faut savoir prendre des risques. Mais pour en conserver le contrôle, **la tentation est grande de limiter la liberté d’action du subordonné.** Ainsi le risque n’étant pris que par le chef, les échelons subalternes restent étroitement encadrés. Mais ce style de commandement ne permet pas l’adaptation et la réaction nécessaires aux inévitables imprévus. Le subordonné incapable d’initiative n’agira que trop tardivement ou sera employé à mauvais escient. C’est l’un des principaux enseignements que *Tsahal* a tiré de la guerre de 2006 au Sud-Liban. Le pouvoir politique, obsédé par les pertes, s’est immiscé dans la conduite des opérations, rendant l’engagement terrestre extrêmement contrôlé. En définitive, avec cent vingt morts, l’armée israélienne n’a rempli aucun de ses objectifs et a perdu en crédibilité. Des études dans le domaine de la «psychologie de l’engagement» confirment d’ailleurs de manière empirique[[101]](#footnote-101) que l’obéissance s’obtient plus facilement par la délégation que par l’autorité. L’essentiel n’est effectivement pas de commander mais d’obtenir. Et l’idéal (le plus efficace) est d’obtenir en commandant le moins possible. Accepter le risque, c’est donc aussi accepter que le subordonné en prenne sa part.

**On pourra répondre qu’au regard des conséquences considérables d’un éventuel «dérapage» tactique, un chef responsable se doit de tendre vers le minimum de risque**. Sa liberté d’action est devenue, dans la plupart des conflits actuels, la cible principale de l’adversaire. Incapable de rivaliser au plan tactique, il s’attaque à l’opinion publique (la nôtre et la sienne) en provoquant et exploitant les fautes. Toute action locale est ainsi susceptible d’avoir un impact stratégique immédiat. L’opération américaine en Somalie l’illustre parfaitement. Le 3 octobre 1993 à Mogadiscio, cent-soixante soldats américains quittent leur base pour s’emparer en souplesse de Mohamed Aïdid, un chef de clan somalien. Cette petite opération tourne au fiasco. Conséquence, le président Clinton est contraint au rapatriement de ses troupes. Ainsi, l’enjeu de l’action tactique est devenu tel que la moindre erreur devient rapidement critique.

**Dès lors,** **une éducation spécifique à l’appréhension du risque s’avère nécessaire, et la vertu à inculquer s’appelle la prudence.** Souvent mal comprise, elle est assimilée à un manque de courage. Or l’homme prudent (tel que l’a défini Aristote) est celui qui est capable de bien délibérer, sachant appréhender une situation, mesurer un risque et agir en conséquence. Cette vertu suppose trois facultés: le conseil (aptitude à écouter, à observer, à percevoir), le jugement (aptitude à distinguer, à comprendre) et le précepte (aptitude à se lancer dans l’action)[[102]](#footnote-102). Qualité de l’homme d’action, elle est celle dont le soldat contemporain a besoin pour évoluer dans l’univers complexe des «guerres bâtardes»[[103]](#footnote-103), où la retenue, la mesure et la patience sont désormais gages de succès. Ainsi, le frileux privilégiera le *statu quo,* même face à un risque faible. Le téméraire mettra en péril le succès de la mission, négligeant le risque critique. L’homme prudent, lui, saura évaluer le risque, qu’il soit faible, significatif ou critique et opter en conséquence pour les moyens justes nécessaires. L’éducation à cette vertu implique, dès le temps de paix et pour toute la hiérarchie, l’expérimentation de la prise de décision par une saine subsidiarité.

Le risque zéro induisant l’effet zéro, le militaire occidental du XXIème siècle doit, comme ses prédécesseurs, accepter une part de risque pour obtenir une efficacité tactique. Mais aujourd’hui, chaque risque est susceptible de devenir critique par l’immédiateté de l’information. Si la tentation est grande de faire de la prise de risque l’apanage du chef, la réactivité de l’échelon subalterne et son aptitude à s’adapter en souffriraient inévitablement. Ce n’est donc pas par un contrôle plus strict mais par une éducation plus poussée qu’il est possible de maintenir une subsidiarité raisonnable, tout en prévenant la faute tactique aux conséquences stratégiques. Il s’agit bien d’inculquer l’aptitude à analyser, à comprendre et à agir: en un mot la prudence.

«Il n’est qu’une façon pour un général de servir l’État, mais il en existe de multiples pour lui porter un très grand préjudice. Pour réussir, la bravoure et la prudence doivent toujours accompagner les efforts et une conduite habile, mais il ne faut toujours qu’une faute pour tout perdre»[[104]](#footnote-104).

*Saint-cyrien de la promotion Général Lalande (1996-1999), le Chef d’escadrons de LABRETOIGNE a effectué sa première partie de carrière au 1er régiment de hussards parachutistes, où il effectue cinq missions en Afrique (Sénégal 2000, RCI 2004, RCI 2006) et dans les Balkans (Bosnie 2003, Kosovo 2007). Il intègre le CSEM suite à deux années à l’encadrement de l’école Polytechnique.*



Chronique d'une guerre annoncée...

## *Par le Chef d'escadrons Fabien TABARLY*

*Subissant une crise majeure dans ses relations avec la communauté internationale, Israël pourrait décider de reprendre l'initiative sous une forme que ses chefs politiques maîtrisent parfaitement: un conflit régional aux effets contrôlés. Cependant, et malgré une expertise forgée par le temps dans ce domaine, de nouvelles contraintes politiques et sociales apparues récemment pourraient obliger le premier ministre israélien et son état major à devoir obtenir une légitimité internationale avant toute action éventuelle.*

**L**es derniers évènements politiques au Moyen-Orient n'ont jamais autant mérité que l'on s'y attarde, et ce pour plusieurs raisons, la plus effrayante étant l'imminence probable d'une reprise des combats par Israël... Ou devrait-on parler d'une reprise de l'initiative?

Le dossier iranien est devenu un noyau autour duquel s'agitent frénétiquement un Occident farouchement opposé à un Iran nucléaire et un Moyen-Orient soutenant l'initiative iranienne. Les premiers, menés par le couple Obama-Sarkozy, souhaitent durcir les sanctions existantes contre le régime de Téhéran; les seconds mettent en avant le droit des peuples à l'accession aux nouvelles technologies tout en prônant habilement un monde sans armes nucléaires, ces dernières étant considérées par l'Imam Khamenei comme «Haram»[[105]](#footnote-105). Mais l'objet véritable de toutes ces excitations n'en demeure pas moins Israël et son front du refus à toute concession territoriale.

Par ailleurs, de nouveaux acteurs, que l'on qualifiera de «médians», profitent de cette situation théâtrale pour faire valoir leur intérêt en jouant sur plusieurs tableaux: la Chine, la Turquie, et plus récemment le Brésil. Notons que ces deux premières puissances, contrairement à l'Union européenne et aux États-Unis, étaient représentées à la «contre-conférence» iranienne sur le désarmement nucléaire du mois d'avril dont les conclusions furent, finalement, très louables... mais étaient-elles sincères? Elles auront en tous cas permis aux acteurs médians de discuter des «accords énergétiques».

Israël semble avoir perdu l'initiative et reste en attente des décisions internationales à venir, à commencer par la conférence de révision du TNP[[106]](#footnote-106) qui s'est déroulée à l'ONU en mai de cette année. Des décisions quant à un éventuel renforcement des sanctions contre l'Iran restent à confirmer, mais les récents évènements au large de Gaza ont sans doute bouleversé l'agenda du Conseil de sécurité. C'est donc pour Tel-Aviv un moment privilégié pour réorganiser ses troupes et se concentrer sur l'essentiel: sa prochaine manœuvre.

Pourquoi Israël serait il susceptible de relancer le conflit armé? Quels en seraient les objectifs? C'est à ces questions que nous tenterons d'apporter une réponse prospective en analysant le contexte géopolitique actuel à partir de sources «ouvertes», puis en menant une réflexion tactique adaptée et pragmatique.

Au Moyen-Orient, un nouvel ordre pourrait progressivement prendre forme autour d'idées, de rejets et d'intérêts convergents.

Le sommet 2010 de la Ligue Arabe qui vient de s'achever aura été marqué par une déclaration sévère du président syrien Bashar al Assad à l'encontre d'Israël. Applaudi par l'ensemble des pays réunis, le «raïs» y aura confirmé son souhait de voir la ligue arabe envisager «d'autres options en cas d'échec des négociations»[[107]](#footnote-107), sous-entendant une possible reprise du conflit armé. Il a convaincu les membres de la ligue de faire converger leurs efforts afin d'obtenir un État palestinien viable. Quant aux relations entre le Liban et la Syrie, elles sont au beau fixe, si l'on se fie aux récentes déclarations du président Sleiman; le différend «Hariri» sur lequel travaille le TSL (tribunal spécial pour le Liban) semble ne plus être un obstacle à une reprise «pragmatique» d'une coopération libano-syrienne.

Le constat d'une Syrie politiquement forte et proactive est intéressant à plusieurs titres. Tout d'abord, rappelons que Bashar-al-Assad était devenu une cible sur laquelle l'administration Bush aurait volontiers frappé si les démocrates n'avaient pas remporté les élections américaines. Rappelons ensuite que de 2003 (condamnation syrienne de l'intervention américaine en Irak) à 2006 (fin du retrait syrien du Liban), la Syrie a été menacée de guerre par les États-Unis et, en réaction, a mené une politique surprenante (mais fine) d'apaisement. Aujourd'hui, Bashar-al-Assad est le meneur discret mais incontesté d'un mouvement de soutien au président iranien. Il relance la communauté internationale sur le sujet des territoires occupés en espérant bénéficier d'une dynamique générale qui aboutirait au retrait israélien du Golan et, avec un peu d'inertie, au retour du Liwa Iskanderun[[108]](#footnote-108). La Syrie a certes mis en sourdine cette dernière revendication au profit d'une meilleure relation avec Ankara, mais croire que l'héritier alaouite qu'est Bashar-al-Assad ait définitivement abandonné l'idée de récupérer le berceau de ses aïeuls[[109]](#footnote-109) reviendrait à sous-estimer gravement le poids de l'histoire et de la tradition orientale. Ne nous leurrons pas: la cause palestinienne reste pour Bashar al Assad, comme elle le fut pour son père, très secondaire.

Acteur de plus en plus présent sur l'échiquier du Moyen-Orient, la Turquie a confirmé son changement de cap vis à vis d'Israël, son grand allié des années 90. Ankara est aujourd'hui invitée à prendre la direction d'un organisme de coopération régionale regroupant les pays de la ligue arabe et quelques pays africains (dont le Sénégal !), tout en réaffirmant son soutien à l'Iran et en refusant un renforcement des sanctions à son encontre comme le souhaiteraient Barack Obama et Nicolas Sarkozy. Bien que ne faisant pas partie des membres permanents du Conseil de sécurité, Ankara pourrait jouer de son influence pour empêcher le ralliement des 9 voix nécessaires à une éventuelle résolution.

Alors que la communauté internationale semble essoufflée par le manque persistant de discernement de l'état hébreu, les langues se délient.

La politique d'Obama envers Israël irrite l'état hébreu, et si la presse internationale relaye cette nouvelle «bombe médiatique» avec autant d'engouement, c'est que cette nouvelle donne pourrait bien produire des effets uniques dans l'histoire des relations américano-israéliennes; les États-Unis se sentent pourtant investis d'une mission de protection et d'accompagnement d'Israël dans son développement, se positionnant comme l'ultime garant de sa sécurité et de son existence, mais la série de camouflets politiques infligés par l'administration de Netanyahu aux Américains ne les laisse plus indifférents. Le HARRETZ parle de «changement radical de la politique américaine envers Israël». Le ministre espagnol des affaires étrangères, Miguel-Angel Moratinos, s'exprimant devant la Ligue arabe, annonce clairement les intentions de l'Union européenne (que l'Espagne préside aujourd'hui) en conditionnant toute paix durable à un retour aux frontières de 1967, emboîtant le pas d'Hillary Clinton qui, devant l'AIPAC[[110]](#footnote-110), n'hésite plus à déclarer que seule la «two states solution»[[111]](#footnote-111) peut garantir une paix durable. Même si l'allié et protecteur indéfectible ne réduira pas ses efforts de soutien à l'État hébreux, l'affaire des constructions à Jérusalem-est aura été violemment ressentie par l'administration Obama, qui ne l'a d'ailleurs pas caché. Le Royaume-Uni, qui n'est pas sans avoir joué un rôle majeur dans la crise arabo-israélienne[[112]](#footnote-112) (même si la conscience collective semble l'avoir mis de côté), déclare aujourd'hui envisager de revoir ses accords de coopération militaire avec l’État hébreu suite à l'utilisation par ce dernier d'armes britanniques lors de l'opération «plomb durci»[[113]](#footnote-113). David Cameron, fraîchement désigné comme Premier ministre britannique, a récemment déclaré à la presse son opposition à la politique menée par l'État hébreu.

Force est de constater l'isolement politique dans lequel l'État d'Israël se trouve aujourd'hui... Netanyahu n'est décidément pas serein.

Reprendre l'initiative... mais à quel prix?

Face à ces facteurs convergents que sont l'affaiblissement du soutien de la communauté internationale, le renforcement du sentiment antisioniste des pays arabes et de Téhéran, auxquels s'ajoute un probable programme militaire nucléaire iranien menaçant la pérennité de l'État d'Israël, la question brûlante d'une reprise de l'initiative par ce dernier devient pertinente. Compte tenu de l'histoire d'Israël et de la politique peu conciliante de son gouvernement actuel, il n'est pas interdit de penser que ce dernier pourrait opter pour une action militaire qui détournerait les regards de sa poursuite de la colonisation et lui éviterait de lever le voile sur son armement nucléaire[[114]](#footnote-114). Le tout étant de savoir quand, sous quelle forme, et quelles en seraient les conséquences.

L'application d'une simple méthode de raisonnement tactique nous conduit à écarter d'emblée *une frappe chirurgicale contre les installations nucléaires iraniennes*.

Tout d'abord, Tsahal n'est pas équipée pour neutraliser simultanément l'ensemble des installations nucléaires et les défenses vectorielles conventionnelles connues (et *a fortiori* inconnues), courant ainsi le risque d'une réponse conventionnelle iranienne à base de vecteurs sol-sol qui ont largement été médiatisés ces dernières années. Ensuite, Téhéran y puiserait la légitimité d'une action de représailles qui, compte tenu de la qualité et du volume de son armée, inspirée par la «mission divine d'éradiquer l'ennemi sioniste», pourrait effectivement provoquer une frappe nucléaire israélienne. Dans ce cas précis, il est peu probable qu'un pays occidental soutienne un tel acte de défense disproportionné (bien que la disproportionnalité reste discutable si l'on considère la taille des deux États). En revanche, il est fort probable que la Syrie s'octroie l'ouverture d'un front est, en commençant par la récupération du Golan ! Quant à la Turquie, à moins d'une légitimité de l'action acquise par un vote de l'ONU, elle n'interviendrait pas pour empêcher une action de l'Iran ou de la Syrie. En revanche, elle pourrait y trouver une occasion d'affirmer son influence dans la zone du Proche et Moyen-Orient en «canalisant» les actions militaires iraniennes ou syriennes pour limiter les dégâts et revêtir ainsi la toison de «faiseur de paix» en coordonnant le processus d'armistice qui suivrait.

Une autre option serait de *s'emparer de Gaza en prétextant combattre le Hamas d'Ismaël Haniye*, mais on ne s'empare pas d'une agglomération hostile de 3 millions d'habitants comme on s'empare d'un pont. Tsahal subirait des pertes inacceptables et ne pourrait justifier des dommages collatéraux bien supérieurs à ceux infligés durant «plomb durci», qui avaient été unanimement condamnés par l'opinion internationale et par les familles des conscrits de Tsahal. De plus, est-il réellement dans l'intérêt d'Israël de combattre le Hamas qui, aujourd'hui, garantit une division politique de l'autorité palestinienne? Ensuite, Israël souhaite envoyer un message fort à l'Iran; s'en prendre au Hamas ne produirait pas cet effet. Enfin, une action contre le Hamas signerait la mort du jeune militaire Gilad Shalit.

L'option la plus probable pourrait être de *reprendre le Liban sud et porter un coup au Hezbollah.*

Cette option est intéressante car elle semble se préciser avec la condamnation par Israël d'une hypothétique livraison de lanceurs «SCUD» au Hezbollah par la Syrie. Cette condamnation pourrait évoluer en «raison nécessaire et suffisante» pour déclencher une opération militaire «préemptive»[[115]](#footnote-115). En pénétrant au Liban sud pour «chasser» le Hezbollah, Israël atteindrait plusieurs objectifs pertinents: elle toucherait l'Iran, la Syrie, diviserait le Liban par le jeu des allégeances confessionnelles divergentes (notons que l'armement du Hezbollah et sa légitimité font aujourd'hui débat au Liban), et laverait l'affront de 2006. En cas de succès, elle s'octroierait un gage territorial supplémentaire qu'elle pourrait remettre sur la table des négociations qui ne manqueraient pas de suivre immédiatement. C'est ce que l'on appelle un «objectif à haute valeur ajoutée».

Pour mener une telle opération, il lui faudrait d'abord réunir plusieurs facteurs: un prétexte déclencheur, un mode d'action prenant en compte la contrainte temps et une politique de sortie de crise.

Tout d'abord, un prétexte, une raison valable aux yeux de la communauté internationale car malgré les velléités de Netanyahu de rester maître de sa politique intérieure, il ne pourra pas s'affranchir indéfiniment d'un soutien international. Nous l'avons mentionné plus haut, la confirmation d'une livraison de missiles SCUD au Hezbollah pourrait suffire; la reprise des opérations de harcèlement par le Hezbollah serait inespérée, mais il semblerait que Damas ait réussi à mettre un terme à de telles actions... pour l'instant. Cependant, celles-ci pourraient reprendre si la communauté internationale condamnait fermement l'Iran suite à la conférence de révision du TNP de mai dernier; C'est ici que la Chine intervient.

Membre permanent du Conseil de sécurité, elle pourrait exercer son droit de veto et empêcher un renforcement des sanctions contre Téhéran, comme elle l'avait initialement fait entendre au dirigeant iranien. Cependant, le président Xhin-Tao aurait fourni récemment l'assurance aux États-Unis et aux Européens qu'il ne s'y risquerait pas. Dans le contexte international actuel, difficile d'affirmer que la Chine se privera d'une collaboration privilégiée avec un Iran aux ressources énergétiques abondantes... dont une Chine en pleine croissance a drastiquement besoin! Au-delà, si la Turquie réussit à fédérer les volontés des pays du Moyen-Orient et le Brésil autour d'un refus de se voir imposer une vision monolithique de la politique internationale, Pékin paierait très cher son soutien à madame Clinton dans l'affaire de l'Iran.

Nous pouvons donc nous attendre soit à une résolution peu contraignante, ménageant les intérêts des puissances émergentes que sont la Chine, le Brésil et la Turquie, soit à une levée des sanctions; la première option semble cependant plus probable !

Ensuite, l'opération ne devra durer que très peu de temps; en effet, les deux dernières opérations de Tsahal ont mis à jour un handicap majeur lié au temps: la vitesse de dégradation de l'opinion israélienne. Les jeunes Israéliens sont convaincus que leur survie est liée à une armée forte et immédiatement disponible, et ne remettent pas en cause le service militaire; mais confrontés aux réalités de la guerre, une forte proportion d'entre eux a besoin d'être motivée par une légitimité de leur action, ce que le commandement de Tsahal ne peut pas toujours garantir. Si Israël a été fondé dans une dynamique de solidarité, il a très vite trouvé son ferment dans le combat contre ceux qui voulaient le priver d'existence; or aujourd'hui, la plupart des pays arabes reconnaissent directement ou implicitement le droit à cet État d'exister (l'Égypte depuis Camp David, l'Autorité palestinienne depuis les accords d'Oslo). Les jeunes conscrits de Tsahal rentrent le soir chez eux et la télévision câblée ou Internet leur procurent les moyens de se faire leur propre opinion, affectant ainsi leur motivation. Tsahal devra donc profiter de l'état de grâce que procure une agression en règle, mais devra aussi tenir le terrain rapidement, ce qui exige un déploiement colossal de troupes.

Enfin, forte d'un gage territorial supplémentaire et d'une position de «vainqueur», Israël pourrait baser sa sortie de crise sur la cession immédiate des fermes de Shebba (annihilant ainsi le seul prétexte justifiant l'armement du Hezbollah), du Liban sud et /ou d'une partie du Golan, pour conserver Jérusalem comme capitale de l'État hébreu et refroidir ainsi toute velléité des pays extérieurs de revendiquer un autre statut pour cette ville trois fois sainte. Jérusalem (avec la capacité sous-jacente de poursuivre la colonisation et d'étendre le territoire israélien) contre le Liban sud, une partie du Golan et une garantie politique de voir un État palestinien émerger enfin ! Avouons que cela pourrait être tentant...

Il resterait à régler l'«atomisation» de l'État palestinien (Gaza et la Cisjordanie ne procurent pas l'unité territoriale nécessaire à un État viable), mais ceci est une autre histoire !

**Pour conclure**, soyons certains qu'Israël n'a pas pour habitude de se laisser dicter sa politique et doit aujourd'hui reprendre l'initiative sous une forme qui reste à déterminer. Si une action au Liban sud reste une option possédant un fort «retour sur investissement», sa gestion devra être fine, souple et réactive pour ne pas dégénérer en conflit majeur; Israël a déjà prouvé qu'il en était capable.

Soyons certains que l'état d'esprit des leaders de la majorité et d'une grande partie de la population israélienne est celui d'un «lapin sur les bancs de l'école des loups», ce qui implique un devoir de rester maître des décisions prises dans la «classe» et de se préserver un espace de manœuvre. Un écrivain israélien «pacifiste» déclarait récemment à la télévision française «ce n'est pas ce que nous faisons qui nous est reproché, mais ce que nous sommes... ». L’avenir d'Israël doit-il être garanti par l'entretien d'un conflit, une instabilité qui lui permet de changer de posture rapidement? L'avenir de cette région ressemble tellement à son passé que Netanyahu ne doit vraiment pas être serein.

*Diplômé de l'École Militaire Interarmes, promotion Général Gandoët (1996-1998), le Chef d'escadrons TABARLY est issu de l'arme blindée-cavalerie. Lauréat du concours DT LRI 2009, il poursuit une formation en langue arabe à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales (INaLCO). Il est l'auteur d'un article publié en mai 2010 dans le quotidien libanais – «L'orient, le jour» - intitulé «Axe turco-syrien: pour une union du Levant».*



**Maîtrise des risques:**

**Synergies entre outils militaires et civils?**

*Par le Lieutenant (ORSEM Air) Jean-Marc BOSC*



***Dans cet article, la méthode A.M.D.E.C.[[116]](#footnote-116), très utilisée dans l’industrie, est mise en perspective avec la planification de la manœuvre et plus particulièrement sa pièce maîtresse: le plan de manœuvre. L’analyse de ces deux outils présente, pour le spécialiste de la maîtrise des risques, une similitude frappante aussi bien en termes d’objectifs que de raisonnement. La question de la pertinence de l’utilisation d’un formalisme A.M.D.E.C. adapté à la manœuvre militaire, notamment pour l’évaluation de la criticité des différents événements pouvant survenir durant l’action, est posée. La possibilité de cette synergie est un nouvel exemple de l’intérêt d’accueillir au sein de l’institution militaire des réservistes capables d’être des relais, au sens du Livre Blanc 2008, entre le monde civil et le monde militaire (et vice- versa)[[117]](#footnote-117).***

**L’analyse des modes de défaillance, de leurs effets et de leur criticité (A.M.D.E.C.)**

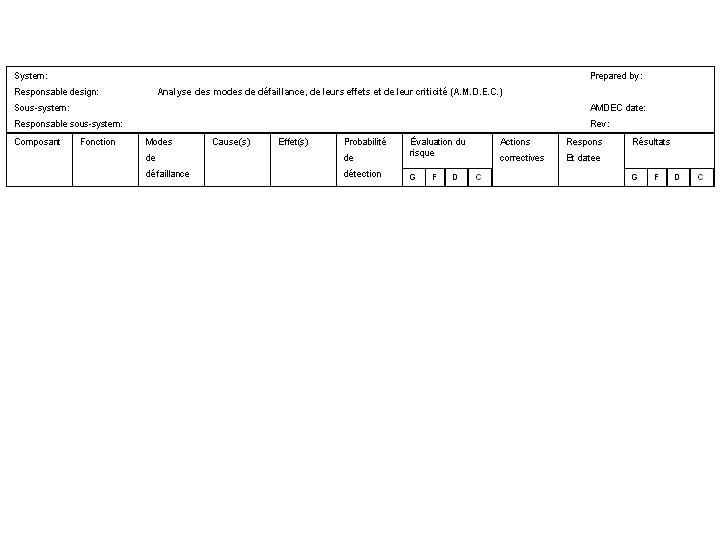
L’analyse des modes de défaillance, de leurs effets et de leur criticité (A.M.D.E.C.) a des origines militaires; elle apparaît, en effet, à la fin des années 40, aux États-Unis, dans le domaine du nucléaire militaire via la norme militaire Mil-Std-1629[[118]](#footnote-118). Elle franchit l’Atlantique dans les années 60, puis est utilisée en France dans le domaine aéronautique (Concorde puis Airbus) ainsi que pour les grands programmes spatiaux. La méthode pénètre ensuite, au cours des années 70, le domaine nucléaire civil, celui des transports terrestres et celui des grands travaux. L’A.M.D.E.C. est alors formalisée par Ford pour le domaine automobile. Cette méthode s'attache à expliquer comment un dispositif peut être amené à ne pas fonctionner et quelles seront les conséquences de ses dysfonctionnements sur la performance attendue. C’est une méthode d'analyse inductive. Son point de départ est la recherche des événements élémentaires pour en déduire les conséquences finales (opposée aux méthodes déductives, qui analysent la conséquence finale pour rechercher les événements élémentaires). Elle permet:

* de **recenser** et de définir les différentes fonctions du produit/service, procédé ou moyen de production étudié (systèmes, sous-systèmes et composants élémentaires);
* d’**analyser** les défaillances par le recensement des modes de défaillance, l'identification des causes de défaillance générant ces modes de défaillance, d’**estimer** les risques liés à l'apparition de ces défaillances, de **mener** la recherche des modes de détection de ces défaillances et d’**établir** leur efficacité;
* de **hiérarchiser** les défaillances par la cotation de la criticité et d’**engager** les actions correctives à apporter au dispositif (prévention).

L'A.M.D.E.C., est une méthode de travail de groupe qui, pour être efficace, doit suivre les règles de la conduite de réunion. Elle doit également réunir des experts du sujet à traiter, en veillant à ce que toutes les compétences et les expériences nécessaires soient représentées, ce afin d'envisager le problème sous tous les angles possibles.

**Les étapes de la méthode**

Le déroulement de la méthode A.M.D.E.C. s’effectue selon les étapes suivantes: **initialisation** (recherche documentaire), **constitution** du groupe de travail, **analyse** des modes de défaillance et de leurs effets (A.M.D.E.), **calcul** de la criticité de chaque événement (par le triplet G: gravité, F: fréquence et D: probabilité de détection), **définition** des actions correctives, **évaluation** des nouveaux indices de criticité et, enfin, suivi du plan d’action. La **synthèse** de ces travaux est généralement effectuée sous forme de tableau (Figure 1).



*Figure 1: exemple de tableau A.M.D.E.C.*

M.E.D.O. et plan de manœuvre

La méthode d’élaboration d’une décision opérationnelle (M.E.D.O.) est l’outil de raisonnement des questions tactiques dont la finalité reste l’élaboration des ordres opérationnels à tous les échelons du niveau tactique[[119]](#footnote-119). ***Spécifique à l’armée de terre***, la M.E.D.O. se caractérise par la prise en compte des évolutions actuelles du contexte d’engagement des forces. La M.E.D.O. s’appuie sur les principes de planification opérationnelle en vigueur dans l’O.T.A.N.[[120]](#footnote-120). La mise en œuvre de la M.E.D.O. est étroitement liée à la planification de la manœuvre.

Selon la note O.T.A.N.: «*Planifier la manœuvre, c’est envisager à l’avance toutes les décisions à prendre en fonction des situations qui peuvent se présenter au cours de l’engagement et ce, en fonction de deux paramètres essentiels: AMI et ENNEMI qui évoluent l’un contre l’autre dans le temps et l’espace ainsi que dans toute la profondeur du champ de bataille. La planification de la manœuvre comprend toujours un plan de manœuvre. C’est la pièce maîtresse de la planification et du travail de tout l’état-major pour permettre au chef de prendre au bon moment les décisions les plus adaptées aux évolutions de situation du fait de l’ennemi ou des ordres de l’échelon supérieur.* ***Il s’agit donc d’imaginer l’imprévu et d’étudier les décisions à prendre pour y faire face***». Il est ici notable de constater que le plan de manœuvre et l’A.M.D.E.C. ont globalement un même objectif. Un exemple de plan de manœuvre proposé par la documentation tactique de l’École d’état-major présenté sur la figure 2 montre bien cette similitude.



*Figure 2: exemple de plan de manœuvre (selon documentation tactique de l’École d’état-major)*

Une synergie entre méthodes militaires et outils civils est-elle possible?

La similitude entre le plan de manœuvre et une analyse A.M.D.E.C. est frappante. Il n’existe pas de modèle réglementaire de plan de manœuvre et ceux proposés ne sont que des exemples possibles. Fort de ce constat, il serait pertinent d’évaluer la possibilité d’utiliser le retour d’expérience important accumulé, dans le domaine civil, dans l’utilisation de l’outil A.M.D.E.C., et d’en concevoir une version «militarisée» adaptée à la manœuvre militaire. Les modifications les plus importantes pourraient être l’intégration dans ce formalisme des aspects temporels liés à la manœuvre militaire, et de garder les aspects d’évaluation de la criticité inclus dans l’A.M.D.E.C. Cette notion, qui n'est pas explicite dans le plan de manœuvre, permettrait de rendre plus objective la hiérarchisation des menaces. Pour cela, une collaboration étroite entre experts militaires et civils devrait avoir lieu afin de définir les barèmes de cotation et donner un équivalent pertinent aux barèmes civils concernant la gravité, la fréquence et la détection des événements.

Conclusion

Le formalisme du plan de manœuvre n’étant pas figé par la documentation tactique de l’École d’état-major, nous proposons de réfléchir à l’adaptation, pour un usage de planification opérationnelle, du formalisme A.M.D.E.C. À cet effet, les aspects temporels de la manœuvre devront être pris en compte, ainsi que l’intégration, à l’aide de barèmes *ad hoc*, de la notion de criticité permettant la hiérarchisation des scénarios. L’apport de réservistes opérationnels maîtrisant ces notions pourrait être précieux pour le personnel d’active chargé de réfléchir à cette problématique. Une telle synergie est conforme aux orientations du Livre Blanc sur la Défense et la sécurité nationale de 2008.

*Le Lieutenant (E.S.R.) Jean-Marc BOSC, ingénieur diplômé de l’École nationale de l’aviation civile, docteur de l’I.N.S.A. de Toulouse, est réserviste au sein du centre d’expériences aériennes militaires (C.E.A.M.) de Mont de Marsan. Il est actuellement responsable grands comptes pour une grande entreprise aéronautique, sur le marché militaire européen. Il conduit, depuis une quinzaine d’années, une activité de recherche dans le domaine de la «sûreté de fonctionnement en conception». De plus, il intervient, depuis 1995, dans plusieurs établissements d’enseignement supérieur, dans les domaines de la maîtrise des risques et de la maîtrise statistique des procédés (M.S.P.). Il a suivi le cours supérieur de l’école supérieure des officiers de réserve du service d’état-major (C.S.O.R.S.E.M.) et obtenu le diplôme d’état-major (DORSEM) en 2010.*



### **Peut-on militairement couper**

### **une guérilla de ses arrières?**

#### **De la bataille des frontières au plan Challe**

**(Algérie 1957-1961).**



*Par le Chef d’escadron Alexis LAPACHERIE*

***À travers l’exemple des barrages frontaliers déployés au cours de la guerre d’Algérie et de leur efficacité d’un point de vue militaire, l’auteur tire des enseignements pour les conflits de même nature en cours ou à venir. Il conclut que, quelle que soit l’efficacité des mesures militaires adoptées, celles-ci ne suffisent pas pour vaincre une insurrection. Pour obtenir la victoire, l’action militaire occidentale doit s’accompagner d’une action globale et agir en complément des forces nationales ou locales.***

**J**uin 1957. L’armée française déploie 400.000 hommes pour maintenir l’ordre en Algérie. La rébellion a gagné l’ensemble des trois départements. L’armée de libération nationale (ALN) compte alors plus de 40.000 combattants. La Tunisie et le Maroc lui servent de base arrière; nouvelles recrues, armes, munitions, équipements franchissent les frontières. La population, de gré ou de force, cache et nourrit la guérilla. La situation militaire est préoccupante pour la France.

Afin de briser la résistance de cette guérilla, la décision est prise de couper sa chaîne de ravitaillement extérieur en fermant hermétiquement les frontières, puis d’isoler et de réduire successivement chacune des Wilayas pour couper l’ALN de la population.

La bataille des frontières, ou comment couper la guérilla de ses soutiens extérieurs

La victoire, pour la France comme pour les insurgés, ne peut reposer sur une bataille décisive. L’ALN sait qu’elle ne peut pas s’imposer dans des combats réguliers contre les forces françaises. Par contre, elle veut tenir une portion du territoire algérien qui serait pour l’opinion internationale l’embryon du territoire d’un nouvel État. Pour cela, il faut des hommes et des armes. Les infiltrations à travers la frontière tunisienne permettent aux maquis de se renforcer. Chaque mois, des milliers d’armes et de combattants rejoignent les Wilayas. De son côté, l’armée française n’a pas la capacité de mettre en échec les rebelles et d’occuper le terrain en permanence. Seule une approche indirecte peut résoudre ce problème. Il faut obliger l’ALN à combattre sur un terrain défavorable en lui ôtant le bénéfice de la surprise. La guerre des frontières est commencée.

La ligne Morice couvre la frontière tunisienne des bords de la Méditerranée aux confins du Sahara. 600 km de fortifications, 21 régiments établis dans la profondeur et une mission: couper l’ALN de ses bases arrières. Elle est constituée par une clôture électrifiée de 7.000 volts doublée de part et d’autre de réseaux de fils de fer barbelés et de chemins de ronde. Un poste tous les 10 km renforce le dispositif et a les moyens techniques de détecter les intrusions lors des coupures de la clôture électrique. Quatre régiments d’infanterie légère sont positionnés en avant de la ligne, six régiments de cavalerie défendent les fortifications et effectuent les patrouilles, six régiments ratissent les arrières et cinq régiments de la réserve générale (parachutistes ou légionnaires) traquent les insurgés qui auraient réussi à s’infiltrer. En outre, treize bataillons du génie, trois détachements d’hélicoptères et des unités de l’armée de l’air sont en appui[[121]](#footnote-121). L’objectif est simple: contraindre les rebelles à engager le combat pour percer le dispositif et les détruire dans des opérations d’encerclement. Le dispositif n’a pas vocation à être statique. La ligne sert de filet, mais les combats se déroulent en amont et surtout en arrière contre les groupes ayant réussi une percée. Le combat est décentralisé, laissé à la responsabilité des régiments. L’unité qui a détecté une intrusion la prend en compte et commande les renforts qui lui sont confiés.

Printemps 1959. Après neuf mois de travaux, la ligne Morice est étanche. Le flux de ravitaillement extérieur est sérieusement endigué et l’ALN a perdu 20.000 hommes lors de ses tentatives de franchissement.

# Le «plan Challe» ou la destruction des maquis de l’intérieur

Le 12 décembre 1958, le général d’aviation Challe est nommé au commandement militaire de l’Algérie. Alger a été reconquise par le général Massu. Les frontières sont verrouillées. La côte et les grandes vallées sont quadrillées par l’armée française et ses supplétifs… Restent les «zones interdites», refuges des maquis de l’ALN qui sillonnent les montagnes de l’intérieur. La situation politique de la France est difficile; il faut des succès militaires sur la guérilla pour pouvoir aborder en position de force les négociations en cours.

Les opérations du «plan Challe» s’étendent de février 1959 à avril 1961. Leur objectif est d’asphyxier les maquis. Le «quadrillage» des régions déjà pacifiées, trop statique et consommateur d’effectif, est allégé. Les «zones interdites», refuges de la guérilla, sont encerclées les unes après les autres. De l’ouest vers l’est, chaque massif est ratissé. Les opérations «Courroie», «Étincelle», «Jumelles», «Pierres précieuses» mobilisent plus de 40.000 militaires contre les Wilaya V, IV, III, II et I. Les unités de la réserve générale sont fortement sollicitées. Les ratissages à pied sont combinés avec des opérations héliportées. À la fin de chaque opération le terrain reconquis est laissé aux sections administratives spéciales et à leurs harkas pendant que les commandos de chasse traquent les derniers rebelles.

Le potentiel militaire des Wilayas est réduit de moitié. L’ALN a perdu 26.000 hommes dans ces combats. Des régions complètes sont sécurisées. Les effectifs militaires de l’ALN sont estimés à 46.000 en 1958, 20.000 en 1960, 16.000 en 1961.

**Que conclure?**

* ***En Algérie, des victoires militaires mais une défaite politique***

Le 18 mars 1962, la France quitte l’Algérie. Les combats sont gagnés mais la guerre est perdue. La guérilla est asphyxiée, l’ALN est épuisée, mais la France a perdu le combat politique. Cette guerre sans nom ne peut donc être limitée à une suite d’opérations de pacification, de vallées reconquises, de chiffres de Fellagas abattus ou de stocks d’armes saisis.

La victoire militaire face à une insurrection ne peut être totale; aucune bataille n’est décisive; une victoire militaire définitive est donc impossible.

* ***Analyse des ressorts de l’insurrection***

La résilience d’une guérilla ne dépend pas juste du nombre d’insurgés, de la somme de ses équipements et de ses soutiens extérieurs, mais de l’idéologie qui alimente son action.

En Algérie le «centre de gravité» de l’ALN n’était pas ses soutiens extérieurs ou sa logistique, mais sa farouche volonté d’indépendance. La volonté des peuples, surtout si elle alimentée par une idéologie dominante – désir d’indépendance et socialisme hier, désir d’indépendance, islamisme et haine de l’occident aujourd’hui –, ne semble pas pouvoir être vaincue militairement, surtout par une armée perçue comme étrangère.

* ***Des enseignements transposables?***

Il est tentant, en s’affranchissant de l’espace et du temps, de faire un parallèle entre l’insurrection en Algérie et la guérilla afghane. Si l’histoire de la guerre d’Algérie est écrite, celle des opérations en Afghanistan est en cours. Nous pouvons noter quelques ressemblances: un terrain montagneux, des combattants rustiques, un combat asymétrique, des chocs culturels et idéologiques et un engagement occidental militaire massif. Nous pouvons essayer de tirer quelques enseignements tactiques de la guerre d’Algérie: l’importance du maillage du territoire, le rôle majeur du combat héliporté permettant d’engager des réserves mobiles, la coordination interarmes et interarmées et les actions pour couper l’ennemi de la population et de ses bases arrières.

Vaincre une guérilla militairement semble, depuis la deuxième moitié du XXème siècle, presque impossible. La volonté des peuples, mue par une idéologie montante, donne une puissance et une capacité de durer à des insurrections qui ne sont pas compatibles avec nos agendas occidentaux. Les opérations basées uniquement sur des actions militaires visant une victoire totale semblent vouées à l’échec. L’action militaire occidentale doit donc s’accompagner d’une action globale et agir en complément des forces nationales ou locales.

*Le Chef d’escadron Lapacherie, Saint-Cyrien de la promotion «Commandant Morin» (1994-1997) est officier de l’arme du train. Il sert au 515ème RT, de 1998 à 2005,comme chef de peloton, adjoint d’escadron puis commandant d’unité. Au cours cette période il participe à différentes opérations extérieures (Kosovo, Croatie, Polynésie). De 2005 à 2009 il est chef de service au 526ème BT. Il quitte cette fonction pour être officier traitant planification de la MINURCAT au siège de l’ONU. Après un diplôme du CSEM, il suit les cours du CID avant de se diriger à la mi-2011 vers un brevet technique (mastère à HEC).*



**Le militaire à l'écoute**

**du sociologue?**

# Plaidoyer pour la sociologie militaire

*Par le Commandant Michel SAGE*

*Le commandant SAGE milite en faveur d’une plus grande proximité de la sociologie, du sociologue et du chef militaire. À dessein, il remet en question l’hermétisme qui semble caractériser les sciences humaines et sociales pour repositionner la sociologie dans la boîte à outils des décideurs.*

**E**n l'an 2000, Pierre Morin et Eric Delavallée, spécialistes de management et enseignants à l'Institut d’administration des entreprises (IAE) de l’université de Paris 1 Panthéon - Sorbonne, publiaient aux Éditions d'Organisation: «***Le manager à l'écoute du sociologue***». Cet ouvrage, par ailleurs Grand prix du livre de management et de stratégie, mettait judicieusement au profit du monde de l'entreprise les principaux enseignements de la sociologie, notamment une analyse des organisations. Comme on le sait, les acquis des sciences humaines et sociales sont en effet souvent «récupérés» et instrumentalisés jusque dans des domaines aussi inattendus que le marketing publicitaire, le discours politique ou la formation des cadres. Ce sont notamment ces «récupérateurs» que Pierre Bourdieu fustigea en son temps comme des «ingénieurs sociaux», accusés – non sans mépris – de *prostituer* pour ainsi dire la sociologie à des fins de domination et surtout, *in fine*, de profit. Finaliser utilement dans la pratique les acquis de chercheurs scientifiques semble être parfois ressenti par ces derniers comme une véritable *dépossession*. Mais, malgré toutes ces polémiques, dans nos sociétés largement médiatisées et numérisées, les connaissances des chercheurs sont à la portée de tous: encore faut-il être attentif à leurs enseignements. Ainsi, si le manager prend conseil aujourd'hui chez le sociologue, pourquoi le militaire n'aurait-il pas à y gagner, lui aussi, pour parfaire son intelligence du monde, mais aussi pour mieux comprendre son propre environnement socio-professionnel, sa propre institution et donc, par voie de conséquence, pourquoi pas mieux y vivre? Certes, un mur invisible semble parfois séparer les sociologues et le grand public, mais cet obstacle n'est bien souvent qu'une illusion, encore trop souvent entretenue artificiellement par la jalousie exclusive et idéologique de quelques-uns, ainsi que par une certaine pusillanimité intellectuelle des autres.

## L'illusion de sciences humaines et sociales sanctuarisées

Un peu dans le même esprit que Bourdieu, mais dans un but sensiblement différent, l'association des anthropologues américains condamnait ainsi à l'automne 2007 le détachement de jeunes chercheurs au plus près des troupes américaines, en tant que «conseillers ethniques», pour mieux comprendre ce que la doctrine militaire américaine nomme le «human terrain» (terrain humain). Il s'agissait alors de stopper net la compromission de la science à des fins militaires de renseignement, donc des fins politiques, par ailleurs jugées ici ou là contestables. L'argument principal était de ne pas dénaturer le rôle des anthropologues en en faisant des auxiliaires de l'armée, et d'éviter ainsi que les peuples qu'ils étudient ne les soupçonnent d'intentions cachées autres que l'avancée de la science. Mais on sent bien quel est l'enjeu pour les chercheurs en sciences sociales: dévoiler des mécanismes, mais ne pas laisser n'importe qui utiliser leurs conclusions à des fins propres, ou du moins à des fins que leur conscience n'approuverait pas. Cette illusion de maintenir – au moins partiellement – la science dans une sphère théorique hors de la sphère de la pratique quotidienne des hommes a certainement une source éthique, et c'est honorable. Mais cela reste une illusion. On ne peut «réserver» durablement la science, pas plus qu'on ne peut «réserver» la littérature ou la musique. Depuis la Première Guerre mondiale, par exemple, on se jura de ne plus utiliser la chimie pour mener les éventuelles guerres suivantes, car le procédé était décidément trop inhumain. Mais, lors de la seconde ce fut pire, car elle alla jusqu'à servir à des massacres organisés de civils; et l'on sait que, depuis, les armes chimiques, au-delà des conventions de façade, restent une menace réelle et terrifiante dans les conflits d'aujourd'hui et de demain. Pourquoi, sinon, décréter que les techniques nucléaires, bactériologiques et chimiques (NBC) doivent être au coeur de nos réflexions tactiques et de la prospective militaire? Enfin, comment pouvoir affirmer que les sciences, y compris les sciences humaines et sociales, doivent rester des *prés carrés* réservés à une aristocratie universitaire, seule autorité intellectuelle légitime apte à délivrer sa connaissance ? Ce patrimoine commun des sciences humaines et sociales est aujourd'hui à la portée de tous, via des revues à grands tirages, comme «Sciences Humaines», des documentaires télévisés et surtout l'Internet, qui fait figure aujourd'hui d'encyclopédie universelle. Diderot aurait-il rêvé mieux que WIKIPEDIA, sinon dans son procédé d'élaboration, au moins dans son extraordinaire diffusion?

Malgré certaines crispations et certaines réserves du milieu académique, les sciences humaines et sociales, et parmi elles la sociologie, sont donc de plus en plus souvent convoquées par les hommes de décision et d'action de tous les secteurs d'activité. Notre époque a vu l'avènement du cabinet de conseils, où fourmillent les sociologues. Pourtant, la sociologie laisse encore certains perplexes... À franchement parler, la sociologie passe encore trop souvent auprès du plus grand nombre pour une science complexe, nécessitant beaucoup de références théoriques, qui plus est politiquement très marquée à gauche. Une science subversive, en quelque sorte (même si tous les grands sociologues français ne suivent pas, dans leur système de pensée, que les traces de Durkheim ou Bourdieu, mais aussi celles de Aron ou de Crozier), à laquelle on dénie parfois même le titre de «science», où qu’on range dans des sciences dites «molles». Cette image de la sociologie est en fait très ambivalente. Sous des dehors très austères et politisés, la sociologie passionne en fait rapidement, même celui ou celle qui n'a pas forcément un bagage universitaire. C'est qu'elle a souvent pour objet ce que les médias appellent les «phénomènes sociaux», qui ne sont autres que ceux qui sont traités dans les documentaires télévisés aux heures de grande écoute, comme *Capital, Droit de savoir, Reportages* ou *Enquêtes exclusives* et bien d'autres émissions qui fleurissent sur la TNT. L'objet de la sociologie est, en réalité, très accessible, très proche de nos préoccupations; mais la science sociologique elle-même peut l'être aussi. De fait, nul n'a besoin d'être doctorant universitaire pour lire des auteurs très accessibles comme Goffman («***Les rites d'interaction***»), Sennett («***Le travail sans qualités***»), Becker («***Outsiders***») voire même certains ouvrages de Pierre Bourdieu («***Questions de sociologie***», «***Sur la télévision***», «***Contre-feux***» 1 et 2), pourtant souvent réputé ésotérique... Évidemment, chaque auteur défend à mots couverts une thèse ou confirme une hypothèse; mais reconnaissons qu'il adopte rationnellement une méthode, des arguments et un système théorique qui vont la démontrer. Encore faut-il le lire pour savoir si l'on adopte, même partiellement, ou pas du tout, son point de vue sur une question donnée, et surtout si son argumentation est scientifique, bref, si ce qu'il affirme «tient la route»...

## Pourquoi le militaire ne se mettrait-il pas, lui aussi, à l'écoute du sociologue?

Parallèlement à cet élan de diffusion médiatique et managériale de la fin du siècle dernier, la sociologie militaire s'est relativement développée dans le monde universitaire, et les apports de la sociologie dans nos armées ont déjà été pris en compte depuis une quarantaine d'années. Mais son image pour les militaires n'a pas toujours été très nette, ni bien comprise. Pour le sens commun, le sociologue qui enquête dans les armées peut facilement être suspecté sinon d'antimilitarisme, au moins de voyeurisme, au pire d'espionnage au profit de la hiérarchie. De fait, sorti de la guerre d'Algérie, il s'agissait surtout de s'intéresser à la condition militaire, notion apparue somme toute assez récemment. La refonte des règlements et l'aménagement du statut des militaires allaient de pair avec une certaine fonctionnarisation des militaires, qu'il s'agissait de contrôler afin de proscrire définitivement le traumatisme – durable, quoiqu'on en dise – de la sédition du putsch d'Alger. Plus récemment, les études sociologiques ont permis de suivre des phénomènes sociaux particuliers qui ont profondément modifié le visage de nos armées: la féminisation, la civilianisation, l'intégration des descendants d'immigrés récents, entre autres. Elles ont le mérite également de suivre le moral des troupes à travers un rapport annuel; mais là encore, il peut sembler décourageant à certains, y compris ceux qui le réalisent, de voir parfois ce moral si mauvais et de voir si peu de considération et de mesures correctives, l'argument budgétaire – *a fortiori* en temps de crise – faisant office de «discours-écran» systématique. Admettons que pour un militaire, mais aussi dans l'opinion générale, il semble que la sociologie s'intéresse surtout à ce qui ne va pas, ou pourrait ne pas aller. D'ailleurs, un sociologue *n'enquête*-t-il pas, que ce soit au moyen d'entretiens ou de questionnaires, comme le policier *enquête* après un délit ou un crime? Cette science, qui cherche à dévoiler des mécanismes occultés par les discours, la présentation de soi voire l'affichage institutionnel, a tout pour être subversive et, potentiellement, elle l'est: *a priori*, elle cherche à savoir quelque chose qui n'est pas encore su!

C'est d'ailleurs justement cette finalité passionnante qui aiguise notre curiosité intellectuelle: en lisant le travail d'un sociologue, quelle prénotion va-t-il battre en brèche, quelle contre-intuition va-t-il mettre à jour et avec quelle habileté, quelle crédibilité? Est-ce que je souscrirai à son analyse? Que va-t-il me **révéler**? La curiosité peut parfois se mêler à une certaine angoisse: celle de la remise en question, celle de l'érosion ou de la disparition de croyances profondes, de certitudes ancrées, peut-être même de principes inculqués, voire de confortables préjugés. Mais pour l'honnête homme, nous conviendrons que la **peur** de savoir ne saurait l'emporter sur la **nécessité** de savoir. La sociologie, c'est parfois l'inconfort; BoltanskI dit même quelle doit «rendre la réalité inacceptable», signifiant par là qu'on ne doit pas «gober» tout état de fait avec fatalisme, mais chercher avant tout à le comprendre. C'est pourquoi le militaire doit se mettre à l'écoute du sociologue, tout comme il est déjà à l'écoute du géographe avant une projection extérieure. Être à l'écoute ne signifie évidemment en aucun cas singer bêtement, mais s'approprier intelligemment et utilement le résultat du travail d'autrui. Cela est d'autant plus facile que les branches de la sociologie ne cessent de se diversifier: la famille, l'éducation, l'organisation, le travail, la culture, le sexe, les classes populaires, la prison, jusqu'aux études culturelles (*cultural studies*) et aux études de genre (*gender studies*) en vogue actuellement aux États-Unis... Certes, tous les domaines de la sociologie ne provoquent pas chez nous le même intérêt, mais cela est légitime: quel passionné de sciences a matériellement le temps de s'intéresser à toutes les branches sans exception de la physique ou de la biologie?

Pour mieux comprendre ses chefs, ses subordonnés, ses pairs, mais aussi des événements, des processus, des attitudes et des comportements, les concepts sociologiques pertinents pour l'institution militaire ne manquent pas: la **zone d'incertitude** entre l'organigramme et les règlements d'une part, et la réalité de la pratique et des relations humaines au quotidien d'autre part, en sont des exemples . Le concept de **capital symbolique** que peut détenir un militaire en est un autre: les insignes d'arme, les décorations, les régiments où l'on a servi, le nombre et la difficulté des opérations extérieures, le fait d'être de la «mêlée» ou du «soutien», sont autant d'indicateurs de prestige qui nous différencient, nous donnent un capital cumulatif de l'ordre du symbolique qui légitime nos aspirations à tel poste ou à telle fonction, expliquent nos attitudes, influent sur notre langage ; la **socialisation** du militaire enfin, par l'école puis par l'arme, qui débute dès qu'il revêt l'uniforme, est bien différente pour un OAEA et un Saint-Cyrien puis, dans la carrière, pour un chasseur parachutiste tireur d'élite et un maintenancier chaud et froid... Autant d'outils théoriques que les chercheurs civils ont développé dans un contexte non militaire qui sont autant d'outils à s'approprier pour mieux comprendre, et donc mieux vivre au sein de notre institution.

Quoi qu'il en soit, il n'y a rien à perdre à connaître ces notions et ces concepts, car, au pire, si certains d'entre eux ne sont pas pertinents pour décrire tel ou tel aspect d'une condition militaire décidément trop spécifique, ils nous permettront sans nul doute de comprendre d'autres aspects jusque là négligés et, plus globalement, d'autres phénomènes de notre société, renforçant ainsi notre intelligence du monde et notre compréhension rassérénée des grands paradoxes, ce que certains appellent déjà la post-modernité... Devant de telles potentialités encore offertes par la sociologie militaire, et si l'on est friand de polémique, on pourrait alors se poser la question de savoir si celle-ci doit être faite par des chercheurs universitaires (garantie de rigueur scientifique et d'objectivité) ou bien par les militaires eux-mêmes (meilleure connaissance du «terrain humain»), voire par les deux en coopération, mais ceci est déjà un autre débat...

*Sous la direction de Monsieur Jean-Michel Morin, le Commandant SAGE travaille actuellement sur un mémoire de mastère en sciences sociales dont le titre provisoire est: «L'exercice de l'autorité chez les commandants d'unité de l’armée de Terre: quelles ressources pour imposer sa volonté?». Il s’agit d’une étude essentiellement axée sur divers styles de commandement ainsi que sur les déterminismes sociaux qui leur sont liés, au-delà des seuls finalités et contextes des missions confiées.*



**Stratégies de sécurité humanitaires:**

**vers une évolution conceptuelle?**

# *Par le Capitaine Nicolas MEYNARD*

***Dans le contexte des crises humanitaires actuelles, l’ensemble des acteurs présents sur les théâtres d’opérations est aujourd’hui confronté à la nécessité de concevoir une stratégie de sécurité en collaboration avec les forces armées.***

**L**e 22 octobre 2009, un coopérant humanitaire français travaillant pour le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) était enlevé par des rebelles au Darfour alors qu’il menait une liaison à bord d’un véhicule clairement identifié comme appartenant à cette organisation.

En dépit des efforts déployés par la communauté internationale dans cette province du Soudan, cet incident rappelle la nécessité pour les organisations non gouvernementales (ONG) de préparer, dès la phase d’analyse du contexte de la mission, une stratégie de sécurité propre à garantir la protection de leurs employés et la sauvegarde de leurs biens.

Dès les prémices de la réflexion humanitaire, Henri Dunant préconisait[[122]](#footnote-122) la mise en œuvre, entre les acteurs humanitaires et les garants de la sécurité, d'une coopération, voire d'une collaboration, afin de permettre sans danger l’acheminement de soins et de secours aux nécessiteux.

Mais comment concilier «action humanitaire» et «sécurité» dans un environnement particulièrement complexe où les acteurs se sont démultipliés, créant confusion et incompréhension auprès des populations locales, alors même que les notions de «champ de bataille» et «d’espace humanitaire» tendent à disparaître?

## Des stratégies de sécurité éprouvées…

Acceptation, protection et dissuasion: ce sont les 3 stratégies adoptées par les organisations à vocation humanitaire.

* L’***acceptation[[123]](#footnote-123)*** consiste à légitimer la mission auprès de tous les acteurs présents. Elle implique non seulement de faire connaître l’organisation comme acteur humanitaire de terrain, mais aussi à faire reconnaître le mandat pour lequel elle est engagée en vue d’obtenir un consentement politique et social des autorités gouvernementales, des factions rebelles ou de la population cible. Il s’agit, selon l’expression politique et militaire, de «gagner la population à sa cause». Cette stratégie nécessite un important investissement humain en préalable au déploiement de la mission ainsi que tout au long du mandat.

L’acceptation («acceptance») repose avant tout sur la communication, essentiellement orale, avec tous les acteurs de la crise, sans aucun jugement ni *a priori* au titre des préceptes fondamentaux de l’action humanitaire: impartialité et neutralité. Il s’agit de multiplier les contacts, d’élaborer des réseaux et de sans cesse répéter le discours relatif aux valeurs, au mandat et à la mission de l’organisation humanitaire, et ceci à tous les niveaux impliqués, du décideur politique à l’homme de terrain.

* La ***protection*** vise à réduire l’exposition du personnel aux risques et menaces propres à une zone d’intervention. Elle a également pour objectif d’assurer la sauvegarde des biens de l’organisation humanitaire. Une stratégie de protection sera généralement fondée sur une identification claire de l’organisation humanitaire (apposition de logos sur les véhicules, tenue spécifique du personnel) afin de la dissocier des autres acteurs, notamment des forces de sécurité et de maintien de l’ordre. Cette identification ostentatoire peut parfois se faire au détriment de l’intégration des humanitaires dans la population; aussi certaines ONG préfèrent opter pour plus de discrétion, tout en revendiquant une stratégie de protection, afin de ne pas devenir une «soft target»[[124]](#footnote-124).

Compte tenu de l’intensité de la crise, des risques ou des menaces, les acteurs humanitaires pourront être amenés à adopter une stratégie de ***protection «sécuritaire»*** en recourant à des dispositifs physiques de protection: enceintes barbelées, port d’effets pare-balles, regroupement des véhicules en convoi avec protection armée assurée par les forces de sécurité.

* La stratégie de ***dissuasion*** recouvre deux aspects principaux: la prise de sanctions et l’emploi de la force. La prise de sanctions juridiques, économiques voire politiques est assurément une mesure-phare de la diplomatie mondiale, et donc limitée aux organisations internationales (ONU et CICR principalement). Cependant, dans le contexte humanitaire, la question se pose de la portée de telles mesures qui, si elles représentent un moyen de pression vers les autorités gouvernementales, ne font bien souvent qu’empirer la situation sur le terrain.

L’emploi de la force, à usage défensif (sous mandat «casque bleu» onusien, opérations de peace-keaping / maintien de la paix) ou offensif (peace-building) et désormais lutte contre le terrorisme international – constitue le dernier palier de la sécurisation d’un espace d’intervention à but humanitaire.

Avec la multiplication des conflits, et surtout l’enlisement des crises, ces stratégies de sécurité classiques sont amenées à évoluer pour permettre aux humanitaires de mener leurs programmes en toute sérénité.

**…à adapter aux nouvelles réalités opérationnelles**

Car toute la problématique aujourd’hui pour les humanitaires est de s’intégrer légitimement dans un espace particulièrement complexe où les acteurs se sont multipliés. De même, la «militarisation de l’humanitaire» conduit indéniablement à la confusion, donc à la prolifération des menaces envers le personnel de ces organisations humanitaires.

Première difficulté à résoudre, celle d’identifier un «espace humanitaire» dans lequel placer l’action, la zone de combat ayant en effet aujourd’hui migré en zone urbaine. De fait, la population civile, cible prioritaire de l’action humanitaire, se trouve imbriquée entre forces gouvernementales, factions rebelles, troupes d’intervention des contingents de coalition internationale, enfants-soldats, mercenaires, milices et autres société privées de police ou de sécurité.

De même, la nature des menaces s’est considérablement modifiée, en partie par la polarisation et la radicalisation des conflits. Ainsi, le recours à des méthodes non-conventionnelles, comme la multiplication des attentats ou l’existence d’engins explosifs artisanaux et l’imbrication de rebelles au sein de la population, restreint considérablement la liberté d’action des humanitaires, tout en imposant de fait une protection accrue du personnel et des matériels déployés.

Dans ce contexte, et face à l’incapacité d’un État à assurer pleinement ses fonctions régaliennes, en particulier la protection des citoyens, les organisations humanitaires doivent recourir à des sociétés privées de sécurité. Se pose alors la problématique de l’utilisation des fonds récoltés – privés en provenance de donateurs ou publics fournis par les bailleurs des organisations internationales – à cet usage.

Enfin, dans un imbroglio diplomatique, militaire et humanitaire où l’on attend de chaque intervenant qu’il prenne partie, il convient de dissocier l’action humanitaire – neutre, impartiale et indépendante – des stratégies politiques. Or c’est précisément de la nouvelle vision humanitaire des grandes puissances dont il s’agit. Car s’il ne fait aucun doute – même si aucune preuve formelle ne pourra être apportée à ce sujet – que les services secrets ont depuis longtemps investi le champ de l’humanitaire, c’est aujourd’hui une réalité pour les Anglo-Saxons que l’action humanitaire, soutenue par les finances publiques, doit participer de plein droit à l’atteinte des objectifs stratégiques. Ainsi*,* le Pentagone a récemment créé un bureau pour l’aide humanitaire et la reconstruction visant à intégrer les agences civiles du département d’État et de l’Agence pour le développement international au sein des structures militaires.

À ce titre, l’action des ACM (actions civilo-militaires) ou CIMIC (civilian-military cooperation) est sans doute la plus controversée des missions militaires. Car son action entre pleinement dans le champ d’action des acteurs humanitaires de la réhabilitation et du développement. Et si les opérations de contre-rébellion nécessitent de mener des actions au profit des populations (reconstruction, éducation, enseignement, réponses aux besoins primaires)[[125]](#footnote-125), elles ont également pour effet de profondément complexifier l’environnement dans lequel les ONG exercent leur mandat.

Pour s’intégrer en toute sécurité dans ces nouveaux environnements, les organisations humanitaires ont donc nécessité de s’adapter

Ainsi, des cellules «sécurité» ont été créées dans les directions opérationnelles des principales ONG. Elles doivent permettre d’acquérir une vision globale de la situation et des acteurs en présence. Les humanitaires utilisent donc désormais des outils de veille et d’analyse de situation, et mettent régulièrement à jour leurs bases de données et leurs cartographies d’acteurs. Ce «***renseignement***» préalable à l’engagement constitue une véritable révolution culturelle.

De plus, les organisations humanitaires, à l’exception de celles intervenant dans l’urgence sur un terrain sécurisé (lors d’une catastrophe naturelle par exemple), ont aujourd’hui recours à une mise en condition opérationnelle où les intervenants sont sensibilisés sur la conduite à tenir en cas d’incident de sécurité.

Des grilles de lecture ont été réalisées par les organisations internationales (ONU et UE) pour permettre une meilleure prise en compte des situations et définir les modalités devant garantir la sécurité des missions. Mais ces grilles, si elles s’intègrent pleinement dans la philosophie anglo-saxonne, ne sont pas toujours appréciées des organisations humanitaires qui leur reprochent une dimension normative et formaliste.

L’alternative vise à recourir à une meilleure gestion décentralisée de la sécurité par les intervenants de terrain. Il s’agit d’utiliser une méthode d’analyse des causes ayant conduit aux incidents, et par retour d’expérience, d’en tirer bénéfice pour le pilotage de la politique de sécurité. Ainsi, les incidents de sécurité doivent faire l’objet d’un «***reporting***» vers les autorités de tutelle.

L’approche opérationnelle vise désormais à décloisonner les organisations humanitaires des autres acteurs présents sur le terrain. Ainsi, pour se dissocier des forces de sécurité, de nombreuses organisations prônent l’abandon d’une ***protection sécuritaire*** et le retour à des stratégies **d’*acceptance***. Afin de lutter contre le vol, parfois avec violences (techniques du car-jacking) de ses véhicules 4X4, une ONG a, par exemple, décidé de s’équiper de véhicules moins puissants peints en couleur rose vif (pink 4X4) pour limiter l’attrait des rebelles. D’autres ont décidé de bannir tout signe extérieur distinctif, y compris vestimentaire, pour se rapprocher au plus près des populations locales.

De plus, la majeure partie des ONG préconise désormais de recourir, sous certaines conditions – notamment de représentativité sociale[[126]](#footnote-126) (mutli-ethnique, religieuse, culturelle, multipartite politique) –, à l’emploi majoritaire de ressortissants nationaux pour mener leurs opérations. Car, désormais, il ne s’agit plus d’une simple bataille mais de «crises durables» où réhabilitation et développement humanitaires succèdent à l’urgence. L’action humanitaire, pour être menée en toute sécurité, va donc chercher à mieux s’intégrer dans son environnement en visant à recourir à des solutions locales, en particulier pour l’approvisionnement en matériel et en équipements lorsque ceux-ci sont disponibles.

Dans un contexte international particulièrement instable, compte tenu de la multiplication des acteurs présents sur le terrain et de la versatilité des crises, la notion de «sécurité des intervenants» devient donc primordiale pour garantir la mise en œuvre des programmes d’action humanitaire. Au vu des événements récents dans de nombreux pays en conflit, cette sécurité ne pouvant parfois plus être assurée par les forces de sécurité gouvernementales, il importe que les «stratégies de sécurité» humanitaires, intégrant *de facto* les relations avec les forces militaires, soient étudiées dans une logique prospective avant tout déploiement opérationnel.

*Issu de l’École Militaire Inter-Armes, le capitaine MEYNARD a servi pendant sept ans en unité d’intervention de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris avant de tenir pendant deux ans les fonctions d’officier de permanence au centre opérationnel de gestion interministérielle des crises (COGIC) à la direction de la Sécurité civile du ministère de l’Intérieur, de l’Outre-mer et des Collectivités territoriales. Il suit actuellement une scolarité de mastère 2 en administration internationale des territoires, spécialité «gestion de l’aide humanitaire internationale et des ONG» dans le cadre du diplôme technique, filière sciences de l’homme et de la société.*



**Le concept de guerre asymétrique:**

**une réalité stratégique?**



#### Par le Chef de bataillon Cédric FAYEAUX

**L**es guerres irrégulières ne sont pas nouvelles. Quatre siècles avant notre ère, Sun Zi les avaient déjà théorisées dans ses *Treize articles sur l’art de la guerre*. Au Xème siècle, l’empereur byzantin Nicéphore Phokas leur avait consacré un traité. En 1808, la guérilla des Espagnols contre Napoléon rappela leurs possibilités. En pleine Guerre froide, le commandant G.Brossolet[[127]](#footnote-127) en avait même suggéré l’emploi contre les vagues d’assaut communistes sur l’Europe de l’Ouest.

Depuis la guerre du Vietnam, les stratèges américains utilisent cependant un nouveau mot pour les désigner: *asymétrie*. Les évènements stimulant les réflexions, l’expression a, depuis, abouti à la définition d’un nouveau concept. En 1995, le Pentagone l’a intégré dans sa doctrine interarmées[[128]](#footnote-128). Aujourd’hui, il caractérise grossièrement une guerre du «*faible au fort*»[[129]](#footnote-129).

À la première analyse, ce concept peut paraître prétentieux, au point de vouloir réinventer la guerre. Il n’en est rien. Les stratèges américains l’ont pensé pour préparer et adapter leur pays à un nouveau contexte d’engagement. En soulignant une mutation importante du visage de la guerre, leur réflexion a initié une évolution importante du modèle stratégique occidental.

**\***

**\* \***

##### Genèse, définitions et limites du modèle

Aux États-Unis, l’asymétrie définit tout ce qui entrave le rendement maximal de l'appareil militaire classique. Lorsque le terme apparaît officiellement, son sens est initialement très limité: il caractérise l’opposition entre forces de milieux différents (force aérienne contre force terrestre par exemple). En 1999, la «*Joint Strategy Review*» infléchit cependant la définition. Elle stipule que l’asymétrie «*contourne ou sape les points forts tout en exploitant les faiblesses institutionnelles par l’emploi de méthodes qui diffèrent significativement de celles escomptées. Ses actions visent généralement à obtenir un impact psychologique majeur qui affecte la volonté, la capacité d’initiative ou la liberté d’action de l’adversaire*». Cette définition sera globalement reprise, en 2001, par les analystes Steven Metz et Douglas V. Johnson II[[130]](#footnote-130) dans «***Asymmetry and U.S. Military Strategy: Definition, Background and Strategic Concepts***».

Le vocabulaire utilisé par les Américains engendre cependant des confusions: toute guerre entraîne *de facto* la recherche de l’asymétrie. «*La guerre passée, présente et future est un duel*»[[131]](#footnote-131). Même dans un conflit dit «*symétrique*», il est illusoire de penser que nos adversaires vont agir comme nous. Possédant leur propre capacité de réflexion, de déduction et d’adaptation, ils vont contourner nos points forts et exploiter nos lignes de «*moindre résistance*»[[132]](#footnote-132). À l’instar des archers anglais durant la bataille de Crécy, ils vont se placer sur des champs de lutte que nous refuserons ou n’attendrons pas.

Le concept de guerre asymétrique est également trop englobant. Ses menaces s’étendent du terrorisme à la subversion, en passant par le crime organisé, la guerre de l’information ou encore la prolifération d’armes de toutes sortes. Ce faisant, il mélange allègrement les notions et suggère une représentation unifiée des acteurs, de leurs motivations et de leurs modes d’action. Or, un insurgé irakien ne se combat pas comme un fanatique d’Al Qaïda, un communiste vietnamien, un pirate somalien ou un membre de la Camorra. Contrairement aux Talibans, les trafiquants de drogue n’ont pas intérêt à déclencher des hostilités. Ben Laden n’échange pas ses otages contre des rançons. Le concept des conflits asymétriques ressemble dès lors à un véritable fourre-tout. Il en devient parfois pernicieux.

**Par sa seule existence, le concept de conflit asymétrique a cependant le mérite de souligner les changements majeurs du contexte stratégique.**

*«Le contexte, encore le contexte, toujours le contexte!»*

Colin S. Gray, 2005[[133]](#footnote-133)

En premier lieu, le concept de conflit asymétrique confirme l’évolution récente du visage de la guerre. La mondialisation et le transfert des nouvelles technologies favorisent dorénavant les stratégies irrégulières. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les acteurs asymétriques se sont profondément métamorphosés. Grâce à l’idéologie, leur posture autrefois«*tellurique et défensive*»[[134]](#footnote-134) est devenue «*mobile et offensive*». La mondialisation des économies leur a aussi ouvert de nouveaux espaces. Mélangeant habilement éléments anciens et nouveaux, ils jouissent désormais de réseaux nébuleux s’étirant à travers tous les continents. Ceux-ci leur garantissent protection, liberté de mouvement et audience médiatique internationale. Ils leur permettent également de prospérer rapidement par l’exploitation de trafics en tout genre (drogue, pierres précieuses, etc...). Le *Faible* bénéficie aussi de la diffusion des savoirs. Cette situation décuple sa puissance de feu et sa brutalité. L’exemple du Hezbollah est emblématique: armé avec des systèmes normalement dévolus à des puissances étatiques (drones, missiles filoguidés, etc…), il a mis en échec Tsahal. Cet «*insurgé innovant*»[[135]](#footnote-135) ne cesse en outre de changer ses modes opératoires, sa communication et sa gestion du sens. L’ensemble lui confère une exceptionnelle force.

Dans le même temps, le relatif désarmement de nos sociétés s’accroît. Le renforcement récent des contraintes juridiques et médiatiques limite sensiblement la liberté d’action du *Fort*. Lors de l’insurrection malaise de 1953, le général britannique Templer avait rasé des villages entiers pour asseoir sa conquête des «cœurs et des esprits». Cet exemple n’est plus reproductible. En témoignent les mises en accusation d’officiers français lors de l’affaire «*Poncet*», ainsi que la dernière diffusion de 15.000 documents classifiés de l’armée américaine par *Wikileaks*… Les sociétés occidentales deviennent, en outre, tellement démilitarisées qu’elles n’arrivent plus à combattre des populations dont le rapport à la mort est si différent du leur. Perdant le sens de la raison, elles déclenchent des guerres qu’elles sont incapables de mener à terme[[136]](#footnote-136). Dans le même temps, elles recherchent tous les moyens pour les conduire par substitution (robots, sociétés militaires privées, etc...). Cette schizophrénie les place dans des situations inextricables. L’Afghanistan en constitue un exemple.

Dans ce nouvel environnement, les enseignements de l’Histoire ne sont enfin plus transposables. La géographie humaine a en effet profondément changé. Les principes d’auteurs comme D. Galula[[137]](#footnote-137) ou R. Trinquier[[138]](#footnote-138) en deviennent difficilement applicables. En 1954, Alger comptait ainsi 500.000 habitants. Bagdad en regroupe aujourd’hui plus de 4 millions; Kaboul plus de 2,5 millions. Contrairement aux 15% de pieds-noirs de la «Ville blanche», aucune des deux ne compte de citoyen américain. Comment peut-on contrôler de telles villes? Cette remarque vaut également pour l’étude des opérations menées par les Soviétiques en Afghanistan: depuis 1979, la population afghane a plus que doublé.

Face à de telles évolutions du contexte stratégique, les chaînes décisionnelles occidentales sont en crise. «*Peinant à distinguer et à appréhender les menaces*»[[139]](#footnote-139), elles rencontrent les plus grandes difficultés à trouver la bonne adéquation des fins et des moyens[[140]](#footnote-140). Piétinant dans des conflits sans fin, toutes sont à la recherche de solutions et adaptent «*sous le feu*» leur outil de défense. Le concept de conflit asymétrique trouve ici toute sa pertinence.

**Le concept de guerre asymétrique dépoussière surtout nos modèles stratégiques et initie leur évolution.**

*«Une des conséquences fortes de cette mutation est l’élargissement du spectre des missions».*

*Général Desportes, «****La guerre probable****», 2007*

Le concept de conflit asymétrique rappelle tout d’abord que la supériorité absolue est une vulnérabilité. Aujourd’hui, plus aucun État n’a ni le poids ni la taille voulus pour défier les Américains. En raison des budgets consacrés, ceux-ci vont en outre conserver leur avance militaire pendant longtemps. Selon B. Courmont[[141]](#footnote-141), «*c’est ce décalage qui est à l’origine de la résurgence de l’asymétrie*»: face à une telle domination, toute tentative d’affrontement est vouée à l’échec. Il devient donc logique de recourir aux stratégies indirectes pour trouver un autre champ de lutte. Par leur concept, les Américains suggèrent ainsi que l’hégémonie peut aussi représenter une faiblesse. Pragmatiques et réalistes, ils préparent conceptuellement leur opinion publique au terrorisme.

En ouvrant le spectre des conflits vers des espaces jusque-là volontairement limités ou oubliés, le concept de guerre asymétrique permet aussi de mieux appréhender les stratégies «*hors limites*»[[142]](#footnote-142). Il rappelle que l’ennemi combat sans nos règles et dans des espaces que nous n’imaginons pas: la guerre ne vise pas à détruire des chars, mais bien une volonté. Les politiques sont *de facto* les premiers concernés par les conséquences des conflits asymétriques. Responsables de la «*stratégie totale*»[[143]](#footnote-143), ils doivent constamment jongler avec l’ensemble des effets[[144]](#footnote-144) à produire, dans des proportions imprévues et sans cesse variables. Contraints d’adapter rapidement le modèle de forces, l’économie et la société à ce «*nouvel art de la guerre*»[[145]](#footnote-145), leur prise de conscience a engendré de profondes mutations au sein des forces armées américaines. Dans le domaine de l’équipement, la logique de guerre froide et ses programmes de long terme ont été relativisés. Le type d’armement a aussi été modifié[[146]](#footnote-146). En parallèle, le Pentagone a instauré des procédures d’acquisition accélérées. À l’aune des théories du lieutenant-colonel J. Nagl[[147]](#footnote-147), le retour d’expérience a été amélioré. L’apparition et la diffusion de la *COIN[[148]](#footnote-148)*témoigne d’une réelle volonté d’infléchir une culture institutionnelle trop marquée par l’affrontement des blocs.

Le concept de conflit asymétrique contribue enfin à soutenir les efforts de défense. En saturant les modèles d’armées classiques, les «guerres hybrides»[[149]](#footnote-149) rappellent qu’aucune spécialisation de notre outil de défense n’est possible. Contraintes de couvrir tout le spectre des menaces, les armées occidentales ne peuvent plus échanger de l'effectif contre de la technologie. Stoppés dans leur idéologie des «*dividendes de la paix*», les politiques sont invités à revoir leurs stratégies et rééquilibrer les efforts de défense. Après les attentats du 11 septembre 2001, les Américains ont ainsi massivement relancé leurs efforts de guerre (leurs budgets militaires étaient en baisse constante depuis la chute du mur de Berlin).

«*Il ne faut pas ignorer la guerre asymétrique ou irrégulière: elle demeurera encore longtemps dans le champ de la guerre, parce qu’elle est complexe, et qu’elle correspond bien à un monde épais*»[[150]](#footnote-150). Malgré ses approximations et confusions, le concept de conflit asymétrique a donc bel et bien un sens pour nos sociétés: en les plaçant face aux guerres probables, il les contraint à penser en dehors de leurs guerres passées ou rêvées. Vecteur d’adaptation et de renforcement, il leur rappelle que la guerre n’est pas «morte»[[151]](#footnote-151).

Il faut néanmoins veiller à ce que ce concept ne simplifie pas trop la complexité de la guerre. Cette dernière est en effet non-linéaire. Elle a sa propre vie. «*Elle est loin d’obéir aux seules lois de la rationalité*»[[152]](#footnote-152). Les guerres irrégulières ne revêtent donc pas de caractère absolu. «S*eule notre capacité à conduire la guerre classique en diminue l’occurrence*»[[153]](#footnote-153). La surprise stratégique a toujours existé et existera toujours. La théorie de la guerre révolutionnaire de Mao Zedong nous invite d’ailleurs à y réfléchir: sa dernière phase ne se termine-t-elle pas par un affrontement conventionnel?

*Saint-cyrien de la promotion Colonel Cazeilles (1995-1998), le Chef de bataillon FAYEAUX est issu de l’arme du génie. Successivement stagiaire de la 122ème promotion du cours supérieur d’état-major et de la 17ème promotion du CID, il effectue aujourd’hui un mastère spécialisé dans le domaine de l’armement. Au cours de ses affectations, il a participé à plusieurs opérations dans les Balkans et en Afrique. Il a également servi dans les états-majors stratégiques de l’UE et de l’OTAN.*



## Les grands capitaines



# Gouraud ou l’art de la «surprise»

*Par Madame Julie d’ANDURAIN[[154]](#footnote-154),*

**S**i la figure du «grand capitaine» peut s’incarner dans un homme, elle pourrait très certainement s’inspirer des traits d’Henri Gouraud (1867-1946) qui, plusieurs fois dans sa carrière, a su montrer combien il était capable non seulement d’adapter son action aux conditions du terrain, mais aussi de réunir les éléments nécessaires à la mise en place d’une tactique s’appuyant sur la surprise. La première fois, ce fut en 1898 en Afrique de l’Ouest – au Soudan français – face à l’almamy[[155]](#footnote-155) Samory. Avec à peine 200 hommes et sans qu’aucun coup de feu ne soit tiré, le jeune capitaine Gouraud arrêtait Samory à la tête d’une troupe estimée à 50.000 personnes lors de la «surprise» de Guélémou.

##### Le Soudan français

Samory Touré fut regardé comme le «plus vieil ennemi» des Français durant près de vingt ans, de 1881 à 1898, année de sa capture. Né vers 1830 sur les bords de la rivière du Milo, dans la province de Konia dans la boucle du Niger, il s’était d’abord fait colporteur (dioula) en se déplaçant de village en village pour vendre ses marchandises. La capture de sa mère change durablement sa vie puisque, pour payer sa libération, il s’engage dans l’armée des Sisé, espérant ainsi très vite pouvoir ramener des captifs qu’il échangerait ensuite contre sa mère. Il se révèle rapidement comme un grand guerrier capable de rallier à lui des hommes avec lesquels il sait, mieux que d’autres, partager équitablement les prises. Ses titres successifs de chef de guerre (kélétigui), de maître du sabre (mouroutigui) et de souverain (faama) témoignent de son ascension rapide au sein des chefferies locales. Grâce au commerce de la noix de kola, mais aussi à celui des armes et des esclaves qui attire les sofas (guerriers), il se dote bientôt d’une armée très organisée et très disciplinée lui permettant tout à la fois de se débarrasser de ses anciens alliés (les Sisé et les Condé) et d’élargir son assise territoriale. Mais, en remontant vers le nord en direction de Bamako et du Niger, l’almamy Samory croise la route des Français qui, depuis leur base du Sénégal, avancent d’ouest en est;si bien qu’entre 1881 et 1896, Samory affronte périodiquement les colonnes françaises du colonel Borgnis Desbordes, celles du chef de bataillon Combes puis, successivement, celles des colonels Frey, Gallieni, Archinard, Humbert, Monteil et enfin du colonel de Trentinian.

Au début de 1896, la politique africaine de la France connaît une évolution significative sous l’impulsion du ministre des Colonies André Lebon, qui souhaite régler avec Salisbury, son homologue britannique, les «petits litiges africains». L’action diplomatique et militaire française devient dès lors plus offensive et, suite à l’échec d’une ultime tentative de paix avec l’almamy Samory (missions Braulot et Nebout), les officiers reçoivent l’ordre de se lancer à sa poursuite[[156]](#footnote-156). Après l’avoir isolé d’un allié potentiel en mai 1898 (mort de Babemba lors du sac de Sikasso), le lieutenant-gouverneur du Soudan, le colonel Audéoud, et ses lieutenants mettent au point un mouvement stratégique visant à encercler Samory. Les combats de Doué (19 juillet) et de Tiafesso (9 septembre) l’affaiblissent sans détruire sa puissance. Contre toute attente, Samory s’enfonce vers le sud en direction de la forêt vierge avec une troupe estimée à 4.000 sofas, 2.000 cavaliers et un groupe de captifs de plus de 100.000 individus[[157]](#footnote-157). Dans le même temps, succédant au lieutenant-colonel Bertin, le chef de bataillon de Lartigue prend le commandement de la Région sud (hinterland de la Côte d’Ivoire à la lisière de la grande forêt) avec un effectif très réduit. Il dispose de la 1ère compagnie de tirailleurs du lieutenant Woeffel réduite à 100 hommes, de la 3ème compagnie du capitaine Gaden avec 200 hommes et de la section d'artillerie du lieutenant Jacquin, troupes bientôt rejointes par un détachement de tirailleurs de la 15ème compagnie, soit 100 hommes supplémentaires, commandé par le capitaine Gouraud, jeune saint-cyrien de 30 ans, détaché auprès de l’état-major du Soudan depuis 1894.

De ces 400 fusils, Lartigue en soustrait 210 pour former la «reconnaissance Gouraud», qui reçoit ordre de partir sur la rive gauche du Diougou à la poursuite de Samory «partout où elle le rencontrera et de le rejeter de préférence vers le sud ou vers l’ouest»[[158]](#footnote-158). Le 24 septembre, celle-ci s’enfonce dans la grande forêt vierge. Bientôt, Gouraud et ses hommes comprennent que Samory ne protège pas ses arrières, estimant que la décomposition des cadavres des hommes et des femmes morts de faim ou d’épuisement suffira à faire reculer les Blancs. Mais en dépit des vapeurs méphitiques et contre l’avis du médecin de la colonne, Gouraud ordonne le maintien de la poursuite, ne serait-ce que pour recueillir des renseignements auprès des traînards ou des déserteurs de la troupe samorienne. À partir du 28 septembre, il apprend que le moral des sofas est très atteint, mais surtout obtient un plan du campement de Samory indiquant précisément où se trouve la dembaya du chef, c'est-à-dire l’assemblée de ses femmes, de ses fils et de ses captifs, dans le village de Guélémou. Ses informations ayant été recoupées par plusieurs témoignages, Gouraud pense qu’il détient les conditions idéales de la réalisation d’une «surprise», si caractéristique des combats soudanais de la fin du XIXème siècle. Outrepassant dès lors quelque peu la limite de ses ordres qui lui recommandaient simplement de repousser Samory vers le sud ou l’ouest, il se décide à tenter une capture du grand chef noir tout en évitant soigneusement un combat qui permettrait à l’almamy de fuir.

##### La «surprise» de Guélémou

Répartissant ses hommes en cinq sections, le capitaine Gouraud met au point un plan de bataille extrêmement précis. Afin de se prémunir d’une éventuelle tentative de fuite, Gouraud ordonne à la 1ère section du lieutenant Jacquin de prévoir d’aller occuper la sortie du campement, vers l’est, sur la route menant à Touba. La mission principale est confiée à la section du capitaine Gaden, qui doit se charger de la partie centrale du camp avec l’occupation de la case de Samory. Collégialement, les officiers ont décidé qu’il valait mieux laisser la vie sauve à l’almamy afin de ne pas créer les conditions de la naissance d’un mythe, et de façon à ne pas avoir à s’encombrer d’un cadavre prestigieux. Gouraud compte bénéficier de l’effet de surprise au petit matin, et recommande plusieurs fois à ses hommes de ne tirer qu’en cas d’absolue nécessité. Deux autres sections (la 3ème et la 4ème) sont placées en réserve sous les ordres du lieutenant Georges Mangin[[159]](#footnote-159). Il doit se tenir à l’entrée du village des femmes – du côté ouest du camp de Samory – et constituer un peloton capable de parer aux événements qui pourraient survenir. Enfin, la 5ème section est confiée au sergent Maire, chargé d’assurer la garde du convoi à l’arrière. Tous les tirailleurs reçoivent la défense formelle de tirer et nul n’ignore qu’il s’agit de prendre Samory vivant. Le 29 septembre 1898, quittant le bivouac à 5 heures, la troupe marche durant deux heures et débouche à 7 heures sur une vallée ouverte derrière laquelle un immense camp est installé. Au pas de course, la reconnaissance se précipite dans la vallée, passe deux marigots encaissés et s’aperçoit qu’elle se trouve déjà au village des femmes, installées à la préparation du «couscous» du matin.

Conformément au plan établi, les sections de tête s’élancent à l’intérieur du campement principal: Jacquin emmène sa section au pas de course à travers le camp tandis que Gaden le suit en direction de l’immense case centrale où l’almamy est en train de lire le Coran. Alerté par des cris, il se lève et aperçoit les tirailleurs. Aussitôt, sans prendre le temps de revenir vers sa case où se trouvent des fusils et un revolver, il s’enfuit du côté opposé, vers la route de Touba, tout en cherchant en vain à s’emparer d’un cheval. Quelques tirailleurs repèrent ce grand vieillard habillé de façon inhabituelle avec un grand vêtement bleu rayé de blanc et la tête couverte d’une chéchia rouge serrée d’un turban blanc. Convaincus d’avoir trouvé Samory et accompagnés du sergent Bratières, ils se jettent à sa poursuite au milieu du camp et des sofas armés. Le vieil homme est rattrapé pratiquement à la sortie du camp. Par un crochet, il échappe une première fois à un tirailleur arrivé sur lui mais, alors que le sergent Bratières le serre de plus en plus près en criant comme les tirailleurs «Ilo! Ilo! Samory!» («Halte, Halte Samory»), le vieillard – voyant un Blanc – se laisse tomber à terre. Le sergent le saisit au moment où Samory demande aux tirailleurs de le tuer immédiatement. Sur ces entrefaites, le lieutenant Jacquin se fait remettre le prisonnier au moment où, passée la stupeur initiale, les sofas sortent de leurs installations de fortune les armes à la main. Mais il est déjà trop tard. Jacquin ramène Samory à sa case et, pendant que le capitaine Gaden lui met le revolver sur la tempe, lui signalant que toute opposition serait vaine, Georges Mangin et le capitaine Gouraud arrivent près de la case de Samory. Placé aussitôt sous la garde spéciale de quatre tirailleurs, l’almamy se voit bientôt enfermé dans le carré formé autour de sa case.

Marquant l’achèvement de la pacification du Soudan français, la capture de Samory clôt définitivement l’ère des grandes conquêtes coloniales françaises. Elle permet à Gouraud d’entrer dans l’histoire comme l’un des héros de l’épopée coloniale française, pendant que Samory est envoyé en exil au Congo où il meurt en juin 1900. Si l’affaire de Fachoda, exactement contemporaine, éclipse cependant quelque peu la gloire naissante du jeune capitaine, Gouraud n’en a pas moins démontré sa capacité à exploiter le terrain et le renseignement pour mettre au point une tactique s’appuyant de façon significative sur la surprise. Vingt ans plus tard, le 15 juillet 1918, le général Gouraud, commandant de la IVème armée, allait une nouvelle fois faire de la surprise le cœur de son raisonnement tactique en l’adaptant, cette fois-ci, au front de Champagne afin d’imposer sa volonté au général Ludendorff.

Après avoir dirigé une entreprise pendant près de dix ans, Julie d’Andurain est devenue enseignante en 1998. Elle a soutenu sa thèse sur «Le Général Gouraud, un colonial dans la Grande Guerre» sous la direction de Jacques Frémeaux à Paris-Sorbonne en octobre 2009. Depuis septembre 2010, tout en étant chargée de cours à la Sorbonne, elle exerce la fonction d’enseignant-chercheur à l’École militaire comme adjointe du chef du bureau Recherche/DREX du CDEF (Centre de Doctrine d’Emploi des Forces).



## Nouvelles d’Amérique[[160]](#footnote-160)



**La gestion de la connaissance[[161]](#footnote-161)**

**ou devancer l’ennemi par le savoir**

*Par le Colonel Jean-Claude BREJOT[[162]](#footnote-162)*

**D**u 18 au 21 octobre 2010, s’est tenue à Kansas City la conférence annuelle consacrée à la gestion de la connaissance (*Army Operational Knowledge Management*). Ce thème est devenu progressivement une priorité opérationnelle pour deux raisons essentielles:

* La complexité de l’environnement opérationnel, redécouverte lors des combats de contre-insurrection en Afghanistan et en Irak doit être comprise, pour agir avec efficacité, au plus petit niveau tactique,
* Le développement des réseaux informatiques militaires à diffusion verticale autant qu’horizontale à la disposition des combattants agit comme un multiplicateur d’efficacité.

Le *Vice Chief of Staff of the Army*, le général d’armée Peter W. Chiarelli, s’est déplacé au Kansas à cette occasion. Il y a d’ailleurs rappelé que dans le cadre de la modernisation de l’*Army*, le réseau militaire est la priorite numéro 1.

Mais, au delà du volontarisme qui appuie le développement du *Knowledge Management*, comment pourrait-il être décrit le plus concrètement possible à des lecteurs étrangers à cette capacité?

Trois approches complémentaires:

* ***Un réseau informatique militaire*** (appelé AKO pour *Army Knowledge Online*) qui est extrêmement puissant, disponible en métropole comme en opérations, classifié ou non selon l’accréditation de celui qui s’y connecte (à l’aide de sa carte d’identité militaire dotée d’une puce électronique). Il héberge ainsi une messagerie classique mais aussi et surtout des sites professionnels, des Blogs, des forums (*«Share what you know, Find what you need»*), des sites d’organisations (comme celui du CALL pour le RETEX ou de l’entraînement), etc..., gérés par un système appelé BCKS (*Battle Command Knowledge System*). **La philosophie qui alimente la gestion du réseau est de mettre à disposition des combattants tous les outils dont ils peuvent avoir besoin.**
* ***Des équipes spécialisées*** dans la gestion de l’information constituées au sein des états-majors, y compris en opérations.
* ***Des exemples concrets:***
  + *17 janvier 2008, Afghanistan*: un membre du Forum consacré au COIN[[163]](#footnote-163), engagé dans la formation de la police afghane, demande des informations techniques pour pouvoir tester les RPG avant usage (5 ont déjà explosé au moment du tir tuant et blessant des tireurs). **53 membres de ce forum ont répondu,** de nouveaux lanceurs furent distribués dans tous les centres régionaux et un programme d’entraînement amélioré.
  + *Autre exemple, mai-juillet 2006,* *Afghanistan*: le général commandant la *Joint Task Force 76* veut savoir combien de missions la 3rd BCT (*Brigade Combat Team*) a conduit pendant les 30 derniers jours et combien d’hélicoptères ont été utilisés. Pour faire les recherches de manière traditionnelles, il eut fallu 40 heures. Grace au réseau, l’officier KM a développé une approche permettant d’obtenir **une réponse en 1 minute**.
  + *Dernier exemple, août 2008*: un rédacteur de doctrine utilise un forum pour la mise à jour d’un document (FM 3-28, *Civil Support Operations*). Il en résulte **une réduction de la durée des travaux** de 33% (de 6 à 4 mois). Le forum est accessible 24 heures sur 24 pour tous les membres du groupe de rédaction. **Le nombre de réunions et donc de déplacements est diminué de 70%.**

Ces exemples peuvent évidemment être multipliés. Mais celui des PTSD (*Post Traumatic Stress Disorder*) qui préoccupe légitimement l’*Army* et le corps des *Marines* a été choisi par le général Chiarelli pour illustrer toute la puissance du KM. **Un forum professionnel est aujourd’hui consacré aux PTSD**. Il permet de réunir des professionnels de la Défense (sur les théâtres d’opérations et aux USA), des chercheurs universitaires, des chercheurs en médecine et des médecins spécialisés, civils et militaires. Les premiers résultats de cette collaboration «en ligne» seraient prometteurs.

**L’approche de l’*Army* est intéressante non pas par la puissance des moyens technologiques sans pareil qu’elle est capable de déployer, mais dans la philosophie qui préside au processus de gestion de l’information.** Ainsi, il s’agit bien d’optimiser l’emploi d’un réseau électronique de toutes façons existant ne serait-ce que grâce à la «numérisation du champ de bataille». Par ailleurs, les jeunes générations sont très à l’aise avec ces technologies dites des échanges sociaux grâce aux forums ou aux Blogs. **L’*Army* utilise donc les points forts de sa jeunesse à des fins d’efficacité opérationnelle.**

Enfin, **les combats de contre-insurrection exigent des prises d’initiative aux plus petits niveaux tactiques.** Ceci suppose donc un accès à l’information partagée, verticalement mais surtout horizontalement, car plus rapide. Le *Knowledge Management* est bâti pour faciliter ce processus.



## Leçons d’histoire

**Par le Colonel Michel GOYA,**

*de l’Institut de recherche stratégique de l’école militaire*



Malheur au vainqueur

**D**ans «***De la guerre****»*, Clausewitz décrivait la guerre comme l’affrontement de deux trinités associant chacune un gouvernement, un peuple et une armée. Dans son esprit, cela se traduisait par un duel gigantesque entre deux forces armées jusqu’à l’écrasement de l’une d’entre elles. Privé de leur centre de gravité, l’État et le peuple n’avaient alors plus qu’à se soumettre au vainqueur sur le champ de bataille. Ce schéma s’est trouvé mis en défaut lorsque les États n’ont plus affronté d’autres États, mais des «organisations» dont le centre de gravité n’était plus leur armée, généralement modeste, mais le soutien de la population, transformant le «duel» en «opération au milieu des gens».

Dans le cas de l’opposition entre Israël et le Hamas, cette asymétrie est encore accentuée par les particularités des deux adversaires. David devenu Goliath, Israël associe un pouvoir faible car instable, une armée très puissante et une population de plus en plus radicale[[164]](#footnote-164). Face à lui, le Hamas a un «pouvoir» déterminé jusqu’au fanatisme, une milice matériellement très faible et une population encore plus radicalisée que celle d’Israël[[165]](#footnote-165). Faute d’une volonté capable d’imposer une solution politique à long terme, Israël est piégé par cette armée à qui il doit sa survie et qui ne peut que lui proposer des solutions sécuritaires à court terme. Arnold Toynbee, parlant de Sparte, appelait cela la «malédiction de l’homme fort».

# Le syndrome spartiate

Dans sa stratégie militaire, Israël raisonnait traditionnellement en fonction de trois types de menaces: intérieure (les mouvements palestiniens), proche (les États arabes voisins) et lointaine (l’Irak ou l’Iran nucléaire), en essayant de concilier les réponses militaires en une doctrine unique, combinaison de la «muraille de fer», décrite par Zeev Jabotinsky dans les années 1920, et de la «révolution dans les affaires militaires». Par l’association de la dissuasion nucléaire, de la barrière de sécurité, du quadrillage de la population palestinienne et d’une forte capacité de frappe conventionnelle à distance, Tsahal pensait avoir trouvé la parade à toutes les menaces. En réalité, cette «grande théorie unifiée» crée de nouveaux acteurs: les «proto-États» périphériques comme le Hezbollah au Sud-Liban et le Hamas dans la bande de Gaza, nés et vivant plus ou moins de l’affrontement avec Israël.

Le pouvoir israélien actuel est incapable de gagner la paix, le Hamas est incapable de gagner la guerre contre Israël mais les deux peuvent espérer gagner «à» faire la guerre à des fins de politique intérieure. Le 4 novembre 2008[[166]](#footnote-166), le gouvernement israélien a proposé l’affrontement avec un raid tuant six Palestiniens et le Hamas a accepté en ne renouvelant pas la trêve. On se trouve ainsi dans une forme de guerre plus proche du jeu de go que du jeu d’échec, car les deux adversaires savent que cela se terminera non pas par un échec et mat, mais par un accord mutuel tacite[[167]](#footnote-167) suivi d’une comptabilité des «points de victoire».

Comme dans la réalité, ces «points» sont largement subjectifs. Le gouvernement Olmert s’est bien gardé, cette fois, d’annoncer, comme en 2006, une liste d’objectifs très ambitieux dont la non réalisation avait largement contribué à l’idée de défaite. Il n’a été question que de «redonner une vie normale aux habitants du sud d’Israël» et d’«infliger un sévère coup au Hamas», buts de guerre suffisamment flous pour espérer au moins une petite victoire (l’arrêt des tirs de roquettes). Implicitement, il était évident que cette opération avait aussi pour objet de restaurer la capacité de dissuasion de Tsahal et sa confiance interne.

# La non bataille

Dans la droite ligne de la doctrine américaine «choc et effroi», l’opération *Plomb durci* débute par un raid massif de 40 à 50 F-16 I frappant très précisément (grâce aux drones, à l’aide du Fatah et aux réseaux humains du Shabak) l’«infrastructure» du Hamas. Les vagues suivantes, avec l’aide de l’artillerie et des hélicoptères d’assaut, s’efforcent ensuite de détruire les centaines de tunnels de la frontière sud, les sites de lancement de roquettes et de préparer les axes de pénétration de l’offensive terrestre. Bien plus efficace qu’en 2006, cette campagne fait entre 400 et 500 victimes en une semaine pour un résultat qui reste néanmoins insuffisant, confirmant que les feux à distance sont impuissants à eux seuls à obtenir des résultats décisifs face à des organisations incrustées dans un tissu urbain dense. Les tirs de roquettes ne cessent pas et le Hamas n’est pas décapité, malgré la mort de Nizar Rayyan et Azkariah al-Jamal. Le potentiel militaire du Hamas (entre 7.000 et 20.000 miliciens selon les estimations) n’est pas sérieusement entamé.

Contrairement à 2006, la campagne de frappes à distance est donc prolongée par une véritable opération terrestre dont les objectifs immédiats sont de contrôler les zones de lancement de roquettes, de participer à la destruction des tunnels, d’empêcher toute manœuvre coordonnée du Hamas et de lui infliger autant de pertes que possible. Plus symboliquement, il s’agit aussi d’aller «planter le drapeau chez l’ennemi». Cette offensive terrestre (ou aéroterrestre tant les moyens aériens et au sol sont intégrés) n’a cependant pas le droit à l’échec. Grâce à l’emploi de colonnes blindées-mécanisées évoluant dans une bulle d’appuis feux, les cinq brigades israéliennes commencent par cloisonner l’ennemi, puis essaient de l’user par une série de mini-raids blindés en terrain un peu ouvert ou, plus rarement, par l’emploi des forces spéciales dans les zones plus densément urbanisées. En cela, les modes d’action employés sont très proches de ceux des Américains en Irak, les aspects humanitaires en moins.

Face à ces «colonnes de fer», une milice ne peut jouer que sur la préparation du terrain, l’emploi d’armes à longue portée et la furtivité. La préparation du terrain (obstacles, engins explosifs) a été handicapée par le manque de moyens et de compétence, et les quelques obstacles mis en place ont été, pour la plupart, détruits lors de la phase de feux à distance. Contrairement au Hezbollah, le Hamas ne dispose apparemment pas de missiles antichars modernes; il lui est donc difficile de frapper les unités israéliennes autrement que par mortiers ou par snipers. Toute attaque directe étant vouée au massacre, la seule voie possible pour lui consiste à rester retranché dans les zones inaccessibles aux colonnes blindées, et à attendre que les Israéliens s’engagent dans une opération de nettoyage urbain.

Prendre Falloujah à la fin de 2004 avait nécessité le déploiement de quatre brigades (deux pour cloisonner et deux pour conquérir) pendant un mois et demi, et coûté la vie à 73 Américains. En 2002, la prise de Jenine avait demandé à Tsahal deux semaines de combat et 23 morts pour la brigade engagée. Or Gaza-ville et les camps périphériques représentent environ quatre fois Falloujah et douze fois Jénine en termes de surface et de population. Le prix à payer pour s’en emparer était trop important pour le gouvernement Olmert. La bataille de Gaza est donc restée symbolique, les deux adversaires ne se rencontrant pas véritablement.

**La population pour cible**

Dans ce contexte, ce sont finalement les populations environnant ces deux armées qui s’évitent, qui sont les plus frappées. C’était déjà le cas lors de la guerre de juillet 2006, lorsque les civils israéliens se plaignaient de subir quotidiennement les tirs de roquettes du Hezbollah, alors que le gouvernement Olmert refusait d’engager des troupes au Sud Liban. Au même moment, les frappes de Tsahal tuaient beaucoup plus de civils libanais que de miliciens du Hezbollah, bien protégés dans leurs abris souterrains.

Pire encore, il semble maintenant que les populations soient devenues l’objectif premier des opérations militaires afin de faire «pression» sur un adversaire que, de part et d’autre, on ne peut vaincre militairement. Avec l’arrivée de munitions ultra-précises, on pensait avoir progressé humainement depuis les bombardements stratégiques de la Seconde Guerre mondiale. On assiste désormais à un retour en arrière, puisque les dégâts apparaissent comme de moins en moins «collatéraux» et de plus en «centraux» [[168]](#footnote-168).

C’est évident du côté des organisations palestiniennes qui affrontent Israël et qui considèrent qu’elles n’ont plus d’autre recours que de frapper la population civile par le biais des «kamikazes» ou par des projectiles, insuffisamment précis pour être vraiment dangereux (il en faut plus de 400 pour tuer un seul civil), mais qui entretiennent un climat permanent d’insécurité. Mais c’est aussi désormais le cas de la part d’Israël, qui a non seulement transformé la bande de Gaza en immense camp de prisonniers, et qui emploie sa force de telle sorte que, plus que l’affaiblissement du Hamas, c’est la punition de la population palestinienne qui semble recherchée[[169]](#footnote-169). Bien entendu, comme toujours en pareil cas, l’adversaire est stigmatisé comme à la fois lâche et terroriste, alors que la souffrance de sa propre population est largement instrumentalisée.

En toute bonne foi et avec une certaine schizophrénie, Tsahal peut se présenter comme l’armée la plus éthique du monde puisqu’il prévient par téléphone, tracts ou SMS[[170]](#footnote-170) avant de tuer. Si l’on croit les chiffres couramment évoqués, le «*kill ratio*» entre soldats israéliens et civils palestiniens est d’environ 1 pour 50, dont 20 à 30 enfants, ce qui ne suggère quand même ni une volonté extrême de maîtrise de la force[[171]](#footnote-171) ni, il est vrai, une volonté farouche du Hamas de préserver la population. Mais comment attendre autre chose d’une organisation qui a introduit l’attentat-suicide dans le monde sunnite?

La lettre et l’esprit des grands traités internationaux signés depuis 1868 visant à protéger autant que possible la population des ravages de la guerre sont d’évidence bafoués, avec, d’ailleurs, cette circonstance aggravante pour Israël que la population de Gaza, toujours officiellement territoire occupé, reste sous sa responsabilité. Juridiquement, l’opération *Plomb durci* est une opération de sécurité intérieure, domaine où, plus encore que dans un état de guerre, la riposte se doit d’être proportionnelle et maîtrisée. Dès le départ de l’opération, les noms des commandants d’unité n’ont pas été divulgués par crainte de poursuites pour crimes de guerre. Loin des guerres héroïques des Sharon, Tal ou Adan, *Plomb durci* est anonyme.

# À défaut des cœurs, contrôler les esprits

Si, dans cette régression, le Hamas est freiné par l’insuffisance technique de ses engins, Israël doit encore arbitrer avec sa propre morale, mais surtout avec celle de l’opinion publique internationale et en premier lieu américaine. De fait, Israël sait que chacune de ses grandes opérations asymétriques (*Raisins de la colère* en 1996, *Rempart* en 2002, *Pluie d’été* et *Changement de direction* en 2006) enclenche toujours un processus de protestation qui finit par l’enrayer. Pour retarder cette échéance et pour la première fois à cette échelle, l’opération militaire s’est accompagnée d’une vraie campagne des perceptions.

Le premier cercle concerné a été celui de l’opinion publique israélienne. Pour cela, le gouvernement a pris soin de se placer en position de légitime défense, en mettant en avant la menace des roquettes et le non renouvellement de la trêve par le Hamas, puis en précédant l’offensive d’un ultimatum, obtenant ainsi un soutien de plus de 80% de la population. Mais les médias ne sont plus les seules sources d’informations. Les nouvelles technologies de l’information, téléphone portable en premier lieu, donnent aussi la possibilité d’établir un lien direct entre l’armée et la nation, et donc de faire converger plus rapidement qu’avant le moral de l’«avant» et celui de l’«arrière». Cela avait été une des causes de l’échec de 2006, les soldats n’hésitant pas à communiquer à leurs familles leurs critiques sur la manière dont les opérations étaient conduites. Cette fois, outre que les motifs d’insatisfaction ont été réduits par une planification précise, une étanchéité complète a été instaurée entre la zone de bataille et l’intérieur du pays[[172]](#footnote-172), en échange d’un effort permanent d’explications pour les soldats.

La seconde bataille des perceptions s’est déroulée hors du Proche Orient. Prolongeant une intense préparation diplomatique auprès des gouvernements et diplomates étrangers, les Israéliens ont organisé le blocus des images (sans image, la souffrance reste une abstraction), et fait appel à des groupes de pression et des intellectuels sympathisants pour organiser des manifestations de soutien et marteler un certain nombre de messages (Israël fait preuve de retenue, l’idée de proportionnalité entre la menace et la riposte n’a pas lieu d’être[[173]](#footnote-173), etc...). La communication par Internet ne pouvant être cloisonnée, il a été fait appel à une «armée» de réservistes et sympathisants afin d’en «occuper» les points clefs (les premières pages sur Google par exemple) et d’inonder de commentaires les sites et les blogs. Il est devenu ainsi très difficile d’y trouver des informations favorables au Hamas. Sur le terrain, enfin, Tsahal s’est efforcé d’éviter, sans y parvenir, les «Qana»[[174]](#footnote-174), c’est-à-dire des massacres suffisamment importants pour apparaître dans les médias internationaux et susciter une forte émotion[[175]](#footnote-175).

# Qu’est-ce que la victoire?

Les 17 et 18 janvier 2009, les deux camps «passent leur tour» en décrétant, l’un après l’autre, un cessez-le-feu unilatéral. Commence alors la bataille du bilan. En 2006, c’était le Hezbollah qui avait occupé le premier ce terrain en martelant le thème de la «victoire divine». Cette fois, ce sont plutôt les Israéliens qui saturent l’espace de messages de victoire. Or les «points» objectifs sont peu nombreux. Les tirs de roquettes ont cessé mais, malgré les destructions, la menace est toujours là. Les pertes infligées au Hamas, revendiquées par Israël (700 combattants tués), sont invérifiables; mais, même ainsi, alors qu’il y a environ 200.000 chômeurs d’âge militaire à Gaza, on peut imaginer que le potentiel humain du Hamas sera vite reconstitué et ses leaders tués vite remplacés. Le soldat Guilad Shalit, toujours prisonnier du Hamas, est soigneusement oublié. De son côté, le Hamas ne peut se targuer d’avoir infligé des coups significatifs à l’ennemi (sept morts, aucun prisonnier, pas de destruction d’engins) mais, comme toute organisation engagée dans un combat très asymétrique, il peut revendiquer simplement le fait d’avoir résisté, et ainsi gagner en prestige au sein de la population palestinienne. Au total, Israël peut prétendre à une petite victoire, mais au prix d’un accroissement du nombre de ses ennemis et de l’effritement de son image.

En 745 av J-C, au début du règne de Téglathphalasar III, l’Assyrie était la plus grande puissance militaire du Proche-Orient. Un siècle et demi plus tard, après avoir écrasé impitoyablement ses ennemis dans toutes les batailles, l’Assyrie n’existait plus.



****

**On a aimé**

La conduite de la guerre[[176]](#footnote-176)

**de John Frederick Charles FULLER**

**P**ublié en 1963, ce livre ne laisse assurément pas indifférent. Il est l’aboutissement d’un travail de synthèse sur le demi-siècle que Fuller a vécu. Le sujet est ici tout autant le 20ème siècle et les sources de sa violence que la pensée de Clausewitz, l’art de Napoléon, les conséquences de 1789 ou l’approche indirecte de Lénine. L’ambition est grande: mettre à jour l’impact de l’histoire politique et sociale sur l’évènement guerrier. Comme écrivain militaire et non comme historien, ni politologue ni encore sociologue, Fuller veut toucher ceux qui, civils ou militaires, devront un jour conduire leur pays dans la guerre.

L’auteur impressionne tant par son savoir accumulé dans les guerres du 20ème siècle, que par son analyse des différents contextes et des options stratégiques qui auraient pu être appliquées, découlant de l’appropriation de l’axiome clausewitzien le plus connu – et sans doute selon Fuller le moins bien compris – que la guerre est la poursuite de la politique par d’autres moyens et, qu’à cet égard, elle doit être nécessairement subordonnée à la politique.

Mais allant encore au-delà de la façon de définir ce que doit être la guerre, et surtout de ne pas se tromper sur ce qu’elle ne doit pas être, Fuller insiste sur le caractère indissociable de la guerre et de la paix. La guerre ne peut pas être pensée sans la paix, et surtout la paix durable et avantageuse, qui est un objectif politique dont la prise en compte est forcément nécessaire à qui conduit la guerre.

Au-delà de l’aspect caricatural de quelques propos politiques proches d’un certain révisionnisme, Fuller interroge sur un débat toujours actuel sur le rapport entre démocratie et guerre. Aujourd’hui, à l’heure où de multiples réflexions sont menées sur les guerres dites irrégulières, sur les conflits asymétriques et surtout où les grandes puissances démocratiques restent fixées dans des opérations de contre-rébellion très coûteuses et longues, le livre permet de s’interroger sur les buts politiques et les finalités des engagements militaires. Comment vaincre et construire la paix sans hypothéquer l’avenir, comment faire en sorte que cette paix ne se réduise pas à une suspension temporaire du conflit et débouche sur une véritable stabilité? Seul un compromis acceptable par tous, passant par la négociation avec certains adversaires, peut permettre de construire une paix durable, synonyme de victoire stratégique.

## *Par le Chef d’escadrons Rémi COTTIN*

*123/2° promotion du CSEM*

**La guerre des Empires[[177]](#footnote-177)**

### **Chine contre États-Unis**

**de François LENGLET**

**«*A****ujourd’hui, la Chine parie sur une victoire à la Sun Tzu, où l’on sidère l’adversaire pour le soumettre sans livrer bataille. Mais rien ne dit qu’elle ne se laissera pas embarquer dans une confrontation à la Clausewitz…*»

C’est par cette conclusion assez radicale que François Lenglet, journaliste, directeur de la rédaction du quotidien économique «la Tribune», termine son très récent ouvrage. Pour cela, il s’appuie sur l’analyse, assez journalistique, de plus de quarante années de relations assez contrastées entre les États-Unis et la Chine et, particulièrement, entre quelques-uns de leurs grands dirigeants. Il n’omet pas de rappeler, ce que sous-estiment souvent les occidentaux, le poids d’un passé assez récent, de la fin du XIXème siècle et du début du XXème, de l’histoire de la Chine et de son humiliation par les puissances occidentales.

L’Europe, tout comme la Russie, est quasiment absente du débat, au moins selon cet auteur.

L’ouvrage présente une thèse peut-être discutable mais mérite lecture et réflexion.

##### *Par le Général de corps d’armée (2s) Jean-Noël SORRET*

#### **Guerre et Manœuvre[[178]](#footnote-178)**

**Ouvrage collectif rédigé sous la direction de Christian Malis**

**L’**analyse de l’évolution des guerres, leur «transformation», est une nécessité permanente pour garantir le succès militaire. Le modèle occidental de guerre semble aujourd’hui mis à mal au regard des déboires rencontrés en Irak, en Afghanistan ou au Liban Sud. Il semble que se profile une phase de basculement stratégique qui nécessite un renouvellement de la réflexion dans le but de développer de nouveaux concepts, bien différents des modèles développés aux États-Unis dès les années 90 dans le cadre de la *Revolution in Military Affairs*,qui démontrent actuellement leurs limites.

Au-delà des références qui sont aujourd’hui communément faites à des auteurs français lorsqu’il s’agit d’élaborer des solutions aux conflits asymétriques actuels, Christian Malis a souhaité confronter les expériences étrangères modernes – américaines, allemandes, israéliennes, chinoises – à l’expérience française de la manœuvre. Enfin, il s’est agi de participer au renouveau de la pensée militaire française non institutionnelle en s’interrogeant sur son aptitude à porter des idées et formules nouvelles s’appuyant sur nos points forts technologiques, organisationnels et moraux.

La combinaison de la mise en perspective historique avec l’analyse critique des styles nationaux de manœuvre est particulièrement intéressante. En souscrivant à cette approche qui se révèle particulièrement pédagogique, voire didactique, Christian Malis propose au lecteur des textes accessibles et se révélant tous d’actualité. Le lecteur pourra aborder les différents textes selon sa convenance.

Alors qu’il fait le point sur l’historique de la tradition française de la manœuvre et les approches étrangères, cet ouvrage peut satisfaire l’officier souhaitant parfaire sa culture ou formaliser de nouveaux champs de réflexion, comme l’érudit qui y trouvera la somme de travaux de recherche intéressants. Les textes synthétiques qui sont ici regroupés représentent autant de pistes de réflexion ou d’approfondissement proposées au lecteur. Celui-ci pourra alors s’appuyer sur une bibliographie thématique qui couvre les domaines abordés. L’article de Benoît Durieux mérite, quant à lui, d’être complété par la lecture de l’«***Essai sur la non-bataille****»* de Guy Brossolet (Belin, 1975).

Enfin, le rédacteur de cette note a particulièrement apprécié la liberté de ton et l’esprit critique des contributeurs. En effet, plusieurs articles permettent d’éclairer des problématiques actuelles, notamment celles se rapportant à l’Irak ou à l’Afghanistan.

Christian Malis est normalien, docteur en Histoire. Salarié de la société Thalès, il est professeur associé au centre de recherche des écoles de Saint-Cyr Coëtquidan ainsi qu’à l’institut de stratégie comparée.

###### *Par le Chef de bataillon Arnaud GUERRY*

#### **Où j’ai laissé mon âme[[179]](#footnote-179)**

**De Jérôme FERRARI**

**A**u moment où commencent les travaux de la nouvelle fondation pour la Mémoire de la guerre d’Algérie (Président Claude Bébéar, Vice-président Général d’armée de la Presle), le philosophe Jérôme Ferrari dresse le portrait de trois acteurs du drame algérien à l’apogée du conflit. Drame que chacun vit avec ses croyances, ses espérances et… ses désillusions.

Difficile de lire ce court ouvrage (150 pages) sans ressentir une certaine nausée à la pensée de ce que vécurent les acteurs de cette guerre qui cacha son nom pendant tant de décennies.

##### *Par le Général de corps d’armée (2s) Jean-Noël SORRET*

**La guerre cachée,**

**Al-Qaïda et les origines du terrorisme islamiste[[180]](#footnote-180)**

# De Lawrence WRIGHT

**C**et ouvrage offre une très bonne synthèse de l’évolution du terrorisme islamique et du mouvement Al-Qaïda. Il permet de comprendre la genèse de ce courant qui est avant tout le rejet d’une modernité agnostique. Il est intéressant de noter que l’ensemble des leaders terroristes ont tous été déracinés, rejetés par leurs pays et qu’ils ont trouvé, au travers de la défense d’un islam radical, une motivation profonde.

On peut ainsi distinguer trois évolutions convergentes: religieuse, par une interprétation radicale des écrits, par la justification des attentats suicide alors que c’était un interdit religieux majeur; idéologique, en redéfinissant l’ennemi, dans un premier temps l’URSS, puis les États-Unis; enfin structurelle, en regroupant des mouvements disparates vers un but commun.

Ce livre permet aussi de comprendre l’échec des agences américaines de renseignement à déjouer les attentats qui, par un respect intransigeant des libertés fondamentales, ne se sont pas transmis des informations qui, une fois recoupées, auraient permis de mettre à jour le complot.

Pour conclure, il apparaît que le bilan de la guerre menée par Oussama Ben Laden aux Américains est nuancé. C’est à la fois une victoire, car ce dernier a réussi à frapper les États-Unis sur leur sol et les a entraînés sur un terrain de combat qui lui est favorable, l’Afghanistan. Mais c’est aussi un échec, car l’ensemble du monde musulman n’a pas soutenu sa cause, ce qui aurait eu pour conséquence de déclencher la guerre de civilisations qu’il souhaitait.

Référencé par les médias comme l’une des meilleures sources d’information sur Al-Qaïda et sur le contexte des attaques du 11 septembre, cet ouvrage a reçu le Prix Pulitzer. L'auteur, Lawrence Wright, est écrivain, scénariste, dramaturge, et fait partie de l’équipe de rédaction du magazine «the New-Yorker».

##### *Par le Chef de bataillon M. BAUD*

**Nasan, la victoire oubliée (1952-1953)[[181]](#footnote-181)**

### **Base aéroterrestre au Tonkin**

**De Jacques Favreau et Nicolas Dufour**

**N’**hésitant pas à rappeler longuement le contexte qui a conduit à cet affrontement, tant sur les plans géopolitique, tactique qu’humain, les auteurs exposent en détails les différents aspects qui l'ont caractérisé, sous la forme de chapitres aussi synthétiques que judicieusement illustrés. Une part importante est consacrée à l’explication du concept de la base aéroterrestre et de ses apports, tant en matière d’utilisation de l’aviation que pour la logistique. Enfin, la montée en puissance du camp retranché et les opérations qui s'y sont déroulées sont décrites avec précision.

Cet ouvrage est original par sa richesse d’analyse et particulièrement instructif pour ses enseignements, que ceux-ci soient d’ordre psychologique, tactique ou stratégique. Il s’impose comme une référence pour tout officier dès le début de carrière. Mettant en lumière une victoire peu connue du corps expéditionnaire français quand il est plus courant de se pencher sur l’héroïsme des combattants de Diên Biên Phu, il est d’autant plus original qu’il se construit comme une démonstration de la «recette» d’une victoire.

Le Général de corps d’armée (2s) Jacques Favreau est saint-cyrien de la promotion Franchet d’Esperey (1955-1957). Chef de section au 1er régiment étranger de parachutistes en Algérie, il est rapatrié grièvement blessé en 1960. ll sert par la suite essentiellement dans la Légion et commande, notamment, la 6ème division légère blindée. Il est le fils du Chef de bataillon Favreau, qui commandait le III/ 3ème REI, installé sur le PA 26 à Na San.

*Par le Chef de bataillon Xavier DORANGE,*

*123/2° promotion du CSEM*



Directeur de la publication:

Gca (2°s) PIROTH *(Association MINERVE)*

Comité éditorial**:**

**Gbr THOMAS,**

**Col de LADOUCETTE,**

**Col PAUPERT,**

Col (H) MAZEL *(Association MINERVE)*,

Lcl VENTURA,

# Lcl (R) MISSET

Rédacteur en chef**:**

**Lcl VENTURA**

Rédacteur en chef adjoint**:**

**Lcl (R) MISSET**

Rédacteur en chef adjoint technique:

**Col (H) MAZEL**

Site intraterre: [www.cesat.terre.defense.gouv.fr](http://www.cesat.terre.defense.gouv.fr)

(rubrique publications)

1. **Comme son nom l’indique, cette rubrique comporte des articles qui n’engagent que leurs auteurs.** [↑](#footnote-ref-1)
2. Cet ancien capitaine courageux de Dien Bien Phu, parmi les «Bigeard boys», a été porté lui aussi dans sa dernière demeure cette année. [↑](#footnote-ref-2)
3. Ayant commandé l’École supérieure de guerre de 1908 à 1911, Généralissime des armées alliées en 1918. [↑](#footnote-ref-3)
4. Judiciaire, médiatique, sociétale et politique. [↑](#footnote-ref-4)
5. Au sens large de commandants de forces interarmées, ou de responsables (en administration centrale) du fonctionnement et de la préparation des armées à l’engagement. [↑](#footnote-ref-5)
6. En plus de cadres du CESAT, le jury comprenait des membres du corps enseignant d’HEC, de l’ESSEC, de SUPELEC, de l’université de Strasbourg et, parmi les instances intéressées par ce mode de sélection, le directeur du Centre d’innovation et de recherche pédagogique de Paris en qualité d’observateur. [↑](#footnote-ref-6)
7. Après leur formation supérieure de deux ans à dominante opérationnelle (Cours supérieur d’état-major, puis École de guerre). [↑](#footnote-ref-7)
8. En matière d’analyse de situation et de propositions argumentées face à une problématique donnée, plus que de qualités purement intellectuelles dans des domaines académiques ciblés (comme c’était le cas avec le précédent mode de sélection des «brevetés techniques»). [↑](#footnote-ref-8)
9. Méthode d’élaboration d’une décision opérationnelle, inculquée à nos officiers dès leur formation à l’École d’état-major. [↑](#footnote-ref-9)
10. Ou de coordination d’un groupe de travail, telle que l’exige le pilotage de la réflexion collective en état-major. [↑](#footnote-ref-10)
11. Mesure adoptée avec les grandes écoles ou universités partenaires du CESAT, depuis la mise en application en 2008 du nouveau mode de sélection des officiers brevetés, et qui se traduit par un «enseignement à distance» dispensé aux lauréats concernés en supplément de leur formation opérationnelle. [↑](#footnote-ref-11)
12. De type MBA ou Mastère spécialisé. [↑](#footnote-ref-12)
13. Sur l’aptitude au commandement d’une composante terrestre de niveau 1 (corps d’armée) en fin de formation tactique interarmes, le nombre de formations spécialisées post-École de guerre, l’augmentation éventuelle des diplômes techniques par régularisation, la maquette des officiers brevetés au regard du contrat opérationnel de l’armée de Terre, la nécessité pour tous les officiers d’obtenir le DEM dans le cadre de l’EMS, la mutualisation de cursus d’enseignement académique des armées, … [↑](#footnote-ref-13)
14. Paris, Nouvelle librairie nationale, 1918; réédité en 1924 dans son recueil *Histoire et Philosophie sociales*, même éditeur, p. 429-544. [↑](#footnote-ref-14)
15. Léon Daudet, «***La Guerre totale****»*, Paris, Nouvelle librairie nationale, 1918. [↑](#footnote-ref-15)
16. Voir Georges-Henri Soutou et Martin Motte (dir.), «***Entre la vieille Europe et la seule France – Charles Maurras, la politique étrangère et la défense nationale****»*, Paris, Economica, 2009. [↑](#footnote-ref-16)
17. Chant dont le refrain dit: *«Mourir pour la Patrie, c’est le sort le plus beau, le plus digne d’envie»*. [↑](#footnote-ref-17)
18. Cet arrière-plan philosophique n’est qu’implicite dans «***Le cheval de Troie****»*; Valois l’explicite ultérieurement dans «*L’Être et le Devenir*», préface de «***Histoire et Philosophie sociales****».* [↑](#footnote-ref-18)
19. Ce texte est issu du livre «***Le renversement du monde – politique de la crise***», Gallimard, octobre 2010. [↑](#footnote-ref-19)
20. Les curieux feront bien de lire l’histoire du roi Philippe, comme les Puritains abordant les côtes de Nouvelle Angleterre nommèrent ce roi indien. Il les aida à survivre pendant les premiers et durs hivers de leur arrivée, et pour récompense fut progressivement expulsé de ses terres, son peuple massacré quand il essaya de résister à l’invasion. Le modèle américain se mettait en place. [↑](#footnote-ref-20)
21. Le seul fait qu’un Régis Debray publie «***Éloge de la Frontière***» (Gallimard, octobre 2010 ) est significatif [↑](#footnote-ref-21)
22. Pour comprendre ce qui vient, notamment en Europe, et échapper au piège des réductions identitaires, la lecture d’Emmanuel Levinas, le philosophe de l’altérité, fournit un viatique salutaire… [↑](#footnote-ref-22)
23. Ce document a fait l’objet d’une analyse complète dans le mensuel de mai 2010 du Détachement de liaison Terre (DLT) aux États-Unis diffusé par l’EMAT. [↑](#footnote-ref-23)
24. Civil Support Operations sur le sol américain. Voir le FM 3-0, «Operations». [↑](#footnote-ref-24)
25. PMESII-PT (political, military, economic, social, information, infrastructure, physical environment and time). C’est une grille d’analyse. [↑](#footnote-ref-25)
26. Voir le mensuel du DLT de janvier 2009, l’article intitulé «Les *Red Teams* en opérations en Irak» par le colonel Jean-Claude Bréjot. [↑](#footnote-ref-26)
27. *“Mission Command is the conduct of military operations through decentralized execution based on mission orders. Successful mission command demands that subordinate leaders at all echelon exercised disciplined initiative, acting aggressively and independently to accomplish the mission within the Commander’s intent”*, FM 3-0, *“Operations”*. [↑](#footnote-ref-27)
28. Voir la lettre du chef du DLT de ce mensuel. [↑](#footnote-ref-28)
29. “Plans are worthless, but planning is everything”, Général d’armée Dwight D. Eisenhower. [↑](#footnote-ref-29)
30. Voir le mensuel du DLT de janvier-février 2010, l’article intitulé «Le *Design*, nouvelle étape de la planification opérationnelle».. [↑](#footnote-ref-30)
31. Cette règle des deux échelons en-dessous de l’échelon considéré est appliquée y compris dans la formation des officiers. Ainsi, un commandant de brigade (BCT) a la responsabilité des commandants de compagnies de ses bataillons lorsque le chef du bataillon a celle des lieutenants. [↑](#footnote-ref-31)
32. Voir le dossier spécial *“On Point II”* dans le mensuel du DLT de décembre 2008. [↑](#footnote-ref-32)
33. Lire en particulier les ouvrages de Thomas Ricks (*Fiasco* et *The Gamble*), Linda Robinson (*Tell me how this ends*) et David Cloud et Greg Jaffe (*The Fourth Star*). [↑](#footnote-ref-33)
34. Cet article est un condensé de l’article original paru dans la Military Review de novembre-décembre 2010. **La rédaction remercie MILITARY REVIEW, mais également le Lieutenant-Colonel Sean W. LONG, US Army TRADOC LNO qui a obtenu les autorisations nécessaires à cette reproduction.** Les lecteurs des Cahiers pourront consulter l’intégralité de l’article sur le site Internet du CESAT (CESAT/ Publications/ Les Cahiers/ Cahier n° 23) [↑](#footnote-ref-34)
35. LTC Robert L. Bateman addresses this often-misquoted adage in his article found at <www.afji.com/2008/12/3801570>. However, his main idea and aim is different. Permission obtained from LTC Bateman to quote him and mention his article, 17 February 1010 via AKO email. [↑](#footnote-ref-35)
36. *The concept of “mission command”* is thoroughly explained in U.S. Army FM 6-0, *Mission Command* (Washington, DC: Government Printing Office [GPO]), and ANA FM 1-3.6 *Mission Comman*d (Washington, DC: GPO). [↑](#footnote-ref-36)
37. David M. Keithly and Stephen P. Ferris, “Auftragstaktik, or Directive Control, in Joint and Combined Operations”, *Parameters* (Autumn 1999): 118-33. [↑](#footnote-ref-37)
38. Ali Wardak, “A Traditional Means of Conflict Resolution in Afghanistan”, United Nations Public Access Network, 4-5. Accessible at

    <http://unpan1.un.org/intradoc/groups/public/documents/apcity/unpan017434.pdf>. [↑](#footnote-ref-38)
39. Kimberly Marten, “The Danger of Tribal Militias in Afghanistan: Learning from the British Empire”, *Columbia University Journal of International Affairs* 63.1 (Fall/Winter 2009): 159. Quote taken directly from Ms. Marten’s quote of Kilcullen. [↑](#footnote-ref-39)
40. U.S. Army FM 3-0, *Operations* (Washington, DC: GPO), [↑](#footnote-ref-40)
41. COL (Ret.) Dave Prugh, who served 75 total months in Afghanistan as an officer then as a contractor, recently as the civilian SME for J3 Validation, CSTC-A, makes a good case arguing that the Army has imprudently placed National Guard units in charge of mentoring, and active duty units in charge of security, when it should have been the other way around. Available at <http://smallwarsjournal.com/blog/journal/docs-temp/413-prugh.pdf>,15-16>. [↑](#footnote-ref-41)
42. U.S. Army FM 3-0, *Operations* (Washington, DC: GPO), para 6-56, 6-11. [↑](#footnote-ref-42)
43. When I asked numerous ANA battalion and company commanders and their primary staff why they rotated different students through the course instead of sending the same ones daily so they could learn, the stated consensus among the leaders was that commanders and staff primaries were needed at their desks to operate the unit. The reality was that they sent their assistants and replacements to the class because they could, and no one stopped them. [↑](#footnote-ref-43)
44. David H. Park, “Teaching TLPs to Afghan Company Commanders,” *Infantry Magazine* (May–August 2010), 13-18, or <https://www.benning.army.mil/magazine/2010/2010\_2/MAY-AUG%2010.pdf>. [↑](#footnote-ref-44)
45. Much progress in this area occurred when Combined Training Advisor Group-Afghanistan under BG Neil Baverstock (UK) created Counterinsurgency Handbooks/Workbooks at the brigade, battalion, and company levels in the summer of 2009. These handbooks contained easily actionable “cheat cards” that ANA officers could use to quickly apply doctrinal methodology during the planning and execution phases of combat operations. [↑](#footnote-ref-45)
46. Prugh, 15-16. [↑](#footnote-ref-46)
47. “Success and Honor” is the motto of U.S. Forces-Iraq during Operation New Dawn, the final redeployment from Iraq, 2010-2011. [↑](#footnote-ref-47)
48. **Le Comité éditorial rappelle que, dans cette rubrique, les articles sont de la seule responsabilité des auteurs, mais acceptera tout article en réponse à ceux publiés ici.** [↑](#footnote-ref-48)
49. CCA, ISR, escorte, MEDEVAC, OHP, … [↑](#footnote-ref-49)
50. Ne sont comptabilisées ici que les munitions tirées en situation de combat. [↑](#footnote-ref-50)
51. 3 Tigre, 3 Gazelle VIVIANE, 3 Cougar et 3 Caracal (dont 1 de l’armée de l’Air) [↑](#footnote-ref-51)
52. Groupement tactique interarmes [↑](#footnote-ref-52)
53. Tous les régiments de l’armée de Terre se seront battus dans un tel terrain. [↑](#footnote-ref-53)
54. Régiment de chasseurs (unité blindée de la 27ème BIM) implanté à Gap [↑](#footnote-ref-54)
55. «Seule une manœuvre combinée entre forces au sol et hélicoptères peut permettre d’emporter la décision. L’ALAT est plus que jamais l’arme de la surprise tactique au ras du sol. L’aérocombat et le combat terrestre sont donc aujourd’hui nécessairement confondus. La troisième dimension tactique est non seulement consubstantielle à l’efficacité des forces terrestres, mais elle est consubstantielle à l’armée de Terre» (Général IRASTORZA, chef d’État-major de l’armée de Terre, Le Luc en Provence, 10 juillet 2008.) [↑](#footnote-ref-55)
56. Renseignement, feu, mouvement, commandement, évacuation sanitaire, logistique [↑](#footnote-ref-56)
57. Quel que soit le vecteur [↑](#footnote-ref-57)
58. Caméra thermique, Jumelles de Viion Nocturne, … [↑](#footnote-ref-58)
59. Canon de 30 mm, missile air-sol (HOT aujourd’hui et HELLFIRE à partir de 2013) [↑](#footnote-ref-59)
60. Principe du VOLTAC, ou vol de combat, pratiqué dans l’armée de Terre [↑](#footnote-ref-60)
61. Zones d’ombre, végétation,… [↑](#footnote-ref-61)
62. Close Air Support [↑](#footnote-ref-62)
63. Close Combat Attack [↑](#footnote-ref-63)
64. Forward Air Controler [↑](#footnote-ref-64)
65. Cette procédure peut être déclenchée par tout chef sur le terrain et a pour finalité de donner la nature, le volume et le positionnement des amis et de l’ennemi. [↑](#footnote-ref-65)
66. «on station» ou «on call» [↑](#footnote-ref-66)
67. Quasiment 2 heures sur la zone d’action pour des hélicoptères tels que le Tigre ou le Caïman (NH 90). [↑](#footnote-ref-67)
68. Comme les Gazelle qui possèdent une autonomie moins importante. [↑](#footnote-ref-68)
69. Au sens du terme de la mission «appuyer» [↑](#footnote-ref-69)
70. Lance roquette unitaire (portée de 70 kms) [↑](#footnote-ref-70)
71. En particulier lors des MCP (mise en condition avant projection) conduites avec l’ensemble des moyens déployés. [↑](#footnote-ref-71)
72. Voir le document EMP 23.431 relatif à la doctrine d’emploi des forces terrestres en zone montagneuse. [↑](#footnote-ref-72)
73. Publication interarmées [↑](#footnote-ref-73)
74. Groupe SURCOUF, Le FIGARO «Débats et opinions» du 18 juin 2008 [↑](#footnote-ref-74)
75. Article L 4121-1 du code de la défense (partie législative/le personnel militaire/statut général de militaires/droits et obligations/exercice des droits civils et politiques) [↑](#footnote-ref-75)
76. AFP du 18 décembre 2009 sur l’opération SEPTENTRION en vallée d’Ouzbin, Karim TALBI. [↑](#footnote-ref-76)
77. L’opération MOSTARAK dans le Helmand a été révélée par le TIMES deux semaines avant de débuter. [↑](#footnote-ref-77)
78. L’envoi d’une OMLT française dans la province du Helmand sous commandement britannique a été révélé de façon fortuite au journal La Croix et seule la bienveillance du journaliste a permis que cette information ne soit pas publiée. [↑](#footnote-ref-78)
79. Jean GUISNEL- Le Point; Défense Ouverte-, Jean-Dominique MERCHET – Secret Défense-, Jean-Marc TANGUY – Le Mammouth- [↑](#footnote-ref-79)
80. La gendarmerie vient d’être touchée avec la radiation des cadres du chef d’escadron MATELLY pour manquement au devoir de réserve, effective le 27 avril 2010. [↑](#footnote-ref-80)
81. FINUL [↑](#footnote-ref-81)
82. La résolution 1701 est votée le 14 août 2006. Elle complète les résolutions antérieures et fixe à la force un plafond de 15.000 hommes. [↑](#footnote-ref-82)
83. Le concept de *«Robust Peacekeeping»* cherche à répondre aux carences du maintien de la paix traditionnel. Le terme de «robuste» est devenu une constante et une marque de fabrique des discours sur la FINUL. [↑](#footnote-ref-83)
84. Employée dans une lettre destinée au président du Conseil de sécurité, cette formule sera reprise lors de la prorogation de la résolution 1701, le 27 août 2009. [↑](#footnote-ref-84)
85. Le désarmement du Hezbollah, condition essentielle d’un plein exercice de la souveraineté du gouvernement libanais n’a, par exemple, jamais figuré au mandat de la force. [↑](#footnote-ref-85)
86. Le paragraphe 12 de la résolution 1701 autorise la FINUL *«à prendre toutes les mesures nécessaires dans les secteurs où ses forces sont déployées et, quand elle le juge possible dans les limites de ses capacités, à veiller à ce que son théâtre d’opérations ne soit pas utilisé pour des activités hostiles de quelque nature que ce soit, à résister aux tentatives visant à l’empêcher par la force de s’acquitter de ses obligations dans le cadre du mandat que lui a confié le Conseil de sécurité».* [↑](#footnote-ref-86)
87. L’explosion dans la zone de responsabilité française d’une importante cache d’armes entretenue par le Hezbollah à Kirbat Selim le 14 juillet 2009 ou les violations répétées de l’espace aérien libanais par des aéronefs israéliens le prouvent. [↑](#footnote-ref-87)
88. Le contingent DAMAN est constitué de deux éléments distincts: une «*Quick Reaction Force»* (QRF) disposant essentiellement d’un escadron de chars Leclerc, d’une section de reconnaissance régimentaire, d’une batterie de canons AUF1, d’une section de missiles sol air courte portée MISTRAL et d’un bataillon français (BATFRA) articulé autour de deux compagnies d’infanterie mécanisée sur AMX 10 P [↑](#footnote-ref-88)
89. En 1982, l’opération «Paix en Galilée» a superbement ignoré la présence des casques bleus. Les soldats français reçurent d’ailleurs l’ordre de ne rien tenter face à l’avancée des Merkavas.

    En 2006, un poste d’observation de la FINUL fut délibérément pris pour cible par Tsahal, tuant 4 observateurs. [↑](#footnote-ref-89)
90. 4D: Diversification, Durée, Durcissement, Dispersion sont les 4 D qui, selon le Général Georgelin, caractérisent les opérations contemporaines. [↑](#footnote-ref-90)
91. Michel Goya, «L’emploi de l’Histoire dans le processus d’évolution des armées»*, «****Res Militaris: de l’emploi des forces armées au XXIème siècle****»*, Economica, 2010, pp. 3-9. [↑](#footnote-ref-91)
92. «L’Amérique est donc l’un des pays du monde où l’on étudie le moins et où l’on suit le mieux les préceptes de Descartes. (…) Les Américains ne lisent point les ouvrages de Descartes, parce que leur état social les détourne des études spéculatives, et ils suivent ses maximes parce que ce même état social dispose naturellement leur esprit à les adopter». Alexis de Tocqueville, «***De la Démocratie en Amérique II***», Garnier-Flammarion, 1981, pp. 9-10. [↑](#footnote-ref-92)
93. Michel FABRE (directeur du Centre de Recherche en Education de Nantes), éditorial de la Revue du CREN, n° 5 «Éducation et pragmatisme», juin 2008, p. 6. [↑](#footnote-ref-93)
94. Session 09-002 de juillet à décembre 2009. Le T-LOG forme des officiers de toutes les armées américaines et alliées destinés à servir principalement au sein des états-majors logistiques de théâtre. Il délivre un enseignement théorique et pratique sur la conception et la mise en œuvre de la manœuvre logistique interarmées de théâtre, dans un contexte potentiellement multinational. [↑](#footnote-ref-94)
95. Lire Didier Danet «Guerre d’Irak et partenariats public-privé: des partenariats public-privé controversés», Revue française d’administration publique, n° 130, 2009, pp. 249-262. L’auteur identifie les modes de gouvernance induits par l’externalisation des activités régaliennes. Il s’appuie notamment sur les travaux d’Oliver Eaton Williamson (prix Nobel d’économie en 2009) et de James Wilson pour souligner l’exigence de «probité» dans les relations entre les pouvoirs publics et les sociétés militaires privées, qualité symptomatique des structures où priment l’application des règles, la lisibilité du système hiérarchique et l’esprit de service. [↑](#footnote-ref-95)
96. Intendant et candidat au Congrès, Mease insista pour que seul un fabricant officiel soit autorisé à traiter la commande, sans se soucier de l’urgence de la situation. Il s’absenta ensuite un long moment, puis à son retour refusa la livraison de la commande qui était arrivée entre-temps, au motif que la couleur dorée des boutons ne correspondait pas à celle argentée attribuée à un régiment originaire de Pennsylvanie. Lire James Kirby Martin et Mark Edward Lender, «matter of buttons», The logistics of war, Air Force Logistics Management Agency, août 2000, p. 12. [↑](#footnote-ref-96)
97. Charles Sanders Peirce, fondateur du courant pragmatique aux États-Unis, «La logique de la science», La revue philosophique de la France et de l’étranger, 1879. [↑](#footnote-ref-97)
98. «Capacité de distinguer le vrai du faux, d’agir raisonnablement», Petit Larousse. [↑](#footnote-ref-98)
99. Euripide, *«****Les suppliantes****», Ion, Paris, Collection universités de France, 1965.* [↑](#footnote-ref-99)
100. Ferdinand Foch, *«****La conduite de la guerre****», Berger-Levrault, 1905.* [↑](#footnote-ref-100)
101. Pour le détail de ces expériences on se réfèrera aux techniques de l’étiquetage dans le «***Petit traité de manipulation à l’usage des honnêtes gens***», R-V Joule et J-L Beauvois, PUG, 2002. [↑](#footnote-ref-101)
102. Le colonel américain John Boyd n’a rien inventé lorsqu’il défini son cycle décisionnel: «observer, orienter, décider, agir». [↑](#footnote-ref-102)
103. Titre du livre d’Arnaud de La Grange et Jean Marc Balancie, Perrin, 2008. [↑](#footnote-ref-103)
104. Sun Tzu, **«*L’art de la guerre»***, Flammarion, 1972. [↑](#footnote-ref-104)
105. Illicite, sacrilège [↑](#footnote-ref-105)
106. Traité de non prolifération [↑](#footnote-ref-106)
107. SANA, agence de presse nationale syrienne [↑](#footnote-ref-107)
108. Sandjak d'Alexandrette, cédé par la France à la Turquie en échange de son non alignement. [↑](#footnote-ref-108)
109. La région du Sandjak d'Alexandrette comptait 65% d'alaouites avant sa cession à la Turquie. [↑](#footnote-ref-109)
110. American Israel Public Affairs Committee, groupe de lobby américain créé en 1951 [↑](#footnote-ref-110)
111. Solution à deux États [↑](#footnote-ref-111)
112. De la déclaration Balfour aux accords Sylves-Picot. [↑](#footnote-ref-112)
113. Une des clauses des contrats de vente d'armes britanniques aux Israéliens stipule l'interdiction formelle de les utiliser contre les Palestiniens. [↑](#footnote-ref-113)
114. L'Iran n'a de cesse de rappeler qu'Israël n'est pas signataire du TNP et, dans le cadre d'un Moyen-Orient dénucléarisé, reste la seule nation équipée de telles armes de destruction massive. Un argument qui a été repris lors de la «contre-conférence» iranienne sur le nucléaire du mois d'avril 2010. [↑](#footnote-ref-114)
115. Action visant à contrer une intention belliqueuse, à différencier d'une action « préventive » qui nécessite la présence d'une menace armée identifiée [↑](#footnote-ref-115)
116. *Failure Modes Effects and Criticality Analysis* (F.M.E.C.A.) en anglais. [↑](#footnote-ref-116)
117. Le Livre Blanc sur la Défense et la sécurité nationale, P244-245; 2008 [↑](#footnote-ref-117)
118. MILITARY STANDARD MIL-STD-1629, «*Procedures for performing a failure Mode, Effects and Criticality Analysis*» , 1949 (première version). [↑](#footnote-ref-118)
119. Selon la Documentation tactique de l’école d’état-major, Édition 1er semestre 2007. [↑](#footnote-ref-119)
120. G.O.P. (*Guidelines for Operational Planning*, manuel de planification opérationnelle). Au sein de l’O.T.A.N., la méthode de raisonnement équivalente à la M.E.D.O. est l’«*estimate* », partie du «*decision making process* » développé dans l’ATP-3.2 (Land Operations). [↑](#footnote-ref-120)
121. NDLR: Sans oublier les appuis feux permanents délivrés sur très court préavis par sept groupes d’artillerie de 105 et 155 mm répartis le long de la ligne Morice. [↑](#footnote-ref-121)
122. Henri DUNANT «***Souvenirs de Solferino***» - 1863 – disponible auprès du CICR. [↑](#footnote-ref-122)
123. Ou a*cceptance* – tiré de l’anglais *to accept.* [↑](#footnote-ref-123)
124. C’est notamment le cas lorsque l’emblème des ONG ou des organismes internationaux humanitaires n’est plus protecteur mais peut constituer une cible. [↑](#footnote-ref-124)
125. Voir l’article dans «Armées d’aujourd’hui» n° 344 du mois d’octobre 2009. [↑](#footnote-ref-125)
126. Cette représentativité conduira sans doute à privilégier le «politiquement correct» au détriment de la compétence ou de l’égalité des chances. [↑](#footnote-ref-126)
127. «***Essai sur la non-bataille***», commandant G. Brossolet, 1975 [↑](#footnote-ref-127)
128. Dans le cadre du programme «*Army after Next»* [↑](#footnote-ref-128)
129. «***La guerre asymétrique ou la défaite du vainqueur***», J. Baud, 2003 [↑](#footnote-ref-129)
130. «***Asymmetry and U.S. military Strategy: Definition, background and Strategic Concepts***», Steven Metz et Douglas V. Johnson II, 2001 [↑](#footnote-ref-130)
131. «***La guerre au XXIémesiècle: un nouveau siècle de feu et de sang***», Colin S. Gray, 2005 [↑](#footnote-ref-131)
132. «***Stratégie***», L. Hart, 1941 [↑](#footnote-ref-132)
133. «***La guerre au XXIémesiècle: un nouveau siècle de feu et de sang***», Colin S. Gray, 2005 [↑](#footnote-ref-133)
134. «***Théorie du partisan***», Carl Schmidt, 1963 [↑](#footnote-ref-134)
135. «***Les guerres bâtardes***», A. de la Grange et J.M. Balencie, 2008 [↑](#footnote-ref-135)
136. Ce constat est valable en termes politiques, financiers et sociologiques. [↑](#footnote-ref-136)
137. «***Contre-insurrection: théorie et pratique***», D. Galula, 1963 [↑](#footnote-ref-137)
138. «***La guerre moderne***», R. Trinquier, 1961 [↑](#footnote-ref-138)
139. «***Le nouvel art de la guerre***», G. Chaliand, 2008 [↑](#footnote-ref-139)
140. Les États-Unis continuent à avoir une vision plus militaire que politique dans leur conduite de la guerre. À l’inverse, les Européens reconnaissent les menaces globales mais diminuent leurs capacités de défense. [↑](#footnote-ref-140)
141. «***Les guerres asymétriques: conflits d'hier et d'aujourd'hui, terrorisme et nouvelles menaces***», B. Courmont, 2002 [↑](#footnote-ref-141)
142. «***La guerre hors limite***», Qiao Lang et Wang Xiangsui, 2003 [↑](#footnote-ref-142)
143. «***Introduction à la stratégie***», général Beaufre, 1963 [↑](#footnote-ref-143)
144. Politiques, militaires, diplomatiques, économiques, médiatiques, psychologiques et culturels… [↑](#footnote-ref-144)
145. Par référence à «***La guerre hors limites***» de Qiao Lang et Wang Xiangsui [↑](#footnote-ref-145)
146. Le programme FCV a été abandonné; la commande de F22 réduite. En revanche, les Américains se sont équipés de drones. Ils ont aussi encouragé le développement de moyens de surveillance et de contrôle de foule. [↑](#footnote-ref-146)
147. «***Learning to eat soup with a knife***», J. Nagl, 2002 [↑](#footnote-ref-147)
148. Counter-insurection [↑](#footnote-ref-148)
149. «***Conflict in the 21st Century: the rise of hybrid wars***», F. Hoffman, 2007 [↑](#footnote-ref-149)
150. «***L’épaisseur du monde***», F. Heisbourg, 2007 [↑](#footnote-ref-150)
151. Pour reprendre l’expression du Général Le Borgne. [↑](#footnote-ref-151)
152. «***La guerre probable***», Général Desportes, 2007 [↑](#footnote-ref-152)
153. Ibid [↑](#footnote-ref-153)
154. Agrégée et docteur en histoire [↑](#footnote-ref-154)
155. Contraction de l’arabe al-imam, titre religieux. [↑](#footnote-ref-155)
156. André Lebon, «***La Politique de la France en Afrique 1896-1898, Mission Marchand, Niger, Madagascar***», Paris, Plon, p. 86-87. [↑](#footnote-ref-156)
157. Groupe qui s’avèrera inférieur de moitié lors de «l’inventaire du trésor de Samory». [↑](#footnote-ref-157)
158. Ordre n°437 du 23 septembre 1898 dans Gouraud, «***Souvenirs d'un Africain. Au Soudan***», Paris, Pierre Tsiné, 1939, p. 195. [↑](#footnote-ref-158)
159. Frère cadet de Charles Mangin, le général de la Grande Guerre. [↑](#footnote-ref-159)
160. **La rubrique «NOUVELLES D’AMÉRIQUE» reprend pour chaque Cahiers du CESAT le texte de présentation de l’un des bulletins mensuels du Détachement de Liaison Terre (DLT) aux États-Unis rédigé au cours du trimestre écoulé. Ces bulletins peuvent être consultés sur le site Intraterre où ils sont mis en ligne par l’EMAT/CCB.**  [↑](#footnote-ref-160)
161. *Knowledge Management* [↑](#footnote-ref-161)
162. Chef du détachement de liaison Terre aux États-Unis [↑](#footnote-ref-162)
163. Counter-insurrection [↑](#footnote-ref-163)
164. La population juive la plus traditionnaliste représentera la moitié de la population dans vingt ans. [↑](#footnote-ref-164)
165. En 2002, une étude a conclu que 50% des Palestiniens entre 6 et 11 ans ne rêvaient pas d’être médecin ou ingénieur mais de se faire exploser au milieu d’Israéliens. [↑](#footnote-ref-165)
166. Jour de l’élection présidentielle américaine afin de passer inaperçu. [↑](#footnote-ref-166)
167. La partie de go s’arrête lorsque les deux joueurs passent successivement leur tour. [↑](#footnote-ref-167)
168. Avec cette circonstance aggravante qu’il est beaucoup moins culpabilisant de tuer à distance. [↑](#footnote-ref-168)
169. Avec par exemple la destruction des infrastructures économiques. [↑](#footnote-ref-169)
170. Qui remplacent ainsi les anciennes sirènes qui avertissaient de l’arrivée des bombardiers. [↑](#footnote-ref-170)
171. *«Nous sommes très violents. Nous n’hésitons pas à utiliser tous les moyens pour éviter des morts dans nos rangs»,* Lieutenant-colonel Amir, cité par Michel Bôle-Richard, dans *Le Monde*, 9 janvier 2009. [↑](#footnote-ref-171)
172. Par la simple confiscation des téléphones portables et l’ordre strict de ne pas parler aux journalistes, le tout sévèrement contrôlé par la police militaire et accompagné de menaces de peines de prison. [↑](#footnote-ref-172)
173. Entre autres André Glucksman, dans *Le Monde* du 5 janvier. [↑](#footnote-ref-173)
174. Du nom de cette ville du Sud-Liban bombardée en 1996 (106 morts), puis en 2006 (28 morts). [↑](#footnote-ref-174)
175. Un «Qana» a eu lieu le 5 janvier lorsqu’une école gérée par l’ONU a été frappée, faisant 39 victimes. [↑](#footnote-ref-175)
176. Éditions PAYOT, 2007 [↑](#footnote-ref-176)
177. Éditions Fayard [↑](#footnote-ref-177)
178. Economica [↑](#footnote-ref-178)
179. Actes sud [↑](#footnote-ref-179)
180. Édition Robert Laffont, septembre 2007 [↑](#footnote-ref-180)
181. ECONOMICA [↑](#footnote-ref-181)